

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES EMIS EN JANVIER ET FEVRIER 2001

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli
Directeur-adjoint : François Braize
Rédacteur en chef : Isabelle Maréchal
Secrétariat de rédaction : Pierre Bertrand, Sylvie Bourcier, Yanne Brédillard,
Claude Gardeur, Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : **120 f**
18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 5 Directive nationale d'orientation n° 2001/004 du 9 février 2001.
- Page 30 Circulaire n° 2001/005 du 13 février 2001 relative à l'organisation du travail dans les directions régionales des affaires culturelles.

Direction de l'administration générale

- Page 34 Décision du 4 janvier 2001 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la culture et de la communication, d'un immeuble dénommé «dépôt archéologique de Champigny-sur-Marne», au profit de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France.
- Page 35 Circulaire n° 2001/002 du 29 janvier 2001 relative aux modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés pour l'année 2001.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 37 Circulaire n° 2001/001 du 19 janvier 2001 relative à l'attribution de bourses de troisième cycle hors DPLG pour l'année universitaire 2000-2001.
- Page 39 Circulaire n° 2001/007 du 20 février 2001 relative à la répartition des dotations pour les fouilles urgentes («FU»).

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 40 Charte de l'enseignement artistique spécialisé en danse, musique et théâtre.

Délégation générale à la langue française

- Page 45 Circulaire n° 2001/003 du 30 janvier 2001 relative à l'Année européenne des langues 2001 - Points plurilinguisme - «Le français comme on l'aime, semaine de la langue française et de la francophonie» (17-23 mars 2001).

Centre national de la cinématographie

- Page 53 Décision du 2 février 2001 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.
- Page 53 Décision du 26 février 2001 portant nomination à la commission scientifique des archives du film.
- Page 53 Décision du 26 février 2001 modifiant la décision du directeur général du Centre national de la cinématographie du 20 décembre 1994 portant création d'une commission des archives du film au CNC.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 54 Décision n° 151-N du 27 février 2001 portant délégation de signature.

Bibliothèque nationale de France

- Page 55 Décision du 15 février 2001 relative à l'informatisation du fichier relatif aux archives du personnel de la Bibliothèque nationale de France.

Mesures d'information

- Page 57 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 64 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 70 Dérogations aux délais vidéo
- Page 74 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DE LA MINISTRE

Directive nationale d'orientation n° 2001/004 du 9 février 2001.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

L'ancienne circulaire d'emploi des crédits déconcentrés est désormais remplacée par la présente directive nationale d'orientation, conformément aux directives de la circulaire du 8 janvier 2001 du Premier ministre.

Bien au-delà d'un changement de présentation, elle représente un changement de méthode qui s'inscrit dans le mouvement général de réforme de l'Etat et marque une étape nouvelle de la déconcentration.

En effet, cette directive vise à renforcer et à améliorer l'action de l'Etat selon une quadruple exigence :

- affirmer les objectifs politiques et les axes d'action prioritaires du ministère de la culture,
- inscrire la programmation dans la perspective de développement durable définie dans les deux schémas de services collectifs, pour la culture et pour les technologies de l'information et de la communication,
- offrir aux services déconcentrés la nécessaire liberté de manœuvre pour s'adapter aux spécificités locales dans la poursuite de ces objectifs et l'exécution de ces missions,
- accompagner le mouvement de décentralisation par la prise en compte des nouveaux territoires de l'action et l'organisation progressive du partage de responsabilités culturelles avec les collectivités territoriales.

Il s'agit d'adapter notre action à ce nouveau contexte par une meilleure prise en compte des territoires, dans un plus grand rapport de proximité, une écoute plus attentive des citoyens.

- La première partie de la DNO ouvre de nouvelles perspectives d'aménagement du territoire (I). Elle

propose des stratégies à engager dès 2001, pour construire avec les collectivités une politique équilibrée, répartie sur le territoire régional, dynamique. Cela passe par un renforcement du partenariat accompagné d'une simplification des procédures, par une clarification des responsabilités, une coordination des politiques culturelles dans un souci de cohérence. Cette politique territoriale visera quatre objectifs essentiels :

- le soutien à la création et à la diversité culturelle (II) - La création est indispensable à notre société. Il est important de soutenir plus particulièrement des initiatives culturelles et des démarches de création innovantes dans un souci d'ouverture. Le maintien et la promotion de la diversité culturelle dans notre pays sont un enjeu fondamental face au risque de standardisation induite par les lois du marché.

- l'égal accès de tous à la culture (III) - Cet objectif passe par le développement de l'éducation artistique et culturelle, une politique résolue en direction des publics s'appuyant notamment sur la généralisation des services éducatifs des structures culturelles et l'accompagnement des pratiques amateurs.

- la connaissance et la valorisation des patrimoines (IV) : du patrimoine monumental au patrimoine écrit, visuel ou musical. Il est nécessaire de compléter leur recensement en étant plus particulièrement attentif au patrimoine du XX^{ème} siècle, de les restaurer, de les valoriser et de les faire aimer du plus large public.

- le développement dans tous les domaines culturels des technologies modernes de l'information et de la communication et la facilitation de leur accès (V) - Au delà du recours plus systématique à ces nouvelles technologies, il s'agira de faciliter également leur accès au plus grand nombre et de leur donner toute leur place dans le domaine de la création, de la conservation et de la diffusion des œuvres.

La mise en œuvre de ces objectifs vous conduira à effectuer des choix et à adopter une démarche particulièrement rigoureuse quant à l'utilisation des crédits qui vous sont confiés. Vous serez attentif, notamment, à conserver des marges d'intervention grâce à des redéploiements éventuels. Vous veillerez à ne pas multiplier les engagements de l'Etat par des conventions spécialisées au-delà des nécessités d'une politique d'aménagement du territoire.

Enfin, conformément aux orientations nouvelles de la réforme de l'Etat, une attention renforcée devra être accordée à l'évaluation des actions, des conventions, et de l'ensemble de votre politique. L'année 2001 sera à cet égard une année de transition. Les conférences de bilan des DRAC avec les directions centrales seront maintenues sous leur forme actuelle, cependant que de nouveaux indicateurs de mesure et d'action seront élaborés, ainsi que de nouveaux dispositifs de retour d'informations destinés à fournir à l'administration centrale des éléments d'évaluation des politiques poursuivies. La prochaine directive nationale d'orientation fixera pour 2002 les procédures d'évaluation retenues.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Tasca

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - De nouvelles perspectives d'aménagement culturel du territoire

1. Développer des projets culturels de territoire

- 1.1 - Partir de la réalité économique, sociale et culturelle des territoires
- 1.2 - Diversifier et enrichir les partenariats
- 1.3 - Mobiliser les institutions

2. Identifier des territoires d'intervention prioritaire

- 2.1 - Territoires urbains et péri-urbains
- 2.2 - Territoires ruraux

3. Approfondir le partenariat avec les collectivités

- 3.1 - Inscrire l'action dans des dispositifs intercommunaux
- 3.2 - Engager un processus d'intégration des conventions thématiques dans les contrats territoriaux
- 3.3 - Accompagner la coopération décentralisée
- 3.4 - Expérimenter de nouvelles formes de décentralisation : les protocoles

II - Soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle

1. Accompagner les initiatives innovantes

2. Garantir les conditions favorables à la création

- 2.1 - par l'attribution des budgets artistiques
 - 2.1.1 - aides à l'écriture, commandes
 - 2.1.2 - aides à la production
- 2.2 - par le partage des outils, des moyens et des compétences

2.3 - par la mise à disposition de lieux de travail et de recherche

2.4 - par la structuration de la vie professionnelle

3. Maintenir les réseaux indépendants de production et de diffusion

4. Développer les enseignements artistiques spécialisés

III - Favoriser un égal accès de tous à la culture

1. Par la généralisation de l'éducation artistique et culturelle

- 1.1 - les services éducatifs et culturels
- 1.2 - la formation des acteurs de l'éducation artistique
- 1.3 - la diversification des domaines artistiques
- 1.4 - l'information sur la ressource artistique et culturelle régionale
- 1.5 - la mise en œuvre du partenariat

2. Par l'accompagnement des pratiques amateurs

3. Par une ouverture vers les populations

- 3.1 - L'élargissement des publics
- 3.2 - Une attention particulière aux populations en difficulté

IV - Enrichir, conserver et valoriser le patrimoine

1. Enrichir le patrimoine

- 1.1 - Recenser le patrimoine
- 1.2 - Acquérir

2. Conserver - restaurer - protéger

- 2.1 - Conserver
- 2.2 - Restaurer
- 2.3 - Protéger

3. Valoriser

V - Renforcer l'accès aux technologies de l'information et de la communication

1. Permettre l'apprentissage et la maîtrise des nouvelles technologies

2. Faciliter l'accès d'un large public aux œuvres et documents conservés

3. Enrichir les méthodes de formation aux disciplines culturelles

4. Renouveler les modes d'expression artistique

5. Mobiliser les programmes spécifiques

ANNEXES : textes de référence et indications techniques d'emploi des crédits

I. De nouvelles perspectives d'aménagement culturel du territoire

Les lois n° 99-553 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, ainsi que la prochaine circulaire du Premier ministre portant sur le volet territorial du contrat de plan 2000-2006, posent des bases nouvelles pour l'action territoriale.

Le schéma des services collectifs culturels, conçu comme un document de planification stratégique, en constitue le cadre de référence.

Ces textes visent à renforcer les solidarités entre pôles urbains et milieux ruraux ainsi qu'entre les différentes composantes du territoire urbain par l'élaboration de projets culturels de territoire (1) inscrits dans le cadre du volet territorial des contrats de plan, ainsi que dans les contrats de ville, de pays et d'agglomération, et les dispositifs intercommunaux.

L'Etat, garant de l'équité et de la solidarité sur le territoire national, exerce un rôle de régulation en liaison avec les collectivités territoriales et doit procéder au rééquilibrage des financements publics à l'intérieur même des régions. Il lui appartient dès lors d'identifier des territoires d'intervention prioritaires (2).

La mise en œuvre de programmes d'observation, doit permettre de poser les termes d'un diagnostic partagé des besoins d'équipements et en services sur un territoire donné et de définir ainsi une stratégie d'action, sur laquelle repose le partenariat avec les collectivités (3).

1. développer des projets culturels de territoire

1.1 Partir de la réalité économique, sociale et culturelle des territoires

L'action conjointe des pouvoirs publics doit permettre de développer des projets culturels de territoire. Ils seront élaborés à partir des aspirations et des besoins des populations et des territoires dans leur diversité culturelle, sociologique et sociale. Cette démarche nécessite une approche globale des questions culturelles et ne doit pas être la seule addition des projets sectoriels. Fondée sur un diagnostic permettant de dégager des choix et des objectifs d'action inscrits dans la durée, elle est réalisée conjointement par les collectivités partenaires et l'Etat, au regard des potentialités offertes par les ressources culturelles, humaines, artistiques et patrimoniales des territoires. Dans ce domaine, les services patrimoniaux des DRAC et les SDAP ont un rôle de conseil aux

collectivités pour qu'elles perçoivent les caractéristiques qui fondent l'identité de leurs territoires.

1.2 Diversifier et enrichir les partenariats

Les partenaires que sont les fédérations, les associations à but socioculturel et les comités d'entreprise jouent un rôle essentiel dans la vie culturelle. Ils doivent être associés à la conception de l'action et à sa mise en œuvre. Ils peuvent être des relais ou des opérateurs pour les politiques interministérielles. Ils deviendront des partenaires à part entière de l'action culturelle sur les territoires.

Lors des assises de la vie associative en février 1999, le Premier ministre s'était engagé à ouvrir le chantier de la rénovation des textes et des procédures avec les structures représentatives du milieu associatif. Un certain nombre d'axes de travail prioritaires ont été dégagés, des textes ont été élaborés et des pistes sont actuellement à l'étude afin de moderniser la vie associative. Vous serez notamment attentifs à l'élaboration et à la mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs qui font l'objet d'une circulaire du Premier ministre du 1^{er} décembre 2000 et constituent un point important pour la relation que l'Etat entretient avec le milieu associatif.

1.3 Mobiliser les institutions

L'ensemble des institutions de production, de diffusion et de formation seront invitées à prendre pleinement en compte la dimension territoriale. Les conventions pluriannuelles ou les contrats d'objectifs avec ces institutions devront intégrer, dans la définition du projet culturel et artistique, la notion de responsabilité territoriale, conformément aux chartes des missions de service public du spectacle vivant et de l'art contemporain. En outre, vous pourrez mettre en place des conférences régionales qui associent des institutions sur des objectifs d'action prioritaire (éducation artistique, élargissement des publics, nouvelles pratiques, lutte contre les exclusions ...).

Spectacle vivant

Vous favoriserez toutes les initiatives qui permettent une meilleure complémentarité au plan régional entre les équipements de façon à ce que les actions de diffusion concernent toutes les composantes du spectacle vivant. Vous encouragerez les structures à s'engager dans une action territoriale décentralisée en relation, lorsque cela est possible, avec des structures de proximité (MJC, Foyers ruraux, Maisons pour Tous...).

Dans cette optique le ministère peut être amené à soutenir l'action de certains festivals, s'ils jouent un rôle essentiel soit par rapport à des enjeux de création soit en regard de la structuration de la diffusion

notamment lorsque ces festivals développent une activité annuelle. En dehors de ces aspects particuliers le soutien aux festivals ne constitue pas un axe prioritaire de l'action du ministère de la culture et de la communication.

Dans le secteur des musiques actuelles, vous poursuivrez votre action en terme d'aménagement du territoire en soutenant prioritairement les lieux les plus structurants dans ce domaine d'activité.

Un soutien sera apporté aux associations départementales et régionales pour le développement musical (ADDM et ARDM) qui souhaitent s'ouvrir à l'ensemble du spectacle vivant en remplissant les cinq missions fondamentales, précisées dans la circulaire du 19 décembre 1995, dans les domaines de l'information, l'accompagnement des pratiques en amateur, l'éducation artistique, le soutien à la diffusion et à la formation. Pour ce faire, un état des lieux devrait être fait, puis un projet se développant sur trois années sous forme d'un schéma territorial devrait être élaboré.

Par ailleurs la mise en place du réseau musique et danse sera poursuivie afin d'aboutir à une couverture complète du territoire. Dans ce domaine aussi, une recherche d'extension à l'ensemble des disciplines du spectacle vivant sera poursuivie selon le principe de la concertation avec l'ensemble des partenaires et acteurs.

Arts plastiques

Les écoles d'art, les fonds régionaux d'art contemporain et les centres d'art ont acquis une légitimité par leur rôle de formation supérieure, de soutien à la création, de médiation et de centre de ressources. Il convient de développer et consolider le réseau qu'ils ont constitué. Ce réseau et ses partenaires doivent être tout particulièrement attentifs à la diversité de la création et à la pluralité des pratiques culturelles.

Musées

Vous soutiendrez prioritairement les musées travaillant en réseau ou dont les actions s'intègrent dans des dispositifs d'aménagement et de développement du territoire déjà existants ou en cours de création.

Bibliothèques

La mise en réseau des bibliothèques s'effectuera en appui sur les bibliothèques municipales à vocation régionale ou les bibliothèques départementales et en lien si possible avec le réseau de la Bibliothèque nationale de France.

Vous veillerez au renforcement du maillage du territoire, que ce soit en milieu rural ou urbain, dans une perspective intercommunale, en ouvrant une large place aux technologies de l'information et de la

communication, à la fois comme moyen de gestion des établissements et comme instrument d'une offre documentaire accessible au plus grand nombre.

2. identifier des territoires d'intervention prioritaire

Afin de rééquilibrer l'action de l'Etat sur le territoire régional, il vous revient en concertation avec vos partenaires d'identifier très précisément des territoires d'intervention prioritaires. Ils sont de deux types : ruraux éloignés des agglomérations et urbains défavorisés intégrés dans la politique d'agglomération. Ils pourront aussi être des bassins industriels, dont il s'agira d'éviter le repli. Les partenaires pourront utilement s'appuyer sur les capacités d'expertise et d'observation présentes en région et dans les départements et sur un diagnostic mené conjointement par l'Etat et les collectivités.

Les actions s'inscriront dans la continuité des priorités déjà définies dans le cadre des politiques engagées en faveur des territoires urbains - périurbains (2.1) et ruraux (2.2).

2.1 Territoires urbains et périurbains

La ministre de la culture et de la communication, le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle et le ministre délégué à la ville ont signé le 19 juin 2000, une circulaire commune «culture pour la ville - cultures de la ville», rappelant le rôle essentiel de la culture dans la politique de la ville.

Par ailleurs, dans le cadre du programme national de renouvellement urbain défini par le CIV du 14 décembre 1999, cinquante grands projets de ville (G.P.V) ont été désignés. Ils visent à réinsérer les quartiers dans leur agglomération. Ils ont vocation à renforcer le contrat de ville, dans lequel ils s'inscrivent, et peuvent se concrétiser par des actions visant à améliorer la qualité urbaine, la vie quotidienne des quartiers. Dans le secteur culturel, ces actions peuvent concerner la valorisation du potentiel culturel, notamment la création et la requalification d'équipements culturels et patrimoniaux.

Vous vous attacherez à mobiliser sur ces projets la compétence pluridisciplinaire des SDAP, des CAUE, des conseillers à la ville et à l'architecture et des services patrimoniaux de la DRAC, notamment du conseiller pour l'ethnologie, qui doit assurer une fonction transversale. L'intérêt voire le bien-fondé des projets de destruction d'ensembles d'habitats récents doit être porté au débat sur la politique de la ville. Vous veillerez, conformément à la circulaire signée avec le ministre délégué à la ville à consulter les commissions régionales du patrimoine et des sites sur cette thématique.

2.2 Territoires ruraux

Il conviendra de veiller particulièrement à soutenir les initiatives d'action culturelle impliquant partenaires institutionnels et associatifs locaux et plus particulièrement les projets privilégiant des pratiques, des formes, des démarches contribuant à un meilleur accès des publics aux lieux d'expression artistique et à la sensibilisation des populations à la culture dans les territoires particulièrement dévitalisés. Les salles vidéo de proximité abonnées ou pas au réseau VTHR (Vidéo Transmission Haute Résolution) pourront être créées en fonction des besoins. Les relais-livres en campagne constitueront un outil privilégié de recherche de la polyvalence culturelle en milieu rural, en terme de partenariats comme d'activités conduites.

A ce titre, il importe que la dimension culturelle soit présente dans les contrats de pays, sous réserve d'une expertise favorable des projets.

Vous veillerez également à la mise en place d'action de formation associant des professionnels du secteur culturel avec les partenaires du développement en milieu rural, notamment ceux des établissements d'enseignement agricole, des parcs naturels régionaux et des pôles d'économie du patrimoine.

3. Approfondir le partenariat avec les collectivités

L'évolution récente du contexte administratif dans lequel se développent aujourd'hui les politiques culturelles territoriales suppose et permet l'élaboration de nouveaux partenariats avec les collectivités.

Ils devront viser à :

- inscrire des politiques culturelles dans les nouveaux dispositifs intercommunaux (3.1) ;
- engager un processus d'intégration des conventions thématiques dans les contrats territoriaux (3.2) ;
- accompagner la coopération décentralisée (3.3) ;
- expérimenter de nouvelles formes de partenariat à partir des protocoles de décentralisation (3.4).

3.1 Inscrire l'action dans les dispositifs intercommunaux

Pour l'ensemble des secteurs, les nouveaux dispositifs intercommunaux permettront de générer de véritables stratégies de développement culturel en raison de :

- l'existence d'un territoire cohérent défini par des critères géographiques ou patrimoniaux, des intérêts économiques, sociaux et culturels et possédant la taille critique pour qu'y soit mise en œuvre une politique culturelle correspondant aux attentes et aux besoins des populations.
- la volonté d'une politique concertée des communes

au sein de laquelle la culture peut prendre progressivement toute sa place en étroite relation avec des politiques économiques ou sociales.

- la perspective d'économie d'échelle souci partagé par l'Etat et les collectivités pour offrir un meilleur service culturel aux populations.

A cette fin, vous veillerez notamment à ce que les conventions «cultures pour la ville- culture des villes» des contrats de ville, présents dans le volet territorial des contrats de plan Etat -région, s'inscrivent également dans les futurs contrats d'agglomération.

Dans le même esprit et dans le cadre de regroupements intercommunaux, les conventions de développement culturel auront vocation à devenir des conventions intercommunales de développement culturel.

En conséquence, vous soutiendrez prioritairement les actions qui s'intègrent dans des dispositifs intercommunaux.

3.2 Engager un processus d'intégration des conventions thématiques dans les contrats territoriaux

Les contrats de plan, contrats d'agglomération, contrats de ville, contrats de pays constituent les outils majeurs du développement culturel des territoires.

Il est essentiel d'éviter l'accumulation des conventions au profit d'une meilleure articulation et cohérence globale entre les engagements pris dans la négociation du contrat de plan Etat-région avec les autres types de contractualisation.

Il est souhaitable que les dispositifs déjà existants tels que les contrats éducatifs locaux, les contrats ville/ lecture et les relais-livres en campagne, les conventions de développement cinématographique et audiovisuel ville/cinéma, les opérations «un été au ciné/cinéville», les conventions de ville pour l'architecture et le patrimoine, celles des villes et pays d'art et d'histoire, soient intégrés dans ces conventions thématiques «culture pour la ville- culture des villes» et dans les conventions intercommunales de développement culturel.

3.3 Accompagner la coopération décentralisée

La mise en œuvre de l'action déconcentrée en matière internationale s'attachera en priorité au renforcement de la coopération transfrontalière et de la coopération européenne, tant en ce qui concerne les pays de l'espace communautaire que les pays candidats.

L'identification de projets susceptibles d'être éligibles aux programmes de l'Union européenne, en particulier «Culture 2000» sera recherchée. Une action d'information et de conseil auprès des porteurs de

projets sera mise en œuvre. Le «Relais Culture Europe» pourra à ce titre être sollicité.

Cette coopération pourra s'étendre plus largement aux pays du pourtour méditerranéen. Les fonds spécifiques existant devront être mobilisés.

En tout état de cause, le partenariat avec les collectivités territoriales sera un aspect essentiel de l'action menée. Des coordinations nécessaires devront s'établir avec les conventions proposées par l'AFAA et la politique de coopération décentralisée mise en œuvre par le ministère des affaires étrangères par l'intermédiaire des préfets de région.

Départements d'Outre-Mer

Les actions menées en partenariat avec les acteurs culturels des Etats de la Caraïbe, des Etats voisins de la Guyane et des Etats de l'océan indien constituent une priorité dans le cadre des nouvelles dispositions de la loi d'orientation pour l'Outre-Mer qui visera à renforcer les liens interculturels et à soutenir la diversité culturelle et linguistique.

3.4 Expérimenter de nouvelles formes de décentralisation : les protocoles

En 2001, huit protocoles de décentralisation seront expérimentés pour une durée de trois ans, sur le champ du patrimoine et des enseignements artistiques spécialisés. Les DRAC concernées par ces protocoles en 2001 sont destinataires d'une lettre de mission précisant les objectifs poursuivis. Les DRAC non signataires d'un protocole en 2001 seront invitées à porter à la connaissance des cabinets et de la délégation au développement et à l'action territoriale les sites susceptibles d'être retenus pour des protocoles de décentralisation en 2002.

II. Soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle

Afin d'atteindre cet objectif, il s'agira prioritairement en 2001 d'accompagner les initiatives innovantes (1), de garantir des conditions favorables à la création (2) et de maintenir des réseaux indépendants de production et de diffusion (3).

1. Accompagner les initiatives innovantes

Ces dernières années ont vu se multiplier des initiatives d'artistes et d'opérateurs culturels posant de manière originale et singulière la question des conditions de production et donc de réception de l'acte artistique. La démarche artistique, sociale, économique et politique de ces équipes les conduit à rechercher une nouvelle plasticité des conditions et des lieux de travail. Installés dans des espaces réutilisant le patrimoine

industriel ou choisissant l'itinérance, ils nourrissent la réflexion sur la place de l'artiste dans la cité et sur une action culturelle qui cherche également au sein de l'institution à trouver de nouveaux développements.

Une attitude d'ouverture et de dialogue de l'ensemble de vos services est indispensable au développement de ces laboratoires d'innovation artistique, culturelle et sociale. Vous veillerez à accompagner ces initiatives et à leur apporter les soutiens financiers nécessaires en mobilisant l'ensemble des procédures et dispositifs existants au sein du ministère de la culture et de la communication et en vous inscrivant dans la concertation interministérielle.

Une attention particulière sera portée aux productions contemporaines des populations issues de l'émigration, aux cultures populaires, aux créations partagées entre les habitants, les artistes et les associations.

Vous soutiendrez en priorité les structures qui manifestent un engagement marqué envers des disciplines insuffisamment prises en compte.

Vous veillerez à l'accueil des cultures et de la création étrangères au sein des établissements et dans le cadre des manifestations (coproductions, les résidences d'artistes étrangers...). Il s'agit aussi de soutenir les actions des établissements de formation (conservatoires et écoles de musique, écoles d'art...) favorisant l'ouverture aux cultures étrangères et à leur connaissance.

L'inscription de ces projets dans les cadres contractuels liant ces institutions à l'Etat et aux collectivités territoriales pourra constituer un critère conditionnel de soutien.

Concernant les musiques actuelles, la structuration et le développement de pôles régionaux et du réseau des scènes de musiques actuelles seront poursuivis et confortés selon le cahier des charges établi au niveau national, tant au plan de la formation que de la diffusion et de la création, en partenariat avec des lieux ou des festivals.

2. Garantir les conditions favorables à la création

La diversité culturelle passe en premier lieu par la défense de la place et des moyens des créateurs. Garantir les conditions favorables à la création artistique doit donc être au centre de votre action, dans l'ensemble des champs.

Cet objectif prioritaire sera poursuivi par l'attribution de budgets artistiques (2.1), par la mise à disposition de lieux de travail et de recherche (2.2), par le partage des outils, des moyens et des compétences (2.3), par la structuration de la vie professionnelle (2.4).

En matière d'architecture, vous veillerez à ce que la qualité de la création architecturale soit tout particulièrement recherchée dans les opérations d'architecture ou d'aménagement d'espaces publics conduites ou soutenues financièrement par l'Etat. Il convient pour cela de s'assurer de la bonne définition du programme de l'opération, de la réalisation des études préalables nécessaires, et de la constitution d'un jury réunissant toutes les compétences utiles ; vous ferez pour cela appel aux conseils de la mission pour la qualité des constructions publiques et à l'assistance de ses architectes consultants.

2.1 Par l'attribution de budgets artistiques

Il conviendra de mieux informer les artistes sur les critères d'attribution des aides qui peuvent leur être apportées (aides individuelles à la création, allocations d'installation ...), sur de possibles nouveaux lieux de travail et de mieux les renseigner sur leurs droits.

2.1.1 Aides à l'écriture, commandes

L'Etat et ses partenaires doivent garantir la liberté de création sous toutes ses formes et créer, pour les artistes, les conditions de cette liberté et de ce respect. La création d'œuvres nouvelles et particulièrement celles d'auteurs vivants dans les meilleures conditions de recherche, de réalisation, d'exploitation et de rencontre avec les publics constitue l'enjeu qui doit être au centre du renforcement de la politique contractuelle avec les institutions ou les équipes artistiques avec lesquelles le ministère passe convention.

Une attention particulière doit être portée aux projets émanant d'établissements d'enseignement, susceptibles de familiariser les étudiants et les amateurs aux écritures contemporaines.

Si les œuvres nouvelles sont susceptibles d'avoir un impact national, les auteurs, compositeurs et concepteurs peuvent être orientés vers l'administration centrale en vue de solliciter les aides attribuées après avis des commissions nationales consultatives existantes dans les domaines de la musique, du théâtre, du cirque et des arts de la rue.

2.1.2 Aides à la production et à la diffusion

Spectacle vivant

Il s'agit de maintenir nos engagements envers les établissements des grands réseaux nationaux, avec deux objectifs particuliers que vous mettrez en œuvre de façon sélective :

- conforter le financement des établissements les plus mal dotés afin qu'ils puissent remplir leurs missions dans le cadre de la charte des missions de service public pour le spectacle vivant.

- soutenir les projets les plus innovants en matière d'accompagnement de la création et d'élargissement des publics.

Dans le cadre du programme des scènes conventionnées, vous privilégiez les aides aux projets artistiques.

Par ailleurs, le soutien aux structures concourant aux activités de production du spectacle vivant constitue l'une des premières priorités de l'action de l'Etat, qu'il s'agisse d'institutions (principalement centres dramatiques, centres chorégraphiques, scènes nationales, orchestres et théâtres lyriques), ou d'équipes professionnelles plus légères (compagnies dramatiques, chorégraphiques, ensembles musicaux et vocaux, compagnies lyriques). Les interventions qui les concernent, dans les limites des modalités définies par circulaires pour chacune des catégories intéressées, doivent viser à privilégier les établissements et les équipes engagés dans des actions marquées par une grande exigence artistique, une ouverture à la création et aux démarches innovantes, et la volonté d'un rayonnement large auprès du public.

En règle générale, le soutien attribué aux plus importantes de ces structures a vocation à s'inscrire dans des dispositifs pluriannuels contractualisés, favorisant la cohérence d'une démarche artistique sur la durée et permettant de fixer des objectifs qualitatifs et quantitatifs qui doivent faire l'objet d'une évaluation régulière.

Ces orientations doivent se traduire par une présentation budgétaire faisant clairement apparaître la part du travail artistique, de la création et de l'innovation dans l'économie générale de la vie des structures. Les nouvelles formes d'aides à la production mises en place à l'intention des compagnies dramatiques ou chorégraphiques pourront être étendues plus systématiquement, dans les années à venir, aux ensembles instrumentaux et vocaux.

Cinéma

Les politiques d'aide à la production et d'accueil des tournages seront mis en œuvre dans le cadre des conventions avec les régions et continueront à être financées partiellement sur crédits centraux. Les thématiques à privilégier dans la politique des fonds régionaux d'aide à la production demeurent le court métrage, le documentaire, l'aide aux premiers et seconds longs métrages ainsi que les procédures d'aides à l'écriture et au développement et l'ouverture sur les nouvelles images et le multimédia. Vous représenterez l'Etat dans les comités et commissions de professionnels placés auprès des fonds régionaux d'aide à la production. Vous serez particulièrement attentifs à la composition et au rôle de ces commissions. Ce rôle est en effet garant de la

prédominance des critères artistiques et culturels dans le choix des œuvres. Sans méconnaître l'objectif de qualification et de structuration du tissu professionnel régional, vous veillerez également à soutenir des projets n'émanant pas exclusivement de la région concernée.

2.2 Par le partage des outils, des moyens et des compétences

Les missions de service public que confie le ministère de la culture par convention à des structures relevant en particulier de réseaux nationaux leur imposent une relation avec l'ensemble de la collectivité artistique qui les environne dans un esprit de partage des outils, des moyens et des compétences qu'ils rassemblent.

La nature et le sens des responsabilités artistiques et professionnelles qui sont ainsi conférées à ces établissements sont précisément justifiés et décrits dans le cadre de la charte des missions de service public pour le spectacle vivant transmise par circulaire aux préfets le 22 octobre 1998.

Dans l'élaboration des conventions avec les institutions chargées de création dramatique, chorégraphique, musicale ou lyrique, des contrats d'objectifs avec les scènes nationales ou avec certaines scènes conventionnées et scènes de musique actuelle, il conviendra de veiller aux orientations artistiques et aux modalités pratiques retenues pour assurer ce partage, que ce soit en termes de coproduction, d'accueil studio, de prêts divers, de conseils ou «tutorat» sur le plan administratif, de résidences ou même d'association à long terme avec des équipes artistiques, d'ouverture aux pratiques amateur ou encore de transmission des connaissances et des compétences...

Ces actions, étroitement liées à l'utilisation équitable des fonds publics, devront enfin faire l'objet d'évaluations régulières et rigoureuses. Au moment de l'attribution des subventions, il convient de veiller au respect des dispositions des conventions et cahiers des charges des institutions de production et de diffusion.

Par ailleurs, vous faciliterez et privilégiez l'accompagnement des équipes artistiques et l'accueil d'artistes et d'auteurs en résidences.

2.3 Par la mise à disposition de lieux de travail et de recherche

L'accès régulier ou permanent à des espaces de travail spécifiques est l'une des conditions déterminantes pour la qualité de la création théâtrale, musicale, chorégraphique ou plastique. Il convient d'être particulièrement attentif à l'existence de tels outils - studios de danse ou de musique, salles d'entraînement

ou de répétition, ateliers de construction, «lieux de fabrication» pour le cirque et les arts de la rue, friches industrielles, nouveaux lieux - dans une logique d'aménagement du territoire en lieux ressources pour la recherche artistique et l'élaboration du spectacle vivant.

C'est dans le cadre de programmes de requalification ou de nouvelles constructions que le ministère peut d'abord intervenir, en apportant son expertise et son conseil aux responsables d'équipement et surtout aux collectivités territoriales concernées et éventuellement un concours financier.

2.4 Par la structuration de la vie professionnelle

Spectacle vivant

L'élaboration d'un schéma directeur de la formation professionnelle pour les différents secteurs du spectacle vivant est en cours. Il devra, entre autres, contribuer à combler les retards importants dans les domaines du théâtre, de la danse et des arts du cirque. Vous serez associés à sa définition sur la base d'un projet et d'un calendrier arrêtés de façon à aboutir à des propositions opérationnelles dans un délai rapproché : définition de la responsabilité de l'Etat, architecture des diplômes, architecture et mise en réseau des établissements, formation des formateurs.

Le réseau des CEFEDEM - centres de formation des enseignants de musique et de danse - doit être conforté avec l'appui des conseils régionaux.

Arts plastiques

La réflexion sur le statut des artistes, sur le développement de l'art dans l'espace public et l'insertion des artistes dans le tissu économique local ou le marché de l'art, sont des sujets prioritaires au niveau national et international, et il conviendra que vous puissiez apporter, sur ces thèmes, vos propositions.

Architecture

Le décret confiant explicitement aux DRAC le suivi de la profession et la tutelle de l'ordre régional des architectes devrait, en 2001, mettre en conformité les niveaux central et déconcentré en ce qui concerne la répartition des compétences ministérielles dans le domaine de l'architecture.

Comme vous avez déjà été appelés à le faire en concertation avec les DIREN, vous développerez vos relations avec les professionnels de l'architecture en vue de constituer au niveau régional, avec le concours des CAUE, le réseau de promotion et de sensibilisation à l'architecture ou de recruter, le cas échéant, des architectes consultants dans l'attente de la création souhaitable d'un CAUE.

Livre et lecture

Vous soutiendrez la formation des professionnels du livre en partenariat avec les universités (en particulier les centres régionaux de formation aux carrières du livre, des bibliothèques et de la documentation), les délégations régionales du centre national de la fonction publique territoriale et les structures de coopération.

Cinéma

Vous mettrez en place, dans un cadre interrégional (reprenant dans l'immédiat le découpage des anciennes délégations CNC) des commissions consultatives, représentatives du tissu professionnel de votre région et intégrant des professionnels et experts extra-régionaux.

Elles seront le cadre d'un échange sur la politique régionale du cinéma et de l'audiovisuel dans sa globalité ; elles devront se réunir en moyenne deux fois par an. Lieu de concertation et de débat, elles n'ont pas en revanche pour objet de proposer l'attribution de subventions à telle ou telle manifestation.

Dans le domaine de l'audiovisuel, vous rechercherez des modalités de coopération avec les stations régionales de France 3, notamment en les invitant à intervenir dans les actions de formation et d'éducation artistique.

Le soutien à l'organisation d'échanges professionnels internationaux permettant la confrontation des savoir-faire, des pratiques et des expériences dans les différents domaines de l'art et de la culture sera incité et soutenu. Les experts, présents sur le territoire régional, seront en particulier identifiés pour intervenir dans le cadre des actions de coopération qui pourraient être proposées.

Emplois jeunes

Vous veillerez à ce que les différents accords cadres signés avec les professionnels, le ministère de la culture et de la communication et le ministère de l'emploi soient bien mis en application. La collaboration mise en œuvre avec les directions régionales de l'emploi et de la solidarité et de la formation professionnelle ainsi que la participation aux travaux des plates-formes régionales de professionnalisation sont essentielles pour la réussite de ce programme.

Par ailleurs, vous serez vigilants à ce que la dimension de formation soit prise en compte et accompagne le parcours des jeunes. Le certificat d'activité élaboré par le ministère de l'emploi et de la solidarité devrait permettre aux jeunes d'obtenir la validation des compétences professionnelles acquises au cours de ces années et favoriser une insertion réussie au terme de ce premier contrat.

L'objectif double du programme reste la pérennisation des emplois et des services nouvellement créés. Pour

y parvenir, vous vous attacherez à ce qu'une évaluation précise soit effectuée au plus près du terrain, sur l'utilité sociale et les conditions de viabilité des nouveaux services. Parallèlement, vous devrez évaluer dès maintenant avec les employeurs, les possibilités de stabiliser le poste dans la structure qui les emploie, ou à défaut dans un cadre professionnel élargi.

3. Maintenir les réseaux indépendants de production et de diffusion

Livre

Le soutien à l'économie du livre sera envisagé dans une perspective territoriale, qu'il s'agisse de veiller à la permanence d'un tissu de librairies ou de promouvoir l'édition régionale.

En ce qui concerne les librairies, vous veillerez, en fonction d'objectifs culturels, économiques, territoriaux, à encourager leur développement et leur modernisation, voire, dans certains cas, présentant un grand intérêt culturel, la création d'entreprises.

Vous encouragerez également le développement, la modernisation, la restructuration et la promotion des maisons d'édition afin de favoriser une offre éditoriale de qualité dans les régions. Une attention particulière devra être portée au respect de la loi du 10 août 1981 sur le prix unique du livre.

Cinéma

Dans votre rôle d'instruction des dossiers de multiplexes pour les commissions départementales d'équipement cinématographique (CDEC) dans l'attente de modifications législatives susceptibles d'intervenir dans les prochaines semaines, vous veillerez notamment à ce que soit prévue la plus large consultation des parties concernées. Vous serez attentif aux relations entre le multiplexe et les autres exploitants de la zone d'implantation, notamment sur les questions de programmation et d'accès aux films.

En ce qui concerne les cartes d'abonnement que certains circuits pourront mettre en œuvre dans votre région, dans l'attente également de dispositions législatives prochaines, vous vous efforcerez d'inciter à une concertation avec les exploitants indépendants et pourrez solliciter, au besoin, les services de l'inspection du CNC, sur les questions liées à la transparence des remontées de recettes.

Vous porterez également une attention toute particulière au réseau «art et essai» de votre région, ainsi qu'aux problèmes que pourrait rencontrer l'exploitation de «proximité». Dans cet esprit, les crédits affectés aux associations régionales «art et essai et recherche», vous seront déconcentrés en 2001,

à l'exception de deux ou trois d'entre elles, dont le caractère interrégional, nécessite un prolongement de la réflexion.

Les dossiers relatifs aux demandes de subvention aux titres de la commission nationale d'aide sélective aux salles, vous seront désormais adressés par les opérateurs de projets. Vous disposerez ainsi de tous les éléments nécessaires, à la formulation de l'avis qui vous est demandé dans le cadre de cette procédure, dont le rôle dans la modernisation de l'exploitation indépendante demeure essentielle.

Enfin, vous vous attacherez à dresser un état des lieux actualisés, de l'exploitation dans votre région. L'accès au système informatique « SOFI » vous permettra de disposer de toutes les données nécessaires relatives au compte de soutien des salles.

4. développer les enseignements artistiques spécialisés

Spectacle vivant

Le réseau de l'enseignement spécialisé de la musique, de la danse et de l'art dramatique repose sur un effort significatif des collectivités territoriales pour mettre en œuvre la formation des amateurs et de ses cadres ainsi que des futurs professionnels. Son développement, en partenariat avec les collectivités territoriales sera poursuivi notamment grâce aux protocoles de décentralisation culturelle.

Deux objectifs seront notamment poursuivis :

1. la diversification des enseignements dispensés
Aux côtés de la musique, l'enseignement de la danse et du théâtre (dont la faiblesse de l'offre publique est particulièrement préoccupante) doit pouvoir se développer. Ces établissements doivent également prendre en compte les esthétiques nouvelles, la diversité des genres artistiques, les cultures traditionnelles.

2. leur articulation à la vie artistique locale
L'ouverture des établissements sur la vie culturelle doit être intensifiée : résidences d'artistes, partenariat avec les structures de création et de diffusion, accueil et accompagnement de la pratique en amateur...

Pour ceux qui ne le font pas encore, on veillera à ce qu'ils prennent en compte la dimension territoriale grâce aux initiatives de type «écoles départementales», «schémas départementaux» ou implantations délocalisées dans les grandes villes.

Par ailleurs, le souci de la démocratisation de l'offre sera privilégié et un partenariat étroit avec le milieu scolaire sera systématiquement recherché pour proposer le plus largement possible une formation de base et de qualité.

Arts plastiques

Les écoles d'art, en tant qu'établissements d'enseignement supérieur participant dans leur région d'implantation à la présence culturelle, sociale et économique de la création contemporaine, seront évaluées selon la capacité de chacune à se définir un espace élargi fonctionnant en réseau d'actions et de relations.

Ceci en direction :

- des établissements d'enseignements (autres écoles d'art, écoles d'architecture, universités, écoles préparatoires) et des structures de diffusion de l'art contemporain (FRAC, centres d'art, musées), et ce sur un territoire régional, national, international,
- des publics les plus vastes touchés par des actions de sensibilisation esthétique et d'initiation plastique (cours post et péri scolaires), ainsi que par des actions de diffusion (expositions, conférences, colloques) et d'édition,
- des entreprises, qu'elles relèvent du monde culturel ou du monde économique (stages, projets en partenariat).

Cette politique d'ouverture et de partenariat devra être servie entre autre par le recours aux technologies d'information et de communication.

Dans ce domaine, en effet, les écoles d'art, au travers de leurs filières diplômantes, ont étendu la pratique du multimédia hors ligne, puis ultérieurement en ligne, jusqu'à en faire, pour certaines, un axe fort de leur offre pédagogique. Elles devront poursuivre leurs efforts dans ce sens : développer l'offre de compétence dans le champ de la mise en forme de l'information, de la communication, de la création, mettre en place les pédagogies des nouveaux métiers, susciter les réflexions indispensables sur leur place dans la création contemporaine.

III. Favoriser un égal accès de tous à la culture

Offrir à tout individu et tout au long de son existence, quelles que soient ses origines et ses conditions de vie, des formations et un libre accès à l'offre culturelle et artistique (produits et équipements), ainsi qu'à une ou plusieurs pratiques artistiques ou culturelles est l'une des missions fondamentales du ministère de la culture et de la communication. Cet objectif nécessite une relation de proximité, d'écoute et de dialogue avec le monde du travail, l'éducation populaire, les jeunes, les associations, ainsi que les mouvements informels qui émergent et les habitants.

L'égal accès de tous à la culture passe particulièrement par la généralisation de l'éducation artistique et culturelle (1), l'accompagnement des pratiques amateurs (2) et par une ouverture vers les populations (3).

1. La généralisation de l'éducation artistique et culturelle

La généralisation attendue n'implique pas l'uniformisation de ces actions. Il s'agit en s'appuyant sur les ressources artistiques et culturelles du territoire (structures, intervenants, artistes) de proposer une offre culturelle de qualité aux établissements scolaires. Vous développerez en outre le soutien aux actions hors temps scolaire en vous appuyant notamment sur les fédérations d'éducation populaire dans le cadre des contrats éducatifs locaux.

Un plan à cinq ans est mis en œuvre, visant en premier lieu les zones d'éducation prioritaires, les zones rurales et les lycées professionnels.

Cinq axes doivent guider votre intervention :

1.1 Les services éducatifs et culturels

L'objectif est d'élaborer un plan de généralisation des services éducatifs et culturels à l'échéance de cinq ans.

Il visera à renforcer les services existants ou à créer de nouveaux services prioritairement dans les zones les moins bien pourvues sur le plan culturel.

Votre intervention se fera selon deux modalités :

- la formation des personnels et des emplois-jeunes à la médiation culturelle,
- le financement conjoint d'emplois permanents au sein des institutions dans le cadre des mesures nouvelles qui vous sont attribuées.

1.2 La formation des acteurs de l'éducation artistique

La priorité est donnée à la formation des formateurs (enseignants, artistes, formateurs).

Deux objectifs seront poursuivis :

- la généralisation des conventions avec les IUFM

Le contenu de ces conventions DRAC-IUFM, signées dans toutes les régions en 2001, portera sur l'introduction de modules d'enseignement artistique ou de stages dans les établissements culturels dans la formation initiale et continue des enseignants et le développement de liens avec le milieu artistique et culturel (équipements et institutions culturels, centres régionaux de formation aux carrières du livre et des bibliothèques...).

A cette fin, vous mobiliserez les institutions culturelles et les établissements d'enseignements artistiques spécialisés sur des projets de formation d'intervenants et de médiateurs culturels. Vous les inciterez à s'investir également dans des modules de formation avec les I.U.F.M.

- la création de pôles de ressources et de formation interrégionaux

Musique

Les centres de formation des musiciens intervenants - CFMI - verront leurs missions élargies et développeront, en plus de la formation initiale, des formations continues de manière à qualifier les musiciens intervenants déjà en cours d'emploi.

Image - cinéma

La politique des pôles régionaux d'éducation et de formation sera confortée dans les treize régions qui ont bénéficié en 1999 ou 2000 de crédits déconcentrés à cette fin. Mettant en œuvre une logique de réseau susceptible de fédérer les actions de plusieurs structures existantes dans les domaines du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia, les pôles régionaux ordonneront leur action autour de trois axes principaux : information et documentation, développement et coordination des actions de sensibilisation et de formation, proposition d'outils et soutien logistique. Vous veillerez tout particulièrement à l'élaboration des conventions d'objectifs entre la DRAC et la structure chargée de la mise en œuvre du pôle. Vous rechercherez l'implication des régions pour la mise en œuvre de cette politique.

Théâtre et danse

Huit pôles de ressources interrégionaux seront créés, cinq pour le théâtre trois pour la danse. Ils seront des points d'appui pour la mise en œuvre des formations, des lieux de documentation, de recherche et de production d'outils pédagogiques.

Arts plastiques

Le réseau des écoles d'art proposera dans chaque région des modules de formation à l'intervention en milieu scolaire. Ces formations s'appuieront sur l'expérience des centres de formation des plasticiens intervenants déjà ouverts dans quatre écoles d'art (Bourges, Strasbourg, Marseille, Amiens).

L'accord conclu entre les ministères de la culture et de la communication et de l'éducation nationale dans le domaine des arts plastiques et des arts appliqués doit servir de base à des collaborations que vous accompagnerez, tant pour ce qui concerne les cursus d'enseignement que dans les autres secteurs de la vie étudiante (prestations des CROUS, commissions de sites).

Vous veillerez à ce que les écoles d'art préparant à des diplômes nationaux puissent être présentes dans ce domaine essentiel de leur rayonnement au plan local.

Architecture

Des pôles de ressources seront mis en place dans les CAUE et les écoles d'architecture. Les jeunes diplômables des écoles d'architecture seront formés à l'intervention en milieu scolaire.

Livre et lecture

Vous développerez la formation des médiateurs du livre et du multimédia en partenariat notamment avec les directions régionales de Jeunesse et Sports.

Musées

Le soutien aux actions de formation devra concerner, en priorité, les agents de la filière culturelle territoriale et employés par les musées des collectivités, notamment le personnel des services des publics. Il pourra aussi concerner les personnels relais auprès des publics : enseignants, opérateurs touristiques, responsables d'associations et titulaires d'emplois jeunes nouvellement créés.

Ce soutien doit s'inscrire dans un partenariat étroit avec le CNFPT. Vous organiserez des séminaires thématiques de réflexion et de formation pour permettre une meilleure prise en compte de tous les publics par les musées, ainsi que la création d'outils scientifiques et pédagogiques novateurs relatifs à ces formations (à l'exclusion des frais directs de prise en charge des agents des collectivités concernées relevant des financements spécifiques du CNFPT).

1.3 La diversification des domaines artistiques

L'accent sera mis sur :

- l'image et le cinéma

Déconcentrés en 2000 dans six régions à titre expérimental, les crédits destinés au financement des structures de coordination de «Collège au cinéma» le seront dans toutes les autres régions en 2001.

Vous accorderez une priorité au renforcement de la dimension qualitative et culturelle de cette opération : développement du troisième niveau, actions d'accompagnement, rencontres avec des professionnels... Les conventions avec les régions, notamment «Lycéens au cinéma», continueront à être financées partiellement sur crédits centraux. Vous continuerez à apporter votre soutien à «école au cinéma».

- l'architecture et la ville

La politique d'éducation et de sensibilisation à l'architecture et au patrimoine s'inscrit dans les différents dispositifs existants en lien avec l'éducation nationale, l'agriculture, l'environnement : «architecture au collège», ateliers de pratiques artistiques, l'action «adoptez un jardin» et les classes architecture ou patrimoine.

Vous vous efforcerez de susciter ou d'aider la création de lieux de diffusion mais également de projets liés à l'architecture et au patrimoine, pouvant reposer sur l'action des CAUE, des associations, de certains

FRAC, sur les centres culturels de rencontre axés sur cette thématique, ainsi que sur les écoles d'architecture, qui, par ailleurs, peuvent proposer l'appui d'intervenants.

Vous chercherez à faciliter la présentation didactique aux scolaires comme aux adultes, sous forme de visites ou de publications, des grands chantiers archéologiques, de travaux sur les monuments historiques, voire d'équipements nouveaux.

- la musique à l'école

Dans un souci de démocratisation, il convient de promouvoir un enseignement musical dispensé à l'école sous l'autorité des professeurs des écoles et avec le concours de musiciens intervenants, notamment ceux spécialement formés à cet effet dans les centres de formation de musiciens intervenants. Ces actions pourront s'insérer dans les différents dispositifs partenariaux (PLEA, CEL, ateliers artistiques, classes à projet artistique et culturel, jumelages...). Les pratiques vocales et le chant choral seront privilégiés.

Par ailleurs, il s'agit d'assurer une présence forte de la musique, de la danse et du théâtre ainsi que des disciplines artistiques émergentes ou insuffisamment représentées par :

- l'ouverture des ateliers d'expression artistique à ces disciplines.

- l'extension des classes L3 Danse sur le même mode que les classes L3 Théâtre en partenariat avec les rectorats dans un souci d'aménagement équilibré du territoire.

- le soutien à toutes les formes d'aménagement des horaires et emplois du temps pour favoriser une pratique artistique soutenue.

Livre et lecture

Vous vous attacherez à élargir les modes d'intervention des écrivains, afin de familiariser les enfants et les jeunes aux formes diversifiées d'écrits et favoriser l'approche des œuvres et des auteurs d'aujourd'hui.

En vous appuyant sur le réseau des maisons d'écrivains et en aidant leur ouverture vers le milieu scolaire, vous favoriserez un regard renouvelé sur le patrimoine littéraire.

Vous soutiendrez la découverte des librairies par les jeunes et vous veillerez à la mise en place et au renforcement du partenariat entre les bibliothèques municipales, les BCD et les CDI pour mettre en réseau ces ressources documentaires et animations.

1.4 L'information sur la ressource artistique et culturelle régionale

L'information sur la ressource artistique et culturelle

régionale doit être développée et alimentera la banque de ressources documentaires prévue sur le site internet du ministère.

Il s'agit de recueillir et d'organiser une information aussi complète que possible et remise à jour en permanence en s'appuyant sur le travail de documentation réalisé par quelques grands établissements nationaux (Centre national du théâtre, Centre national de la danse,...) et par des structures à vocation régionale ou locale comme les pôles régionaux d'éducation et de formation ou les associations départementales et régionales pour le développement de la musique. Des instructions vous seront données ultérieurement sur la mise en œuvre de ces partenariats.

1.5 La mise en œuvre du partenariat avec le ministère de l'éducation nationale

Il s'agit de concrétiser les orientations annoncées lors de la conférence de presse des ministres de la culture et de l'éducation nationale le 14 décembre 2000 :

- par la généralisation des conventions des DRAC avec les rectorats, les IUFM et les universités ;
- par le suivi des plans départementaux d'éducation artistique ;
- par l'inscription de l'éducation artistique et culturelle dans les contrats territoriaux ;
- par l'animation de groupes de pilotage régionaux qui tiendront avec les collectivités territoriales intéressées une conférence régionale d'éducation artistique, afin de mieux inscrire ces actions dans les politiques locales et régionales.

2. l'accompagnement des pratiques amateurs

Vous veillerez à faciliter les conditions d'exercice des pratiques artistiques des amateurs en soutenant la création et l'aménagement de centres de ressources où les amateurs peuvent disposer d'espaces de travail, de conseils, de formations, de documents (répertoires, partitions, vidéos) et de contacts avec les artistes professionnels dans les différents secteurs artistiques (arts plastiques, image, cinéma, écriture, musique, danse, théâtre...). Ces centres de ressources s'appuieront sur les associations départementales ou régionales de musique et de danse, sur les fédérations d'éducation populaire et autres pôles spécialisés en région (missions voix, pôles de musiques actuelles, centres de musique et danse traditionnelles...) ainsi que sur les associations qui participent à la vie culturelle.

Dans le domaine du spectacle vivant, conformément aux termes de la circulaire du 15 juin 1999, des plans régionaux de développement des pratiques amateurs seront élaborés pour trois ans. Ils seront inscrits dans une logique d'aménagement équilibré des territoires et déclinés dans les différents contrats passés avec

les collectivités territoriales. Ils couvriront l'ensemble des disciplines, s'appuyant sur les états de lieux réalisés ou actualisés avec le souci de rééquilibrer le soutien aux trois disciplines du spectacle vivant. Des collaborations concrètes seront en permanence recherchées avec l'échelon régional et départemental de fédérations de praticiens amateurs et d'éducation populaire.

Les partenaires artistiques et culturels, en application de la charte des missions de service public pour le spectacle vivant, seront incités à inscrire l'accompagnement des pratiques en amateurs dans leurs missions auprès des publics et à mettre à leur disposition les ressources dont elles ont besoin pour se développer dans leur dimension artistique en privilégiant notamment la diffusion des écritures contemporaines.

Les schémas départementaux de l'enseignement spécialisé serviront également de points d'appui pour ces différentes actions. L'ouverture de ces établissements sur la vie culturelle doit être intensifiée (résidences d'artistes, partenariat avec les structures de création et de diffusion, accueil et accompagnement de la pratique en amateur).

3. l'ouverture vers les populations

Vous vous attacherez à mettre en œuvre, dans les nouveaux contrats de ville ou les conventions intercommunales de développement culturel, les objectifs suivants : le renforcement des actions favorisant l'accès de tous à la culture, le développement de l'éducation artistique, le soutien aux pratiques amateurs et aux expressions artistiques émergentes.

Pour cela, vous vous appuyerez sur les productions et les créations portées par les artistes, les associations et les habitants ; vous vous attacherez à mettre en réseau les équipements culturels structurants avec les équipements de proximité ; vous porterez une attention particulière à l'amélioration du cadre de vie urbain, notamment dans les espaces publics.

3.1 Une attention particulière aux populations en difficulté

Vous serez attentifs à soutenir les démarches culturelles et artistiques qui interrogent les formes d'enfermement et d'exclusion que la société d'aujourd'hui peut générer. Vous encouragerez un programme d'actions concertées dans le cadre de l'application de l'article 140 de la loi d'orientation du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions.

Maîtrise du français et lutte contre l'illettrisme

La priorité devra être donnée aux actions qui insistent sur la maîtrise du français comme facteur d'insertion sociale, d'accès à l'emploi et de promotion professionnelle dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Interventions culturelles en milieu carcéral et hospitalier

La circulaire de mars 1995 intitulée «la mise en œuvre de programmes culturels adressés aux personnes placées sous main de justice» est en cours de réactualisation afin de prendre en compte la réforme récente de la justice créant au niveau départemental des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP). Vous veillerez à ce qu'une préparation et un accompagnement de l'offre artistique soit systématiquement prévus dans les prisons en associant le personnel pénitentiaire (particulièrement les surveillants) en amont pour que les conditions de réussite soient remplies. Les crédits anciennement gérés en centrale par la DDAT vous sont désormais déconcentrés.

La convention signée le 4 mai 1999 entre le ministère de la culture et de la communication et le secrétariat d'Etat à la santé et aux handicapés a permis un rapprochement très fécond entre la culture et le milieu de la santé, et a donné une légitimité nouvelle aux démarches des artistes professionnels intervenant dans les hôpitaux. Les jumelages entre hôpitaux et établissements culturels, les résidences d'artistes, la lecture à l'hôpital se développent.

Tout en poursuivant votre soutien à ces initiatives, vous veillerez à soutenir les hôpitaux qui souhaitent se doter d'une politique culturelle globale, coordonnée par un responsable culturel hospitalier professionnel ayant éventuellement bénéficié de la formation mise en place par l'ARSEC à Lyon. Vous pourrez envisager, avec ces hôpitaux, des conventions de développement culturel. Vous vous rapprocherez par ailleurs de l'agence régionale de l'hospitalisation pour permettre, dans le cadre d'une convention globale, de structurer la politique culturelle hospitalière de votre région, et d'ajouter à vos financements ceux du secteur hospitalier.

Dans le domaine du livre et de la lecture, votre action en milieu carcéral et hospitalier s'appuiera sur les agences de coopération, en veillant à mettre en œuvre un partenariat local entre établissements et bibliothèques municipales et départementales.

3.2 Un meilleur accueil des publics

Spectacle vivant

Dans les établissements soutenus par le ministère, des politiques volontaristes d'élargissement des publics seront mises en place. A cet égard, il est préférable de développer des séries de représentations plutôt que de multiplier le nombre de spectacles. Une attention particulière doit être portée aux politiques tarifaires et aux horaires afin de favoriser la fréquentation la plus large des institutions.

Art contemporain

Les expositions et manifestations d'art contemporain nécessitent pour être accessibles à un large public que des dispositions soient prises pour faciliter la compréhension du projet présenté ainsi que celle des œuvres (contextualisation, cartels, présence d'artistes...). Ceci constitue une condition nécessaire au soutien du ministère de la culture.

Musées

Vous soutiendrez les actions visant à améliorer l'accueil du public et à moderniser et assurer dans de bonnes conditions techniques la présentation des collections. Il conviendra de soutenir la création ou le renforcement des services des publics des musées des collectivités territoriales ou relevant d'associations pratiquant une politique dynamique de conquête des publics.

La mise en œuvre de cette politique des publics devra prendre en compte :

- la professionnalisation des personnels de médiation,
 - la connaissance quantitative et qualitative des publics.
- A ce propos, vous vous efforcerez de faire adopter par les musées le principe de l'observatoire permanent des publics de musées (OPP) qui est une méthode d'enquête portant sur les visiteurs et qui constitue une aide à la décision à l'intention des responsables de musées, des collectivités territoriales et de l'administration,
- l'évaluation qualitative des actions menées par les établissements financés afin d'améliorer les services rendus au public,
 - l'adoption de politiques tarifaires (gratuité pour les moins de dix-huit ans, gratuité un jour par mois) visant à l'élargissement des publics.

Vous privilégiez également le soutien aux expositions temporaires ayant un contenu scientifique de qualité et prenant en compte cet objectif d'élargissement.

Vous favoriserez les opérations menées dans le cadre d'actions conjointes avec d'autres partenaires culturels (F.R.A.C., services d'archives, bibliothèques et services patrimoniaux de la D.R.A.C.) ou dans le cadre de conventions passées avec d'autres institutions culturelles ou scientifiques, nationales ou étrangères.

Enfin, le rayonnement des musées et l'ouverture aux publics devront être assurés par une politique éditoriale qui privilégiera notamment les produits spécifiques à prix modique, ainsi que l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Archéologie

Vous poursuivrez la publication des «Bilans scientifiques régionaux» favorisant ainsi la diffusion

des résultats de l'activité archéologique et vous développerez l'édition à destination du grand public.

Archives

Il convient de soutenir les activités menées par les services d'archives, les associations ou centres culturels, afin de fonder une pédagogie vivante de la connaissance des sources historiques en faveur des scolaires et des publics amateurs, et de développer ainsi l'esprit critique et civique. Il conviendra de former les titulaires de contrats «emplois jeunes» recrutés pour le traitement des archives. En outre, l'accent sera mis sur l'organisation et la promotion du concours de l'historien de demain.

Livre et lecture

Vous soutiendrez les actions des bibliothèques visant, dans un souci de transversalité, à participer et accompagner les actions relevant d'autres secteurs culturels et interculturels notamment dans le domaine de l'art contemporain, de la musique, des musées et de la connaissance des cultures étrangères.

3.3 Les manifestations

Les publics de l'architecture et du patrimoine bénéficient du rendez-vous annuel des journées du patrimoine. Elles se dérouleront les 15 et 16 septembre 2001 auront pour axe, à l'occasion du centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901, la mise en valeur du rôle des associations dans la connaissance, la préservation et la promotion du patrimoine.

La très large audience et la participation de très nombreux propriétaires qu'elle suscite sont, pour vous, un moyen d'établir des coopérations durables dont le fil directeur est la formation des médiateurs et personnels d'accueil ainsi que l'ouverture aux publics jeunes et en difficulté. Par ailleurs, les chantiers de jeunes bénévoles (monuments historiques et archéologie) peuvent être conçus avec les associations qui les organisent, comme des outils d'intégration intéressant les jeunes défavorisés.

Vous encouragerez les animations et manifestations de qualité autour du livre et vous veillerez à l'impact de celles-ci auprès du public, qu'elles soient locales, régionales ou qu'elles s'inscrivent dans des opérations nationales (Lire en Fête, Printemps des poètes). Vous veillerez à ce que les bénéficiaires, publics ou privés, des aides de l'Etat dans le domaine du livre et de la lecture participent aux opérations nationales de promotion de la littérature.

La mise en place du programme «Cinéville», extension sur l'année de l'opération «Un été au ciné» sera poursuivie. Les moyens nouveaux seront prioritairement consacrés aux actions de sensibilisation

et de formation, ainsi qu'au développement des volets qualitatifs du dispositif. Il ne peuvent, en revanche, être utilisés pour financer des mesures de compensation tarifaire. Pour ce nouveau dispositif, vous vous référerez au cahier des charges établi en concertation par le CNC et vous mêmes.

La quasi-totalité des crédits affectés aux festivals de cinéma sera déconcentrée. Pour les principaux critères de soutien et les modalités d'évaluation de ces manifestations, vous vous référerez à la «fiche pratique» diffusée en 2000.

L'opération annuelle Le printemps des musées, dont la prochaine édition aura lieu le 1^{er} avril 2001 avec pour thème le paysage, constitue une priorité du ministère en termes de communication et de conquête des publics. Il importe que vous mettiez en œuvre une communication régionale de l'événement et que vous souteniez les manifestations organisées par les musées territoriaux et associatifs sur le thème retenu. Vous chercherez à susciter des contributions au niveau régional et local. Par ailleurs, depuis le Printemps 2000, cette opération est ouverte aux autres pays du continent européen ; vous êtes par conséquent invités à susciter des coopérations en tirant parti dans ce cadre des relations transfrontalières et des jumelages existants entre villes ou entre toutes autres collectivités publiques, notamment en favorisant des échanges temporaires d'œuvres.

2001 a été déclaré Année européenne des langues par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne pour célébrer la diversité linguistique de l'Europe, promouvoir le plurilinguisme et favoriser l'apprentissage des langues. Cette opération doit être, pour notre pays, l'occasion de favoriser les actions allant dans ce sens. Vous encouragerez également les animations et les manifestations organisées dans le cadre de la «semaine de la langue française, le français comme on l'aime» du 17 au 23 mars 2001, en particulier par les manifestations regroupées autour du thème «10 mots pour les langues du monde».

En 2001, le centenaire de la loi de 1901 sera l'occasion de mettre en valeur la richesse de l'action culturelle et de promouvoir les valeurs de citoyenneté et de lien social que sous-tendent cet engagement.

IV. Enrichir, conserver et valoriser le patrimoine

Alors que l'action des pouvoirs publics tend de plus en plus à définir des territoires d'intervention et de coopération dépassant les frontières administratives et le découpage des circonscriptions territoriales traditionnelles, l'étude et la compréhension des lignes de force patrimoniales, archéologiques, ethnologiques, architecturales, urbaines et paysagères, revêtent de

plus en plus d'importance.

Enrichissement et inventaire (1), conservation-restauration et protection (2) et valorisation (3) sont les trois axes d'intervention du ministère de la culture et de la communication en matière de patrimoine. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de partenariats entre services et organismes relevant tous des directions sectorielles concernées, et notamment de leurs services d'inspection, dans le respect des normes documentaires et techniques fixées par le ministère.

Architecture et patrimoine

La conférence régionale de l'architecture et du patrimoine est présidée par le directeur régional. Elle assure l'articulation entre les SDAP, les services de l'inventaire, de l'archéologie, de l'ethnologie, des monuments historiques. Elle doit en particulier définir les territoires et les projets sur lesquels l'action des services doit se focaliser, y compris dans les domaines documentaires, informatiques (atlas de l'architecture et du patrimoine) et de la maîtrise d'ouvrage. La coordination entre SDAP et DRAC s'exerce aussi à travers la programmation des crédits.

Archéologie

L'activité archéologique régionale est directement intéressée par l'action des services départementaux de l'architecture et du patrimoine et des conservations régionales des monuments historiques en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme, chacun ayant fréquemment à émettre des avis sur les mêmes dossiers. Elle est contrôlée par les avis scientifiques des six commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA) créées auprès des préfets de région –siège par le décret du 27 mai 1994, dont l'activité est appelée à connaître un développement sensible en raison du vote de la loi sur l'archéologie préventive.

Ethnologie

L'attention se portera également sur le domaine ethnologique, tant matériel qu'immatériel. Les études et recherches ethnologiques présentent un grand intérêt pour la connaissance des situations existantes et permettent de mener des expertises de politique et d'action culturelles, particulièrement dans des démarches transversales. Attachée à la connaissance analytique des terrains par l'enquête, l'ethnologie s'applique efficacement à la logique des territoires et des acteurs locaux.

1. Enrichir le patrimoine

1.1 Recenser le patrimoine

Inventaire général

La démarche de l'inventaire devra être conduite en partenariat étroit avec les collectivités concernées. Elle

fera l'objet de conventions, prenant en compte la nature et les modalités de collaboration de chaque partenaire, et visant notamment le partage raisonné des droits d'exploitation de la documentation préexistante, de celle qui sera coproduite, ainsi que des produits dérivés.

Fonds patrimoniaux oraux et écrits

Les soutiens à la mise en valeur et à la sauvegarde des fonds patrimoniaux oraux et écrits devront inclure des actions de repérage, d'inventaire et de traitement des collections, ainsi que la réalisation d'instruments de recherche sous quelque forme ou support que ce soit.

Archives

Les actions soutenues s'inscriront, chaque fois que possible, dans des programmes nationaux ou régionaux. Seront également prises en compte les perspectives de transferts sur des supports de substitution des documents anciens, rares ou précieux et des périodiques, ceci en lien avec les services d'archives ainsi que les opérations de promotion et de valorisation, notamment nationales et utilisant les nouvelles technologies, en particulier Internet.

Fonds musicaux

Au titre de l'inventaire des fonds musicaux anciens et du travail de recherche musicologique qui lui est associé, vous soutiendrez la publication imprimée du catalogue du patrimoine musical régional ainsi que le recensement, le catalogage scientifique, la publication et valorisation musicale du corpus des partitions manuscrites et des imprimés des collections. L'articulation entre le livre et la musique doit être recherchée par la publication des catalogues de ces inventaires et de leur valorisation avec les interprètes.

Musiques et danses traditionnelles

Inscrits dans le dispositif des musiques actuelles, la structuration et le développement des centres régionaux de musiques et danses traditionnelles seront poursuivis et confortés au niveau national, tant au plan de la formation que de la diffusion et de la création, en partenariat avec des lieux ou des festivals.

1.2 Acquérir

Vous soutiendrez l'enrichissement des collections des musées des collectivités territoriales par l'intermédiaire des fonds régionaux d'acquisition des musées (F.R.A.M.) et des fonds régionaux d'art contemporain (F.R.A.C). Au titre des commandes publiques, le 1% culturel sera développé avec le souci de garantir par la procédure suivie la meilleure insertion de l'œuvre dans son environnement, sa bonne réception par le public et la diversité de la création.

Vous engagerez des négociations avec les conseils

régionaux afin de nouer un partenariat en matière d'acquisitions d'ouvrages anciens, rares et précieux. Ces négociations permettront la passation de conventions de créations de fonds régionaux d'acquisition des bibliothèques (F.R.A.B.). Ces derniers pourront voir leurs missions étendues aux domaines de la restauration et de la conservation.

Une attention particulière sera portée au développement des fonds en langues régionales et en langues sans territoire.

2. Conserver - restaurer - protéger

2.1 Conserver

Centre des monuments nationaux

La conservation comme la mise en valeur des propriétés de l'Etat affectées au ministère et gérées par le Centre des monuments nationaux (CMN) constituent une priorité pour laquelle vos services doivent faire preuve d'une coordination renforcée.

Les projets de monuments établis par les administrateurs et validés par l'établissement public doivent être l'occasion privilégiée d'une approche globale pluriannuelle, concertée entre les partenaires concernés (administrateurs, DRAC, ACMH et SDAP).

Comme le prévoit le décret du 21 avril 2000 créant le CMN, une réunion de concertation doit être organisée annuellement par le DRAC, à l'occasion des réunions de programmation des crédits destinés aux monuments historiques, pour définir la programmation des travaux dans les monuments nationaux de sa région. Cette démarche doit permettre de conforter la nécessaire politique de conservation des édifices, et d'accueillir dans les meilleures conditions possibles les publics en leur offrant, en outre, l'exemplarité d'une démarche de création artistique de qualité. Cette approche doit se traduire tant sur les immeubles eux-mêmes et les espaces qui les accompagnent (notamment les locaux et logements de service) que sur leurs décors et les collections qu'ils renferment.

Monuments historiques

Que les monuments soient propriétés de l'Etat ou non, que les travaux soient réalisés sous votre maîtrise d'ouvrage ou celle du propriétaire, ces opérations doivent privilégier, au besoin de façon exclusive, les urgences sanitaires et de sécurité relatives aux personnes et aux biens.

Les travaux sur les monuments n'appartenant pas à l'Etat se limiteront à ceux qui sont nécessaires à la pérennité et l'identité du monument, à l'exclusion des projets d'aménagement, mise en valeur ou restitution.

Archives

La sauvegarde du patrimoine archivistique suppose une aide à l'extension ou la reconstruction des bâtiments d'archives. Les actions visant à la sauvegarde et à une plus large diffusion du patrimoine archivistique seront soutenues, qu'elles soient menées par des collectivités territoriales ou leurs groupements au travers de leurs services d'archives, par des personnes morales de droit privé ayant la charge ou menant des actions en faveur des archives ou par des propriétaires de fonds d'archives privées classés comme archives historiques. Cette politique doit être menée en collaboration étroite avec les directeurs des services départementaux d'archives, chargés du contrôle de l'Etat sur les archives, et elle doit s'appuyer sur le réseau constitué par les archives départementales, communales et régionales.

Objets mobiliers

Les opérations d'entretien et de préservation des objets mobiliers, dont les programmes de restauration sont établis en concertation avec les conservateurs des antiquités et objets d'arts ainsi que les administrateurs du Centre des monuments nationaux, porteront aussi en priorité sur la sécurité, la sauvegarde et la conservation des œuvres, collections et décors.

Archéologie

Il convient de s'assurer avant toute décision ou accord de la puissance publique sur la réalisation d'un projet en archéologie programmée que l'ensemble de la démarche est maîtrisé dans le but de son exploitation scientifique : mesure de conservation et moyens de stockage du matériel archéologique, de stabilisation des matériaux fragiles ; calendrier de rendu d'analyses avec les laboratoires, conditions d'archivage des données graphiques et photographiques, moyens nécessaires à la publication des résultats. En outre les mesures de conservation des vestiges archéologiques mis au jour seront appréciées dans leur contexte de découverte (restauration/rebouchage ; protection juridique adaptée).

La politique d'aménagement du territoire en terme de dépôts de fouilles régionaux sera poursuivie en partenariat avec les collectivités territoriales chaque fois que des opportunités se présenteront.

Dans les dépôts de fouilles existants, vous veillerez à la conservation des collections en matériau fragile (métal, cuir, bois, verre...). Pour les collections de grande ampleur, notamment en ce qui concerne les enduits peints, un tri des éléments à conserver devra être réalisé et des mesures conservatoires mises en œuvre avec l'aide de spécialistes.

2.2 Restaurer

Monuments historiques

L'ampleur des besoins pour l'entretien et la restauration du patrimoine monumental, qui oblige à des choix de programmation toujours très difficiles, doit vous conduire à veiller avec la plus grande attention à la maîtrise et la réduction des délais de préparation technique et de montage administratif des opérations. Les engagements pris dans les contrats de plan, ou dans le cadre de conventions particulières, prioritaires par nature, ne seront cependant inscrits dans les programmations qu'avec des dossiers complètement prêts.

Musées

Vous soutiendrez la restauration et la préservation des collections des musées classés et contrôlés conformément aux termes de la circulaire portant sur l'exercice du contrôle technique de l'Etat des collections des musées classés et contrôlés en ce qui concerne les critères d'attribution des subventions. Vous veillerez à intégrer les programmes de conservation-restauration dans les conventions générales passées avec les collectivités territoriales ou les associations propriétaires. Vous faciliterez les programmes de formation pour la conservation préventive. Vous veillerez également à susciter la création de fonds régionaux de restauration des musées (F.R.A.R.), sur le modèle des F.R.A.M. (fonds régionaux d'acquisition pour les musées).

Vous encouragerez les actions de médiation (et notamment les opérations innovantes) visant à diffuser auprès du public la connaissance des enjeux, des méthodes et des techniques de restauration ainsi que la présentation et la restitution au public, sous la forme d'expositions temporaires, périodiques ou permanentes, des ensembles, collections, œuvres et objets ayant donné lieu à des interventions à l'échelle d'un musée ou de la région.

L'aide concernant les ateliers de restauration devra s'inscrire dans le cadre de l'organisation du réseau national de restauration. Vous voudrez bien, si vous êtes saisi de tels dossiers, consulter à ce sujet la direction des musées de France et solliciter son assistance technique.

Patrimoine écrit et oral

Vous soutiendrez les opérations de restauration et de conservation préventive du patrimoine écrit et graphique, en partenariat avec les collectivités territoriales et s'inscrivant dans la mesure du possible dans un plan régional ou départemental. Vous encouragerez les projets de collecte, de conservation et de valorisation du patrimoine linguistique écrit et oral en langues de France.

2.3 Protéger

Monuments historiques

S'agissant des propositions de protection au titre des monuments historiques classement, vous continuerez d'examiner avec soin les conséquences budgétaires des décisions de protection. Un équilibre doit être maintenu entre les propositions résultant d'instructions de dossiers faites en urgence à la suite de menaces pour la conservation des édifices considérés, et les propositions résultant d'études thématiques conduites en fonction des priorités nationales ou régionales.

Le développement de la procédure des ZPPAUP demeure une priorité d'action du ministère. Les chefs de SDAP et les DRAC préparent conjointement la programmation de ces études, en liaison avec les autres services patrimoniaux et plus particulièrement ceux de l'inventaire.

L'initiative de mesures de protection, qu'elle soit au titre des monuments historiques ou des ZPPAUP, l'engagement de travaux de conservation et de mise en valeur, la mise en place effective de la politique de labellisation du patrimoine du XX^{ème} siècle accompagnée d'actions de sensibilisation et de publication, constituent un éventail de moyens d'intervention qui doit être débattu au sein la commission régionale du patrimoine et des sites ; en particulier le label sera attribué après avis de la CRPS.

Parallèlement à l'effort pour le patrimoine du XX^{ème} siècle, vous consacrerez une part des études et des propositions de protection aux édifices liés à une activité économique (architecture agricole, artisanale, commerciale ou industrielle) qui demeurent aussi insuffisamment protégés (3,5 % du total des protections). Vous réserverez aussi les moyens nécessaires à la réalisation d'études diagnostic destinés à confirmer l'intérêt d'une protection définitive dans le domaine du patrimoine industriel et du XX^{ème} siècle.

Archéologie

L'année 2001 est une année charnière pour l'organisation de l'archéologie préventive nationale. Celle-ci connaîtra une évolution des budgets et des personnels liée aux conséquences du vote de la loi. Des indications précises vous seront communiquées au fur et à mesure de la mise en place de la réforme, tant en ce qui concerne la réalisation de la carte archéologique que le rôle des services de l'Etat dans ses relations avec les aménageurs et les acteurs de terrain de l'archéologie préventive. Jusqu'à l'application de la réforme l'ensemble des procédures demeurera inchangé.

3. Valoriser

Vous veillerez à donner une lisibilité au protocole interministériel Tourisme et Culture (Figeac, 1998) en regroupant ses différentes composantes : villes pays d'art et d'histoire, routes historiques et autres labels aujourd'hui existants, pôles d'économie du patrimoine, parcs naturels régionaux, monuments historiques, musées...

Vous encouragerez la mise en œuvre de réseaux de maisons d'écrivains, en partenariat notamment avec les structures régionales ou départementales de développement du tourisme.

Vous procéderez au rapprochement entre vos services et les directions régionales du tourisme (DRT) et confierez cette mission à l'un de vos collaborateurs, interlocuteur des administrations centrales et de tous les partenaires ministériels et des collectivités territoriales.

Centres culturels de rencontre

Votre objectif pour 2001 est de conforter le réseau existant.

Modernisation des musées

Vous veillerez à ce que l'ensemble des opérations subventionnées par l'Etat au titre des musées s'inscrivent en priorité dans le cadre d'un projet scientifique et culturel validé et d'une programmation scientifique et culturelle pluriannuelle.

Pour ce qui concerne les spécifications techniques à mettre en œuvre dans le cadre d'opérations de modernisation des musées, vous voudrez bien vous reporter au volet méthodologie des muséofiches établies à la date du 1^{er} janvier 2000.

L'aide apportée par l'Etat aux maîtres d'ouvrage sera modulée en tenant compte de leur capacité financière à prendre en charge tant l'investissement que le fonctionnement de cet équipement et du degré de prise en compte des enjeux de la démocratisation des pratiques culturelles - ouverture aux publics de proximité, mise en place de services culturels, politique tarifaire - notamment. Des aides aux travaux d'amélioration des réserves, de sécurité, de climatisation, d'informatisation de la gestion et de la documentation des collections pourront également être accordées par l'Etat.

Promotion architecturale

Votre rôle est aussi d'assurer la mise en place et l'animation du réseau régional de promotion de la qualité architecturale, en associant les SDAP, les architectes-conseils des DDE, les CAUE et les

architectes-consultants, l'ordre régional des architectes, les institutions de toute nature concourant à la diffusion de l'architecture, les services des collectivités territoriales, les écoles d'architecture.

V. Renforcer l'accès aux technologies de l'information et de la communication

Le programme d'action gouvernementale pour la société de l'information (PAGSI), lancé dès 1998, a insisté sur l'apport des technologies de l'information et de la communication dans la société.

Vous ferez prévaloir en 2001 une approche résolument ambitieuse et volontariste. Elle découle en effet de l'application du schéma des services collectifs de l'information et de la communication voulu par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire en date du 25 juin 1999. Ce schéma considère la culture comme un des secteurs clés des nouveaux services que doit offrir la société de l'information à ses citoyens : ce principe directeur doit donc inspirer à l'avenir l'action de l'ensemble de notre ministère et ce d'autant plus que la création, la conservation et la diffusion des œuvres de l'esprit se prêtent particulièrement bien à l'utilisation des TIC.

Dans toutes les disciplines couvertes par l'action de vos services, l'orientation stratégique qui doit être la vôtre vise à prévenir les facteurs d'inégalité et les difficultés d'insertion dues à une appropriation insuffisante des TIC tant par les créateurs et professionnels de la culture que par le public lui-même. Parmi les critères qui président à vos choix de financement, vous mettrez en bonne place celui relatif à l'usage des TIC dans les projets que l'on vous soumet au titre des demandes d'aides au fonctionnement ou en investissement. Il s'agit donc pour vous d'insuffler un nouvel état d'esprit à vos collaborateurs qui devront impérativement prendre en compte la dimension numérique dans les avis qu'ils sont amenés à vous donner à propos des actions relevant de leur compétence.

Par ailleurs, vous devrez prendre en compte certains éléments de contexte de nature à crédibiliser les projets et à leur assurer des conditions de viabilité satisfaisantes :

- les actions prévues doivent s'inscrire dans une démarche structurée et un projet durable, la mise en relation d'institutions ou d'acteurs culturels doit être un des buts recherchés,
- la sélection de projets porteurs d'innovation technologique peut être l'occasion de remédier à certaines disparités territoriales et de renouveler le contenu de partenariats avec les collectivités locales,
- l'utilisation des TIC suppose que les personnels

chargés de leur mise en œuvre soient correctement formés et en nombre suffisant,

- l'emploi des TIC doit favoriser la diversité culturelle et l'usage de la langue française,
- la constitution de bases de données ou de banques d'images implique le strict respect des obligations découlant du droit de propriété intellectuelle et artistique ainsi que des règles édictées par la Commission nationale informatique et libertés,
- la notion d'interopérabilité est essentielle en la matière, d'où la préférence qui devra être donnée notamment aux standards techniques (Ex : langage XML, DTD de référence), aux progiciels existants sur le marché, aux systèmes ouverts, aux formats d'échanges de données.

Dans l'utilisation des enveloppes de crédits - plus spécialement du titre IV, mais aussi des titres V et VI - qui vous sont déconcentrés, les objectifs opérationnels susceptibles de vous guider dans vos choix finaux sont de quatre ordres : permettre l'apprentissage et la maîtrise des nouvelles technologies (1), faciliter l'accès d'un large public aux œuvres et aux documents conservés (2), enrichir les méthodes de formation aux disciplines culturelles (3), renouveler les modes d'expression artistique (4), mobiliser les programmes spécifiques (5).

1. permettre l'apprentissage et la maîtrise des nouvelles technologies

Afin d'éviter une société de l'information à deux vitesses, il est nécessaire de faciliter l'apprentissage et la maîtrise des TIC. A cet effet, le programme des espaces culture multi média sera poursuivi. Les modalités de financement (sur crédits centraux la première année, sur crédits déconcentrés les années suivantes) et les critères de sélection des projets restent inchangés. L'offre des ECM sera diversifiée : en particulier on notera la mise en place de «Points plurilinguismes», opération qui consiste à doter les espaces culture multimédia en méthodes d'auto-apprentissage des langues sur supports électroniques et à favoriser une offre d'apprentissage des langues dans les lieux culturels disposant d'équipement informatique.

Par ailleurs, un deuxième label va être mis en place afin de mieux prendre en compte des lieux culturels ou socio-culturels offrant un accès culturel à l'internet et au multimédia sans répondre pour autant à l'ensemble des exigences du cahier des charges des ECM. Ces lieux ne seront pas financés en fonctionnement comme les ECM, mais bénéficieront de la mise en réseau et des mesures d'accompagnement.

2. faciliter l'accès d'un large public aux œuvres et aux documents conservés

Cet objectif va dans le sens de la diversification des pratiques culturelles et concerne plus particulièrement

les lieux de conservation de fonds documentaires ou de collections d'œuvres, mais aussi les autres équipements culturels et les équipements à caractère socioculturel. Les types d'action qui font l'objet de demande d'aides publiques sont le plus souvent soit des opérations de numérisation de documents écrits, iconographiques ou sonores, soit des projets de mise en réseau électronique avec d'autres lieux analogues ou à vocation différente.

Dans le secteur de la librairie, vous privilégiez les initiatives collectives, soit en fonction d'une logique éditoriale, soit sur la base d'une offre commune de fonds spécifiques et proposant des services originaux et de qualité.

Les types d'action qui font l'objet de demande d'aides publiques sont le plus souvent soit des opérations de numérisation de documents écrits, iconographiques ou sonores et de documents ou d'œuvres de collections de musées, soit des projets de mise en réseau électronique avec d'autres lieux analogues ou à vocation différente. Ce type d'actions devra s'inscrire dans la perspective de projets d'éducation et de diffusion en ligne.

3. enrichir les méthodes de formation aux disciplines culturelles

Les TIC peuvent apporter beaucoup aux enseignements spécialisés ou à l'éducation artistique, et cela tant du côté des formateurs que des bénéficiaires des formations. Tout ce qui peut encourager par exemple le croisement des disciplines, le travail en groupe, l'apprentissage individualisé est précieux. Les initiatives prises dans ce sens par les établissements d'enseignements spécialisés (écoles d'art, conservatoires) devront retenir votre intérêt.

4. Renouveler les modes d'expression artistique

S'agissant du spectacle vivant, l'émergence des TIC offre de nouveaux champs d'expérimentation, et plus particulièrement aux metteurs en scène de théâtre, aux chorégraphes et aux musiciens. Ainsi, vos services devront être à l'écoute des institutions ou des créateurs désireux de s'approprier les techniques facilitant le mixage des arts de la scène.

De nouvelles possibilités s'ouvrent aussi pour la création et la diffusion de la musique électronique ainsi que de la littérature. Elles retiendront spécialement l'attention.

Dans le domaine des arts visuels, la tendance à produire des œuvres polymorphes grâce aux avancées permises par l'emploi des TIC est aujourd'hui manifeste, que la production soit une œuvre collective ou personnelle ; les projets émanant de lieux ou d'artistes intéressés par des techniques innovantes

telles que la palette graphique, le son et la photo numériques, les installations vidéo, les supports multimédias, etc. devront recevoir un accueil des plus ouverts. Des ateliers de création peuvent être mis en place dans les ECM.

Les demandes présentées par les porteurs de projets ou les responsables d'institutions devront être passées au crible des trois critères avancés. Les décisions positives que vous prendrez devront s'appuyer sur au moins l'un des trois. Selon le nombre de projets qui vous seront présentés, il vous appartient d'avoir recours à des experts qualifiés.

5. mobiliser les programmes spécifiques

Au-delà des aides financières que vous pouvez apporter grâce aux crédits déconcentrés à votre disposition, il vous appartient d'orienter certaines demandes sur d'autres dispositifs existants, en fonction de la nature et de l'importance des projets.

Pour mémoire, les principaux dispositifs susceptibles d'être sollicités sont les suivants, sans compter par ailleurs les fonds européens :

- le plan de numérisation des fonds iconographiques et sonores mis en place en 1996 sous l'égide du conseil ministériel de la recherche ; depuis l'année 2000, les appels à projet concernent également les fonds appartenant aux collectivités territoriales.
- la procédure budgétaire du concours particulier pour les bibliothèques peut être mise à contribution pour aider l'équipement et la mise en réseau électronique des bibliothèques ; de même, les «relais livres en campagne» peuvent recevoir des aides financières sur des crédits émanant de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
- les dispositifs d'aide à l'édition multimédia et à l'utilisation des technologies numériques mis sur pied conjointement par le ministère de la culture et le ministère chargé de l'industrie, gérés par le CNC peuvent avantageusement être sollicités (fonds d'aide pour l'édition multimédia, nouveau dispositif pour la création artistique multimédia (DICREAM).

Enfin, lorsque l'aide financière attribuée fait référence à un document contractuel signé avec le partenaire bénéficiaire, vous prendrez soin d'inclure explicitement dans ce document vos attentes au regard de l'utilisation des TIC.

ANNEXE A LA DIRECTIVE NATIONALE D'ORIENTATION 2001 DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Textes de référence et indications techniques d'emploi des crédits

I. De nouvelles perspectives d'aménagement culturel du territoire

Loi n°99-553 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire

Loi n°99-586 du 12 juillet 1999

Circulaire du Premier ministre du 11 décembre 2000 sur le schéma des services collectifs

Circulaire Premier ministre du 9 novembre 2000 sur le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)

Loi d'orientation pour l'Outre-Mer du 23 décembre 2000

Circulaire du 23 octobre 2000 sur les protocoles de décentralisation culturelle

Livre et Lecture

Circulaire du 17 mars 1993 sur la deuxième part du concours particulier des bibliothèques complétée par la circulaire du 11 mars 1999,

Circulaire du 22 mai 1996 sur les relais-livres en campagne,

Circulaire du 17 juillet 1998 sur les contrats ville-lecture.

II. Soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle

Pratiques en amateur

Circulaire sur les pratiques en amateur du 15 juin 1999

Arts plastiques

COMMANDE PUBLIQUE (43.92/50)

Dans l'attente, pour cette procédure, d'une circulaire qui tiendra compte des nouvelles dispositions du code des marchés publics en France, les crédits sont attribués selon le schéma et les critères suivants :

1) Etudes et études techniques

Les crédits sont versés après l'établissement par la Drac et/ou le commanditaire d'un contrat d'études avec l'artiste, comportant notamment l'engagement des autres partenaires impliqués dans la réalisation de la commande publique. Ce mode d'emploi s'applique également à la réalisation d'études techniques complémentaires généralement nécessaires à la bonne insertion et à la conservation de l'œuvre.

2) Réalisation

Après discussions, le projet (choix de l'artiste, contrat, plan de financement, fiches techniques, maquettes,

photographies,...) est présenté par la DRAC au groupe de travail de la commande publique. La commission nationale de la commande publique donne ensuite son avis (consultatif) sur l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des différents projets.

3) Mise en valeur

Ces crédits de réalisation peuvent être utilisés pour le paiement des honoraires de l'artiste, des travaux de réalisation de l'œuvre ainsi que pour les mesures d'accompagnement pédagogique du projet. La communication, les publications, le suivi de l'œuvre (entretien, restauration,...) relèvent également de ces crédits.

4) Taux moyen d'intervention

Il convient de veiller à ce que le taux moyen d'intervention de l'Etat n'excède pas 40% du coût d'objectif de l'opération.

AIDES INDIVIDUELLES AUX ARTISTES (43.30/10)

Les aides individuelles à la création et les allocations d'installation d'ateliers obéissent aux principes suivants :

- elles doivent être soumises à l'avis d'une commission régionale ou interrégionale spécialisée, présidée par le préfet de région ou son représentant.

- **les aides individuelles à la création** (50.000 F au plus) peuvent représenter la totalité du coût estimé du projet, dont le budget est approuvé par la commission. Elles sont réservées exclusivement aux artistes ayant une résidence principale dans la région concernée. Certaines aides pourront bénéficier à des collectifs d'artistes. Ces aides peuvent également contribuer à accompagner des artistes en résidence en partenariat avec des acteurs locaux disposant de lieux d'accueils.

- **les allocations d'installation**, d'un montant de 50.000 F au plus, n'excèdent pas 50 % du budget prévisionnel de cette opération. Elles sont soumises à l'avis, soit de la commission déjà constituée pour l'attribution des aides individuelles précitées, soit d'une commission spécifique composée de représentants désignés par l'administration et de représentants désignés par les organisations professionnelles des artistes.

- **les allocations exceptionnelles en faveur des artistes** sont toujours financées sur les crédits du Centre national des arts plastiques auquel vous pouvez adresser des demandes, en les argumentant et en les accompagnant des pièces justificatives.

Musique, danse, théâtre, spectacle

A – Investissements (titre VI)

1 - équipements des réseaux nationaux

Sont à prendre en compte les programmes de construction, de réhabilitation et extension des établissements faisant partie des réseaux nationaux d'enseignement, de formation, de création et de diffusion soutenus par l'Etat, notamment les CEFEDEM, CFMI, CCN, CDN, CDR CDNEJ, SN, pour lesquels il est recommandé d'appliquer un taux de subvention de l'Etat compris entre 25 % et 40 % de la dépense hors taxe. Il est souhaitable que vous puissiez prendre en compte les études préalables que vous pourrez subventionner à un taux allant jusqu'à 50 % afin que le ministère soit associé, en particulier par l'intermédiaire de l'architecte-conseil de la DMDTS, aux études de faisabilité, de programmation et aux jurys. En ce qui concerne les CNR et ENM, il est recommandé d'appliquer un taux maximum de 20 à 25 % de la dépense hors taxe.

2 - équipements liés à la politique du ministère de la culture

Sont à prendre en compte les projets présentant un intérêt particulier pour la politique menée par le ministère, en particulier les scènes de musiques actuelles, les scènes conventionnées, les lieux de fabrication pour les arts de la rue ou du cirque, les studios de répétition. Pour ces équipements vous appliquerez un taux de subvention compris entre 10 % et 35 % de la dépense hors taxe. Les porteurs de ces projets devront présenter un projet culturel justifiant les investissements envisagés.

3 - autres équipements

Pour des projets d'investissement dans des équipements qui ne sont pas destinés en leur totalité à la mise en œuvre d'actions relevant de la politique du ministère de la culture et de la communication, vous considérerez la seule dépense afférant aux équipements scéniques pour lesquels il est recommandé d'appliquer un taux de subvention compris entre 25 % et 40 % de la dépense hors taxe.

4 - équipements mobiles

En ce qui concerne les équipements mobiles, vous vous attacherez à valider la faisabilité pluriannuelle du projet de fonctionnement. Vous veillerez à ce que les statuts du bénéficiaire de la subvention prévoient, en cas de cessation d'activités, la dévolution de l'équipement à une collectivité publique.

II - Recommandations générales

Lorsque vous prendrez la décision de soutenir un projet d'équipement qui n'est pas encore en activité, vous vous attacherez à ce que vous soit présenté un projet culturel d'activités préalable que vous aurez validé. Vous pourrez, pour ce faire, solliciter l'administration centrale en tant que de besoin. Dès la programmation, vous veillerez à la complémentarité du projet

d'équipement avec ceux existant dans la zone géographique concernée.

Pour tout projet d'investissement, y compris pour les projets autres que ceux concernant les réseaux nationaux, vous pourrez éventuellement intégrer le coût des études a posteriori (cf. art. 8 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999).

Lorsque le bénéficiaire de la subvention d'investissement est une personne morale de droit privé, vous vous attacherez à ce qu'une durée au moins égale à celle de l'amortissement soit prévue dans la convention de mise à disposition de l'équipement au service du projet soutenu au titre du fonctionnement. Vous y veillerez tout particulièrement lorsque l'acquisition de foncier, comme le prévoit le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999, est intégré à la dépense subventionnée.

Ne sont pas pris en compte les travaux d'entretien des bâtiments relevant des responsabilités du propriétaire (clos et couvert et VRD).

B – Financement du fonctionnement des établissements d'enseignement artistique classés

Celui-ci est prévu à l'article 63 de la loi modifiée n° 83-663 du 22 juillet 1983. En conséquence, les collectivités de tutelle n'ont pas à solliciter de subventions.

C – Les bourses d'études

Leur attribution dans les établissements d'enseignement spécialisé comme dans les établissements de formation professionnelle prendra en compte, à partir du 1^{er} janvier 2001 l'harmonisation et l'alignement du système du ministère de la culture et de la communication sur celui en vigueur à l'éducation nationale. Ces opérations consistent en la revalorisation des taux de bourses servies et le relèvement du plafond des ressources. Ces dispositions seront précisées, par voie de circulaire, aux préfets.

Emplois-jeunes

Loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 créant les emplois jeunes

Décret n° 97-954 du 17 octobre 1997

Circulaire DGEFP n° 98-16 du 16 avril 1998

Circulaire DGEFP n° 98-17 du 16 avril 1998

Circulaire DGEFP n° 99-19 du 12 avril 1999

Lettre de la ministre de l'emploi et de la solidarité aux préfets MES/CAB/2000 02 du 28 février 2000

Circulaire DGEFP n° 2000-14 du 30 mai 2000

Les différents accords cadres signés par le ministère de la culture et de la communication

III. Favoriser un égal accès de tous à la culture

Education artistique

Loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques

Décret d'application du 10 mai 1988

- Protocole d'accord culture - éducation du 17 novembre 1993

- Convention culture - éducation du 28 mai 1997

- Circulaire culture - éducation du 9 juillet 1998

- Protocole d'accord culture - éducation du 17 novembre 1993

- Circulaire culture - éducation du 22 juillet 1998 «de la maternelle à l'université»

Circulaire interministérielle du 25 octobre 2000 sur les contrats éducatifs locaux

Accords interministériels

Loi lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998

JEUNESSE ET SPORTS

Charte d'objectifs Culture/Fédérations d'éducation populaire du 30 juin 1999

AGRICULTURE

Convention culture/agriculture du 17 juillet 1990

Convention nationale avec la fédération des parcs naturels régionaux

Circulaire culture/agriculture du 3 août 2000

SANTE

Convention culture - santé et action sociale du 4 mai 1999

Petite enfance

Protocole interministériel secrétariat d'Etat chargé de la famille (ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale)/culture du 15 juin 1989

Circulaire du 18 mai 1989

JUSTICE

Protocole interministériel justice/culture du 25 janvier 1986

Protocole interministériel justice/culture du 15 janvier 1990

Circulaire culture - justice du 15 janvier 1990 (DPJJ-DLL-DDF)

Convention direction de l'administration pénitentiaire -DLL du 10 avril 1991

Circulaire d'application (DDF- direction de

l'administration pénitentiaire) du 30 mars 1995 «la mise en œuvre de programmes culturels adressés aux personnes placées sous main de justice»

TOURISME

Convention culture-secrétariat d'Etat au tourisme, du 7 octobre 1987

Convention culture-secrétariat d'Etat au tourisme, du 18 juin 1998

LIVRE ET LECTURE

Circulaire du 24 mars 1997 sur les classes lecture-découverte du livre

Circulaire du 17 février 1998 sur le recrutement et la formation des médiateurs du livre.

IV. Enrichir, conserver et valoriser le patrimoine

Patrimoine

Architectes en chef et vérificateurs des monuments historiques

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques,

Décret n° 87-312 du 5 mai 1987 relatif aux honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et aux vérificateurs,

Arrêté du 30 juin 1987 définissant les modalités d'application aux travaux sur les monuments classés du décret n° 87-312 du 5 mai 1987 relatif aux honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et aux vérificateurs,

Circulaire n° 2000/033 du 18 septembre 2000 sur les missions incombant aux architectes en chef des monuments historiques.

Architectes des bâtiments de France

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France.

Techniciens-conseils orgues

Décret n° 95-501 du 26 avril 1995 relatif aux missions et aux rémunérations des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,

Arrêté du 6 novembre 1995 relatif aux vacations des techniciens-conseils pour les orgues.

Inventaire général

Décret n° 85-410 relatif à la commission nationale de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.

Archives

1. Subventions d'investissement (titre VI)

Vous subventionnerez en priorité les reconstructions et extensions des bâtiments des services départementaux d'archives, conformément au décret du 19 décembre 1999. Ces interventions pourront s'étendre à des projets concernant des bâtiments des autres collectivités territoriales, pourvu que le service figure sur l'arrêté du 31 juillet 2000 précisant les services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur et de conservateur en chef territorial du patrimoine (Journal officiel du 23 août). Il est demandé de limiter comme précédemment la participation de l'Etat à hauteur maximum de 30 % de la dépense subventionnée. Ces aides sont subordonnées au visa technique de la direction des archives de France en application de l'article R 1421-6 du code général des collectivités territoriales.

2. Interventions du titre IV

Les bénéficiaires pourront être des collectivités locales (départements, communes ou leurs groupements), des établissements publics sous tutelle de l'Etat ou des collectivités territoriales ou des personnes morales de droit privé. Les directeurs des services départementaux d'archives pourront être consultés en tant que de besoin.

Les organismes bénéficiaires des subventions devront transmettre à la DRAC, à la direction des archives de France et au directeur des archives de leur département un exemplaire des publications réalisées quels que soient leurs supports.

Arts plastiques

ACQUISITIONS (43.92/50)

a) Dépôts

Les mises en dépôt feront l'objet de conventions entre les Frac et les structures concernées, afin de définir les responsabilités du dépositaire. On pourra, à cet égard, s'inspirer des règles posées par le décret du 29 août 2000 relatif à la gestion du fonds national d'art contemporain.

b) Acquisitions

Les acquisitions doivent être effectuées sur la base des propositions formulées par un comité technique. Il convient d'éviter qu'il y ait, dans une même région, des acquisitions similaires à celles effectuées par les FRAM.

c) Conservation et restauration des œuvres

La conservation ainsi que la restauration des œuvres devraient faire l'objet d'une programmation pluriannuelle.

Centre des monuments nationaux

Décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux et modifiant le décret n° 95-482 du 26 avril 1995 portant statut de la CNMHS.

La coopération avec le CMN portera sur la politique éditoriale, notamment pour l'édition et la diffusion des éditions régionales du patrimoine définies par la circulaire du 8 février 1999.

Le rattachement au CMN des personnels de l'atelier d'impression de l'ADIG à Nantes permettra de conforter le rôle de soutien technique qui peut être utile pour la coopération avec les éditeurs régionaux.

Musées

1) textes législatifs et réglementaires

- Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983,
- Article 24 de la loi du 23 juillet 1987,
- Décret n° 71-255 du 29 mars 1971 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945,
- Décret n° 82-107 du 28 janvier 1982, article 3,
- Décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999,
- Ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée,
- Article L 14-23 1 et 3 du code général des collectivités territoriales,
- Arrêté du 30 mai 2000 pris en vertu du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999,
- Arrêté du 17 octobre 2000 pris en application de l'article 3 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999.

2) circulaires et fiches

- Projet scientifique et culturel (cf. muséofiches du 1^{er} janvier 2000),
- Circulaire n° 2000/032 portant sur l'exercice du contrôle technique de l'Etat en matière de restauration des collections des musées classés et contrôlés,
- Circulaire n° 2000/036 relative au projet de création de fonds régionaux d'aide à la restauration (F.R.A.R.) d'œuvres des collections des musées classés et contrôlés,
- Circulaires n° 1406 du 12 avril 1991, n° 1491 du 5 décembre 1994 et n° 903 du 9 juillet 1998 relatives à l'examen, par le conseil artistique des musées classés et contrôlés, des propositions d'acquisition d'œuvres d'art émanant des musées classés et contrôlés et relatives aux fonds régionaux d'acquisition pour les musées,
- Fiche de programmation financière (cf. muséofiches du 1^{er} janvier 2000) :

Sur la base du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 régissant le régime des subventions de l'Etat en matière d'investissement, une participation financière pourra être accordée phase par phase :

- pour des études préalables (études de publics, de conservation préventive...) et de programmation,
- pour le recrutement des maîtres d'œuvre (concours...) et la réalisation des études de maîtrise d'œuvre (APS, APD),
- pour la réalisation des différentes tranches des travaux de construction, d'extension ou d'aménagement muséographique sur la base de l'avant-projet définitif validé par la direction des musées de France.

Ce découpage en phase s'applique également au soutien que vous apporterez aux ateliers de restauration.

Le volet subventionné de l'opération devra être déterminé au cas par cas en fonction de la nature et des éléments du projet.

En matière d'investissement, le financement des opérations d'entretien courant, quelle que soit leur importance, ou d'équipement courant ne peut être pris en charge.

FRAC ET CENTRE D'ART

Fonctionnement des structures (43.30/10)

Dans l'attente d'une circulaire relative au statut des Frac, en 2001, il convient de conférer à ces institutions une identité propre, ainsi que d'accroître leurs moyens de diffusion (Frac) ou leurs partenariats (centres d'art) afin de sensibiliser des publics plus diversifiés.

Architecture

Enseignements

Lorsque vous siégez au conseil d'administration de l'école d'architecture, vous vous emploierez à faciliter sa participation au réseau de diffusion de l'architecture dans votre région. Vous veillerez à ce que les services publics, et d'abord ceux du ministère, fassent aux étudiants en architecture des offres de stage du 3^e cycle. Enfin, vous participerez à la réalisation du plan de rénovation immobilier des écoles, tant en assurant les négociations avec les collectivités territoriales concernées, qu'en veillant aux conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces opérations.

Musées

L'observatoire permanent des publics de musées (OPP) consiste en une méthode d'enquête portant sur les visiteurs et constitue une aide à la décision à l'intention des responsables de musées, des collectivités territoriales et de l'administration. La participation d'un musée se traduit par la mise en place, pour une durée normale d'un an, d'une enquête auprès des visiteurs, visant notamment à décrire leurs caractéristiques socio-démographiques, la motivation et les antécédents de leur visite, leur appréciation concernant certains paramètres (accueil, informations, confort de visite, produits dérivés, boutique, etc).

Circulaire n° 2001/005 du 13 février 2001 relative à l'organisation du travail dans les directions régionales des affaires culturelles.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

L'importance de la déconcentration administrative engagée par le ministère de la culture et de la communication depuis plusieurs années se traduit notamment par un accroissement élevé de la charge de travail dans les directions régionales des affaires culturelles.

Au fur et à mesure, des moyens nouveaux sont engagés par le ministère de la culture et de la communication, en fonctionnement et en personnel, afin d'accompagner ce mouvement. Il apparaît toutefois que cet appui logistique, qui a vocation à être renforcé dans les mois et les années qui viennent, ne suffit pas et qu'une réflexion sur les modes d'organisation doit l'accompagner dans les directions régionales des affaires culturelles.

D'ores et déjà des expérimentations sont lancées dans la plupart des régions et la présente circulaire a pour objet de présenter une synthèse des réflexions en cours, afin que vous puissiez utilement vous en inspirer, et inscrire l'organisation de vos services dans une logique de réseau national.

En première analyse, les différents organigrammes établis récemment ou en phase de constitution dans les directions régionales des affaires culturelles, sont construits, sauf exception, autour de quatre pôles qui illustrent les besoins en coordination des services déconcentrés dont vous avez la charge. Ces quatre pôles présentent les caractéristiques suivantes :

1- La coordination des politiques culturelles et interministérielles

Des services de coordination ont été créés ces dernières années dans plusieurs directions régionales des affaires culturelles afin de répondre à une double exigence. Ils accompagnent d'une part la forte déconcentration des crédits du ministère de la culture et de la communication, principalement en titres IV et VI, qui impose une programmation intersectorielle au sein de la direction régionale, et, donc, la nécessité d'un travail en commun des différents services spécialisés, particulièrement dans les domaines artistiques. Ils favorisent d'autre part la participation nécessaire des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication à une meilleure insertion dans les politiques interministérielles en

matière d'aménagement du territoire et d'accès à l'art et au savoir.

Il est en effet indispensable que vous disposiez d'une information précise et organisée sur la programmation budgétaire des services, afin d'orienter votre action en fonction des moyens mis à votre disposition ou dont vous pourriez bénéficier dans les années à venir. Cette programmation, qui s'appuiera d'ici trois ans sur les différentes bases de données informatiques qui sont actuellement en cours de gestation pour le titre IV, les chapitres budgétaires 56-91 et 66-91 et les crédits d'investissement patrimoniaux, doit devenir un outil essentiel d'aide à la décision pour vous, mais aussi pour l'administration centrale, s'agissant de la répartition des moyens entre les régions et du suivi de l'exécution budgétaire au regard des objectifs politiques définis par la ministre.

Une cellule de programmation a donc vocation dans chaque région à préparer d'années en années le budget présenté au ministère de la culture et de la communication lors des conférences budgétaires consacrées aux directions régionales des affaires culturelles, à en assurer le suivi en cours d'année et l'évaluation en fin de gestion, avant de préparer le volet statistique et financier des bilans d'activité.

En conséquence, la mise en place d'une programmation commune à tous les services d'une direction régionale des affaires culturelles, notamment en ce qui concerne les subventions d'intervention ou d'investissement, impose également une coordination fonctionnelle entre les différents services chargés de la création contemporaine, du spectacle vivant, de l'action culturelle, de l'animation du patrimoine, des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia, et le suivi attentif des politiques interministérielles telles que l'éducation artistique ou le soutien à la langue française et aux langues de France. Ainsi, la répartition et l'usage des crédits dans ces domaines ne sont pas limités à la juxtaposition d'enveloppes budgétaires mais répondent au contraire à un engagement concerté à l'échelon local des différentes politiques sectorielles ou transversales impulsées en administration centrale.

Cette coordination dans les directions régionales des affaires culturelles, au delà d'une rationalisation des interventions du ministère de la culture et de la communication en région auprès des élus et des principaux acteurs culturels, doit aussi apporter une meilleure répartition de la charge de travail au sein des services. Le regroupement des différentes activités administratives au sein d'un échelon commun, par exemple, sous la forme d'un pôle de ressources à vocation fonctionnelle, peut décharger les conseillers

sectoriels de certaines tâches de gestion et leur offrir ainsi une disponibilité accrue au bénéfice de leur travail d'expertise de programmation et d'évaluation.

Dans un second temps, cette activité de coordination, qui se révèle déterminante dans les directions régionales des affaires culturelles où elle est déjà mise en œuvre, peut déboucher éventuellement sur un contrôle de gestion et, plus largement, sur un travail de réflexion et de planification des besoins culturels en région.

L'élaboration et le suivi des schémas des services collectifs régionaux, par exemple, ou des projets territoriaux, peuvent résulter alors d'une réflexion plus approfondie sur les engagements d'une direction régionale des affaires culturelles dans un cadre pluriannuel. Cette dimension prospective de l'action des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication en région correspond bien aux exigences de la déconcentration administrative et à l'adaptation nécessaire au niveau local des politiques définies et initiées en administration centrale.

Enfin, le service de coordination décrit ci-dessus peut être chargé d'assurer la présence de la direction régionale des affaires culturelles dans les instances interministérielles à l'échelon régional ou départemental, afin d'associer avec plus d'efficacité le champ culturel aux différentes politiques d'aménagement du territoire : suivi des contrats de plan, contrats d'agglomération et contrats de pays, mise en œuvre de la politique de la ville ou des programmes européens, partenariat avec les rectorats, etc. Là encore, une programmation intersectorielle s'impose dans la mesure où les enjeux dépassent les points de vue particuliers et recouvrent généralement l'ensemble des domaines artistiques et patrimoniaux.

Cette participation aux différentes politiques interministérielles poursuivies à l'échelon préfectoral induit toutefois une charge de travail non négligeable, liée aux difficultés actuelles de représentation d'une direction régionale des affaires culturelles dans les départements, et un renforcement des effectifs dans ce domaine semble donc prioritaire à court terme, y compris par redéploiement interne au sein des services déconcentrés.

2- L'administration générale

Instauré le plus souvent sous la forme d'un secrétariat général, ce service de l'administration a vocation, dans une direction régionale des affaires culturelles, à assurer le suivi des ressources humaines, la gestion comptable, le suivi des affaires juridiques, la répartition des moyens de fonctionnement et la maintenance des locaux. A ce jour, toutes les directions régionales des affaires culturelles sont loin d'être pourvues d'un service unifié dans ces

domaines alors que les besoins en administration n'ont jamais été aussi importants. Ces questions doivent être privilégiées dans un contexte de développement à moyen et long terme des services déconcentrés.

Au premier chef, une exécution sans faille de la dépense, grâce au regroupement de toute la gestion comptable au sein d'un seul service spécialisé, est devenue une nécessité compte tenu de la masse des crédits déconcentrés dans les régions par le ministère de la culture et de la communication. La qualité du service rendu au public par une direction régionale des affaires culturelles est liée notamment à la réduction des délais d'affectation et de mandatement des subventions versées à des tiers.

En matière d'organisation comptable, une préoccupation majeure affichée dans certaines directions régionales correspond également à la mise en œuvre d'un suivi prévisionnel de la dépense, afin d'éviter les crédits sans emploi, ou, a contrario, un endettement des services en fin d'année, particulièrement en titre III. Dans ce domaine, des outils informatiques relativement simples peuvent être constitués à l'échelon local pour un suivi de la dépense qui ajoute à la comptabilité traditionnelle des engagements et mandatements un recensement exhaustif des bons de commande et des marchés.

La gestion des moyens de fonctionnement et la maintenance des locaux doivent faire l'objet d'un véritable suivi, éventuellement sous la forme d'un service intérieur constitué au sein du secrétariat général. L'augmentation du nombre des postes de travail, celle du parc automobile et l'apport en matériel informatique dans les directions régionales des affaires culturelles sont, entre autres, une constante depuis cinq ans et il s'agit aujourd'hui d'en assurer régulièrement l'entretien et le renouvellement.

Dans le domaine immobilier, il m'apparaît essentiel lorsqu'elle n'existe pas déjà qu'une programmation pluriannuelle soit établie, dans la mesure où elle faciliterait tout à la fois une prévision budgétaire à moyen terme en administration centrale et un meilleur partage de la dépense entre titre III et titre V en région, en distinguant la rénovation des locaux actuels des extensions ou des nouvelles implantations.

Enfin, l'action d'une direction régionale des affaires culturelles en matière de ressources humaines ne doit pas être limitée à la gestion des carrières et au versement des traitements, en liaison avec le service du personnel et des affaires sociales du ministère de la culture et de la communication. Une politique prévisionnelle des emplois doit être imaginée à l'échelon local qui passe par une appréciation des

différents profils de postes nécessaires au bon fonctionnement des services, dans le cadre d'un organigramme renouvelé. L'évolution des besoins, plus précisément, doit être prise en compte et aboutir à la redéfinition systématique des emplois vacants ou qui restent à créer, le remplacement poste pour poste des agents qui quittent un service n'étant pas une fin en soi.

De même, la formation continue, pour laquelle des crédits sont désormais déconcentrés, doit être utilisée davantage dans le cadre d'une évolution des emplois et des missions, afin de favoriser une mobilité interne qui reste à encourager dans bien des régions. Il s'agit, par exemple, d'accompagner la démarche individuelle d'agents qui souhaitent connaître une évolution de leur carrière, en fonction des nouveaux profils d'emplois qui apparaissent désormais, notamment en matière de coordination des services ou d'utilisation des ressources informatiques. La formation peut permettre, dans bien des cas, de donner à ces agents des marges de progression.

3 - La fonction information et documentation

Par circulaire du 31 décembre 1999 le directeur du cabinet vous a précisé l'organisation et le rôle de la fonction information au sein des directions régionales des affaires culturelles.

Le centre d'information et de documentation (CID) doit à court terme regrouper en son sein l'ensemble des services spécialisés d'une direction régionale des affaires culturelles qui prennent en compte l'accueil du public, la documentation, une communication interne et externe, l'élaboration de sites sur Internet, et une participation, en tant que service déconcentré du ministère de la culture et de la communication, aux programmes interministériels consacrés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), ainsi qu'aux systèmes d'information territoriaux (SIT).

Le centre d'information et de documentation doit prendre en charge les quatre missions suivantes qui lui ont été assignées dans la circulaire du 31 décembre 1999 : fournir à l'équipe de direction et à l'ensemble du personnel une information organisée, fiable et pertinente pour aider à la prise de décision et au bon fonctionnement des services ; faciliter l'accès de tous à l'information culturelle en offrant un accueil de qualité dans les locaux de la direction régionale des affaires culturelles et en répondant de façon adaptée aux besoins des différents publics ; faire connaître et valoriser l'action de l'Etat en matière culturelle et, en particulier, veiller à la cohérence de l'image du ministère de la culture et de la communication en région grâce à des actions de communication clairement définies ; assurer la cohérence de l'ensemble des produits

d'information de la direction régionale des affaires culturelles pour aider à la lisibilité de l'action du ministère de la culture et de la communication en région.

L'engagement et la coordination de ces différentes missions, en fonction du contexte régional et des besoins de la direction régionale des affaires culturelles, doivent se faire au sein d'un comité de pilotage présidé par le directeur régional et composé de représentants des différents services. Il s'agit d'inscrire l'action du centre d'information et de documentation dans le cadre d'une politique documentaire de qualité, de déterminer conjointement les objectifs à atteindre à court et moyen terme, et d'évaluer les moyens à mettre en œuvre.

Ce comité doit permettre au directeur régional des affaires culturelles de recueillir les demandes et les suggestions des différents chefs de service et conseillers sectoriels afin qu'il puisse établir un programme de travail en fonction des besoins recensés. Les principaux sujets ainsi évoqués peuvent être liés à des réflexions en cours au sein du ministère de la culture et de la communication, comme la capacité à apporter une information complète et homogène sur l'intervention des services auprès des collectivités territoriales d'une région ; un accueil du public qui soit de qualité constante ; l'information des services sur la demande du public et ses tendances ; la mise en cohérence de la communication externe, qu'il s'agisse de l'adaptation à l'échelon local des campagnes de communication lancées en administration centrale, ou des opérations directement issues de l'activité des services régionaux ; la réalisation éventuelle d'un archivage de qualité qui distingue les documents utiles au quotidien de ceux qui devraient faire l'objet de dépôts dans les archives départementales.

Ce même comité doit être également composé des documentalistes, chargés de communication et informaticiens éventuellement affectés à la direction régionale des affaires culturelles afin que la mise en œuvre des objectifs choisis corresponde avant tout à une approche professionnelle de la gestion de l'information. Ce fonctionnement collégial, sous l'impulsion du responsable du centre d'information et de documentation que vous aurez désigné, permet de définir les chantiers prioritaires tels que la gestion collective de l'accueil du public, le regroupement et la rationalisation des bases de données informatisées, l'utilisation d'un vocabulaire et de techniques documentaires communs à tous les services, l'élaboration et la diffusion unifiées des revues de presse, le regroupement, total ou partiel, des bibliothèques et fonds documentaires lorsque la configuration des locaux et le déploiement des services s'y prêtent, la création et le suivi d'un site internet.

La liste des interventions possibles n'est pas ici exhaustive et je souhaite attirer plus particulièrement votre attention sur l'élaboration probable d'une observation des politiques culturelles dans toutes les régions pour les années qui viennent.

Une réflexion est engagée à ce sujet au sein du ministère de la culture et de la communication qui doit aboutir à la définition d'une méthode de travail, afin que les partenariats en cours de négociation avec les collectivités territoriales intéressées s'inscrivent dans une approche homogène et, donc, riche d'enseignements, pour l'ensemble du territoire.

Des observatoires seront créés dans les régions, sous des formes qui restent à définir, et des études seront lancées avec des partenaires publics ou privés afin de mieux percevoir les acquis et les développements possibles du champ culturel. Il sera important que les directions régionales des affaires culturelles soient associées, au premier rang, à ces démarches.

Dans ce cadre, on peut d'ores et déjà estimer que les centres d'information et de documentation, en appui des services chargés de la coordination des politiques culturelles et interministérielles, devraient jouer un rôle éminent dans la collecte de l'information, la mise en forme et le respect des cahiers des charges qui seront bientôt établis. Il s'agira d'accompagner le développement des politiques d'aménagement du territoire qui entraîne d'ores et déjà une augmentation des demandes d'information venant des services de l'Etat mais aussi des collectivités territoriales.

4 - La coordination des services de l'architecture et du patrimoine

Différentes directions régionales des affaires culturelles ont engagé en 1999 des expérimentations consacrées à l'organisation du travail dans les services patrimoniaux, qui ont été suivies et accompagnées avec une particulière attention par l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine.

Il ressort de cette phase de réflexion qu'une coordination des services s'avère là aussi particulièrement opportune, qu'il s'agisse des nouvelles responsabilités du ministère de la culture et de la communication en matière d'architecture et d'espaces protégés, ou de ses missions plus traditionnelles dans les domaines des monuments historiques, de l'archéologie, de l'inventaire général et de l'ethnologie.

La nomination d'un conseiller pour l'architecture dans quatre directions régionales des affaires culturelles s'est révélée particulièrement pertinente et j'ai décidé d'en entreprendre l'extension progressive à l'ensemble des régions.

Un conseiller pour l'architecture permet au directeur régional de mieux assumer ses nouvelles responsabilités en la matière avec la mise en place d'actions d'information et de formation spécifiques aux activités professionnelles de l'architecture et de l'urbanisme. La présence de ce conseiller favorise aussi une démarche transversale, commune à l'ensemble des services d'une direction régionale des affaires culturelles, qu'il s'agisse de la nécessaire coordination au sein des services patrimoniaux, ou d'un apport aux différentes interventions culturelles en région telles que la politique de la ville, l'éducation artistique, et la qualité architecturale des établissements culturels dont la création (ou la rénovation) est subventionnée.

Le conseiller pour l'architecture a également parmi ses missions celle de favoriser les relations de travail entre l'échelon régional et les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, ce qui constitue un enjeu prioritaire pour le bon fonctionnement des services déconcentrés. Ce lien passe en particulier, conformément aux recommandations de la circulaire du 9 décembre 1999, par l'organisation régulière des conférences régionales et départementales de l'architecture et du patrimoine qui peuvent s'étendre, en tant que de besoin, à l'ensemble des institutions identifiées à l'échelon local : écoles d'architecture, ordre des architectes, conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), etc.

Par ailleurs, la coordination fonctionnelle des différents services patrimoniaux peut être facilitée également par la mise en commun des échelons administratifs avec, pour objectif, la création d'un centre de ressources pour tout ce qui n'est pas strictement du domaine scientifique et technique. Une cellule administrative peut, par exemple, s'assurer que les réponses de l'administration, en application des textes sur la protection du patrimoine, sont concertées et font l'objet de positions cohérentes entre les différents services concernés. Elle apporte aussi une meilleure gestion des actions d'animation consacrées à l'architecture et au patrimoine, le suivi administratif des différentes expositions, publications ou actions en faveur des scolaires initiées ou soutenues par les services, et la promotion des conventions «ville-architecture» et «ville et pays d'art et d'histoire».

En complément, cette cellule peut prendre en charge, le cas échéant, l'organisation des conférences régionales et départementales de l'architecture et du patrimoine, ainsi que toute autre instance de coordination dans ce domaine.

Cet effort de coordination dans le champ patrimonial s'enrichit considérablement de la mise en commun la plus large possible des moyens techniques qui sont

apportés par chacun des services dans les domaines de la photographie, des relevés graphiques, de la cartographie, de l'informatique.

Le développement des techniques modernes en matière de numérisation, d'infographie et de cartographie numérique impose en effet à court terme la création d'un échelon de production commun à l'inventaire général, à l'archéologie et aux monuments historiques, mais aussi aux musées ou au livre, sans oublier tout ce qui peut relever des archives et de la documentation ou, plus généralement, de l'observation culturelle du territoire.

Enfin, tout en rappelant que le rôle des maîtres d'œuvre resterait déterminant par ailleurs pour une bonne gestion des chantiers, il est important d'imaginer à court terme un rôle accru des cellules travaux et marchés en matière d'expertise, non seulement pour les différentes activités du champ patrimonial, mais au delà, s'agissant de l'ensemble des investissements immobiliers d'une direction régionale des affaires culturelles.

Il sera nécessaire toutefois de veiller à ce que l'élargissement des tâches ainsi définies pour chacune des cellules techniques au sein des services patrimoniaux ne nuise pas au bon accomplissement des missions qui leur sont d'ores et déjà dévolues.

La diversification des missions dans une direction régionale des affaires culturelles, autant que l'évolution des métiers, rendrait illusoire toute organisation du travail qui se voudrait figée pour une longue période. C'est pourquoi cette circulaire vous propose un cadre d'organisation qui conserve une certaine souplesse, et vous incite avant tout à multiplier les possibilités de coordination afin de faire évoluer progressivement des schémas d'organisation plus anciens.

Je vous saurai gré en conséquence d'engager, ou de poursuivre, le dialogue avec les chefs de service et les agents de votre direction régionale des affaires culturelles afin d'élaborer, ou d'adapter, d'ici la fin de l'année, un nouvel organigramme qui réponde aux enjeux de l'engagement culturel dans votre région. Vous m'en adresserez un exemplaire, accompagné si vous le jugez opportun d'un projet de service, le tout ayant été présenté au préalable en comité technique paritaire régional et agréé par le préfet de région.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Tasca

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Décision du 4 janvier 2001 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la culture et de la communication, d'un immeuble dénommé «dépôt archéologique de Champigny-sur-Marne», au profit de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu les articles R* 81 à R* 88-1 du code du domaine de l'Etat,

Vu l'adhésion du directeur de l'architecture et du patrimoine en date du 6 novembre 2000,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'immeuble dénommé «dépôt archéologique de Champigny-sur-Marne» sis 118-120 rue du 19 mars 1962 à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), constitué d'un local en sous-sol d'une surface de 447 m² ainsi que de 484/1000^{èmes} de la copropriété du sol et des parties communes générales de l'immeuble situé sur les parcelles cadastrales CY 196 et 198, précédemment utilisé par les services centraux du ministère de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du patrimoine - sous-direction de l'archéologie) est désormais utilisé par les services déconcentrés du même ministère (direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France).

Art. 2. - L'ensemble immobilier désigné ci-dessus, tel au surplus que cet ensemble figure délimité par un liseré rouge sur le plan annexé au présent arrêté, restera inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 940-01802, désormais sous la rubrique «services déconcentrés - direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France».

Art. 3. - Le directeur de l'administration générale au ministère de la culture et de la communication est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre de la culture et de la communication,
et par délégation :
pour le directeur de l'administration général,
le directeur-adjoint de l'administration général,
Christophe Vallet

Circulaire n° 2001/002 du 29 janvier 2001 relative aux modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés pour l'année 2001.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des écoles d'architecture)

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés au titre de l'année 2001.

1) Délégations de crédits.

Une première délégation de crédits correspondant à 80% du montant des primes et indemnités servies en 2000 par vos services sera effectuée en début d'année.

Une seconde délégation de crédits vous sera adressée au début du troisième trimestre de l'année au vu de vos besoins constatés dans le tableau joint en annexe. Ce tableau doit déterminer les effectifs au 1^{er} janvier 2001, les perspectives de mouvements (entrées, sorties) au cours de l'année 2001 et l'incidence financière qui en découle. Vous voudrez bien faire parvenir ce tableau, dûment complété, au bureau des traitements avant le 15 février 2001.

Ces dotations vous permettront de mettre en paiement les différentes primes et indemnités à l'ensemble des personnels gérés, qu'il s'agisse de primes modulables, non modulables ou au service fait.

Afin de déterminer le montant de la troisième délégation de crédits qui sera effectuée au dernier trimestre 2001, vous voudrez bien faire parvenir à la direction de l'administration générale, bureau des traitements, avant le 30 septembre 2001 une demande précisant le montant global nécessaire à la mise en paiement des primes et indemnités jusqu'en décembre.

2) Mode de calcul et périodicité de versement des primes et indemnités.

Eu égard aux mesures budgétaires obtenues dans le cadre des lois de finances des années 1998 et 2000, la modulation 2000 est intégrée dans la base des taux servis en 2000 et à répartir en 2001 uniquement pour les personnels administratifs des services déconcentrés, ainsi que pour les agents qui relèvent de la filière documentaire. Il en est de même pour les ingénieurs des services culturels du patrimoine qui ont bénéficié d'un relèvement de plafond. Pour ces derniers la périodicité de versement de la prime de

rendement est trimestrielle à compter de 2001.

Pour les autres agents, le calcul sera effectué sur la base des taux servis en 2000 hors modulation.

Je vous rappelle que les modalités de calcul des indemnités dites forfaitaires (I.F.T.S., prime de sujétion spéciale) pour les personnels à temps partiel sont les suivantes :

quotités de service à temps partiel :	50%	80%	90%
quotités correspondantes :	50%	6/7	32/35

2.1) indemnités pour travaux supplémentaires

Les taux maxima des indemnités horaires pour travaux supplémentaires applicables se calculent en fonction de l'indice détenu par chaque agent dans la limite de 25 heures par mois sur 11 mois. Les taux maxima précisés en annexe n'ont qu'une valeur indicative et sont calculés sur la base de l'indice maximal du grade. Comme en 2000, les taux moyens réglementaires de chaque grade sont applicables aux agents nouvellement recrutés.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires doit être effectué chaque mois, de février à décembre, au 1/11^{ème} du perçu tel que défini plus haut.

Je rappelle que conformément à l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950, les agents logés par nécessité absolue de service ne peuvent bénéficier du paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou d'indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires. J'insiste sur la nécessité de respecter de manière stricte ces dispositions à l'égard, notamment, des agents nouvellement logés. Par ailleurs, je vous invite à prendre contact avec les directions de tutelle des agents pour leur signaler les situations particulières, afin d'identifier des solutions adaptées à chaque cas.

Le paiement des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) est trimestriel et s'effectue sur les paies des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour tous les agents de catégorie B, classe normale, les indemnités pour travaux supplémentaires doivent être payées sous forme :

- d'indemnités horaires pour les agents classés du 1^{er} au 7^{ème} échelon inclus
- d'indemnités forfaitaires pour tous les agents à partir du 8^{ème} échelon de la classe normale.

Je rappelle que les taux moyens et maxima des IFTS sont applicables aux agents de catégorie B, primés par le biais des IHTS.

2.2) indemnité pour travail dominical

L'obligation de service de deux dimanches par mois résulte du décret n° 95-546 du 2 mai 1995 portant attribution d'une indemnité pour travail dominical

permanent, qui dispose que «seuls peuvent bénéficier de l'indemnité dominicale les agents qui sont tenus d'assurer l'année entière un service normal pendant la journée du dimanche avec repos compensateur en semaine.», c'est-à-dire les agents qui travaillent d'une manière régulière le dimanche tout au long de l'année. Cette mesure exclut les agents qui ne travailleraient le dimanche que de façon exceptionnelle.

De plus, l'article 5 du décret du 2 mai 1995 précité prévoit que «les indemnités dominicales sont exclusives de toute autre indemnité horaire ou forfaitaire pour travaux supplémentaires» : cette exclusion concerne en particulier les heures supplémentaires payées au titre des jours fériés. En effet, en aucun cas il ne peut être payé deux indemnités au titre d'une seule et même journée.

L'indemnité pour travail dominical forfaitaire ne doit pas être proratisée pour les personnels à temps partiel, dès lors que ces derniers remplissent les conditions fonctionnelles fixées ci-avant.

2.3) indemnité pour travail durant un jour férié

Le nombre maximal d'heures permettant le calcul de l'indemnité pour jour férié travaillé est de :

- 12 heures si l'établissement est ouvert au public le jour considéré,
- 10 heures dans le cas contraire.

Ces heures sont payées aux taux fixés au «barème 1014» - indemnités horaires pour travaux supplémentaires - dimanches et jours fériés.

2.4) indemnités des personnels scientifiques et des architectes urbanistes de l'Etat.

Je vous rappelle que la modulation des indemnités versées aux conservateurs et aux architectes urbanistes de l'Etat est effectuée en dernier ressort au niveau de l'administration centrale.

Le versement de la prime de rendement allouée aux architectes et urbanistes de l'Etat est semestriel et son montant est calculé par le bureau des traitements de la direction de l'administration générale.

2.5) prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance

La prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance doit être versée mensuellement conformément au décret n° 95-545 du 2 mai 1995 et proratisée pour les agents travaillant à temps partiel.

2.6) indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

L'arrêté du 31 décembre 1999 fixe le montant des taux

de base prévus à l'article 2 du décret du 23 juillet 1967 :

- 6,73 F en 1^{ère} catégorie
- 1,97 F en 2^{ème} catégorie
- 0,98 F en 3^{ème} catégorie

En application de l'article 4 du décret susvisé fixant les modalités d'attribution et les taux des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants : «les indemnités spécifiques pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants ne sont pas cumulables entre elles, ni avec les indemnités de risques et de sujétions spéciales». Toutefois, l'indemnité spécifique de première catégorie servie à raison d'au moins un taux de base par demi-journée sera réduite de moitié et versée aux bénéficiaires pouvant y prétendre.

Le nombre maximum de demi-journées est fixé à 440.

2.7) indemnité de charges administratives des professeurs des écoles d'art

Le paiement de cette indemnité s'effectue pour le 1^{er} semestre à concurrence de la moitié du taux moyen applicable au grade. Le solde devra être mis en paiement en fin d'année au vu des états de modulation fournis par la délégation aux arts plastiques.

Je vous rappelle que les agents placés en congé de fin d'activité et rémunérés sur le chapitre 33-91 ne peuvent bénéficier d'aucune indemnité.

3) Mise en paiement des indemnités faisant l'objet d'un visa du contrôleur financier central.

Les indemnités suivantes sont visées par le contrôleur financier central et ne font plus l'objet de délégations spécifiques :

- indemnité de fonctions du directeur régional
- indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine (à verser mensuellement)
- indemnité scientifique des conservateurs du patrimoine et indemnité spéciale des conservateurs de bibliothèque
- prime de rendement des conservateurs généraux du patrimoine et des conservateurs généraux de bibliothèque
- prime de participation à la recherche (sur article 91)
- indemnité de fonction des architectes et urbanistes de l'Etat (à verser en décembre)
- indemnité de fonction des directeurs des écoles d'architecture (à verser au semestre)
- prime doctorale (à verser au semestre).
- indemnités d'éloignement

Il vous appartient en conséquence de les mettre directement en paiement dès réception des arrêtés visés par le contrôle financier central.

Les dates de transmission des documents pour les paies de novembre et décembre 2001 devront être communiquées à mes services avant le 30 septembre 2001.

4) Indemnités versées directement par vos services.

Il vous appartient pour l'ensemble des primes mises en paiement qui ne sont pas visées par le contrôleur financier central de vérifier que :

- les taux maxima réglementaires sont individuellement respectés
- les demandes de versement de primes au titre du service fait vous sont transmises par les chefs d'établissements dûment datées et signées.

5) Indemnités de chaussures et de panier.

Les indemnités de chaussures et de panier sont imputées sur le chapitre 34-97 *moyens de fonctionnement* - article 11 *directions régionales des affaires culturelles* - paragraphe 19 *autres fournitures*.

6) Imputations budgétaires.

Je vous rappelle que vous devez veiller, lors des mises en paiement, au respect des imputations budgétaires, y compris au niveau des paragraphes.

Il vous appartient, et le cas échéant, en relation avec la trésorerie générale, d'ouvrir les codes d'imputation correspondant, pour chaque paragraphe, à la nomenclature du ministère.

Je vous indique, à cet égard, que la nomenclature budgétaire applicable au ministère de la culture a été légèrement modifiée en 2001. Si, toutefois, des paiements ont été effectués à tort sur la base de la nomenclature 2000, il vous appartient d'établir les certificats de réimputation budgétaire correspondants en cours d'année.

J'insiste, enfin, sur la nécessité de respecter les dotations ouvertes à l'article d'exécution. Cette concordance doit, en effet, être parfaite afin de permettre d'effectuer une projection de consommation de crédits fiable en croisant les informations et les périodicités de versement.

7) Préliquidation.

Afin de préparer au mieux la préliquidation 2001, je vous demande de bien vouloir transmettre par télécopie au bureau des traitements, dès réception de la ventilation budgétaire de préliquidation, un état récapitulatif comprenant par chapitre et par article d'exécution :

- le montant des délégations qui auront été notifiées par le bureau de la comptabilité et enregistrées dans GEC ou NDL,
- le montant des dépenses à l'article d'exécution au moment de la préliquidation,
- le disponible par article du chapitre que vous aura communiqué votre trésorier payeur général.

Ces éléments sont indispensables au bureau des traitements pour la vérification des montants mis en paiement par chaque ordonnateur secondaire avec leur suivi de dépenses et pour éviter toute erreur en fin de gestion.

Vous voudrez bien me rendre compte des éventuelles difficultés rencontrées par vos services dans l'application des présentes instructions.

Le directeur de l'administration générale
Bruno Suzzarelli

(Les documents cités sont disponible au service du personnel et des affaires sociales - bureau des traitements)

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Circulaire n° 2001/001 du 19 janvier 2001 relative à l'attribution de bourses de troisième cycle hors DPLG pour l'année universitaire 2000-2001.

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et messieurs les directeurs des écoles d'architecture

Monsieur le directeur du Centre des hautes études de Chaillot

Des bourses de troisième cycle dont le montant est fixé à 22.968 F, payables en une seule fois au titre de l'année universitaire 2000-2001, seront attribuées en janvier 2001, dans la limite de l'enveloppe disponible à cet effet sur les crédits de l'exercice 2001.

PRINCIPES D'ATTRIBUTION

Conformément au principe d'attribution des bourses de troisième cycle par le ministère de l'éducation nationale, ces bourses sont des aides contingentées attribuées en priorité aux étudiants les plus méritants qui étaient boursiers sur critères sociaux l'année précédente.

Les bourses de troisième cycle peuvent être attribuées aux étudiants inscrits dans les formations suivantes :

1. Formations conduisant à un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS)

Seules les formations de DESS cohabilitées peuvent donner lieu à l'attribution de bourses.

Les étudiants qui déposent une demande de bourse doivent être titulaires d'un diplôme de deuxième cycle des études d'architecture ou d'un diplôme d'architecte DPLG, ESA, ENSAIS, ou d'un diplôme d'architecte étranger.

Les droits d'inscription doivent être versés à l'école d'architecture qui dispense la formation conjointement avec l'université. Si le versement des droits d'inscription ne peut être effectué directement auprès de l'école d'architecture, une convention inter-établissements prévoyant le reversement de tout ou partie de ces droits à l'école par l'université doit être signée.

2. Formations conduisant à un diplôme propre des écoles d'architecture (DPEA)

Seules les formations de DPEA financées par la direction de l'architecture et du patrimoine peuvent donner lieu à l'attribution de bourses.

3. Cycle d'études spécialisées du Centre des hautes études de Chaillot

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Nationalité

Les bourses de troisième cycle peuvent être attribuées aux étudiants français et aux étudiants étrangers suivants, sous réserve qu'ils résident effectivement en France :

- les étudiants andorrans ;
- les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- les étudiants dont l'un des parents ou le tuteur légal est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- les étudiants titulaires de la carte de réfugié ou d'apatride délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ;
- les étudiants étrangers dont les parents non ressortissants communautaires (père et mère) ainsi que les autres enfants à charge résident en France depuis au moins deux ans ;
- les étudiants étrangers dont les parents ne sont pas ressortissants communautaires, mariés à un conjoint ressortissant français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières au moins égales au SMIC, sous réserve que l'étudiant et son conjoint

résident en France depuis au moins deux ans. Le ménage doit avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents.

Cas d'exclusion

Outre les étudiants ne remplissant pas les conditions de nationalité, les étudiants suivants sont exclus de l'attribution de cette aide :

- ceux ayant déjà bénéficié d'une bourse de DPEA, DESS, DEA ou CEAA, d'une bourse d'agrégation ou d'une bourse de service public ;
- ceux ayant déjà bénéficié d'une bourse en tant qu'élève du Centre des hautes études de Chaillot ;
- ceux ayant précédemment bénéficié d'une allocation de recherche ;
- ceux qui préparent en même temps un autre diplôme ou un concours (à l'exception des étudiants inscrits en magistère) ;
- ceux effectuant pour tout ou partie leur service national, les objecteurs de conscience, les étudiantes accomplissant le service national en qualité de volontaires, durant l'année universitaire au titre de laquelle la bourse est demandée ;
- les demandeurs d'emploi inscrits à l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) ou les bénéficiaires d'allocation de formation professionnelle durant l'année universitaire au titre de laquelle la bourse est demandée ;
- les fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou de la fonction publique hospitalière ou des établissements qui en dépendent, même en disponibilité, congé sans traitement ou sursis de première affectation ;
- les étudiants en détention pénale, sauf ceux placés sous le régime de la semi-liberté.

Durée d'attribution

Une bourse de troisième cycle est accordée pour la durée normale de la formation suivie, soit une année.

Toutefois, à titre exceptionnel, cette aide est accordée ou renouvelée pour une deuxième année en ce qui concerne les formations bénéficiant d'une dérogation précisée dans la notification d'habilitation à délivrer le diplôme.

Cumuls

Une bourse de troisième cycle n'est pas cumulable avec une bourse sur critères sociaux, une bourse de service public, une bourse d'agrégation, un prêt d'honneur, une allocation d'IUFM, une aide de formation continue, une bourse d'un autre département ministériel, une bourse d'un gouvernement étranger.

En revanche, une bourse de troisième cycle peut être cumulée avec une rémunération, dans les mêmes conditions que pour les bourses sur critères sociaux.

Assiduité

Je rappelle que l'inscription et l'assiduité de l'étudiant boursier aux cours, travaux dirigés et travaux pratiques, ainsi qu'aux stages obligatoires, doivent être vérifiées. L'étudiant doit se présenter aux examens prévus dans son année de formation. Si ces conditions ne sont pas respectées il vous appartient d'apprécier si un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse de troisième cycle doit être établi.

PROCEDURE D'ATTRIBUTION ET CALENDRIER

Compte tenu des critères énoncés ci-dessus et sur avis motivé du responsable scientifique de chacune des formations de troisième cycle concernées, les dossiers qui auront été retenus et classés par ordre de priorité par la commission locale des bourses de votre établissement devront parvenir au bureau des enseignements le vendredi 26 janvier 2001 au plus tard.

La directrice de l'architecture et du patrimoine
Wanda Diebolt

ANNEXE

Formations de troisième cycle pouvant donner lieu à l'attribution de bourses 2000-2001

DPEA

- Architecture de terre (EA Grenoble)
- Architecture navale (EA Nantes)
- Construction parasismique (EA Marseille-Luminy)
- Métiers de la création et applications numériques (EA Marseille-Luminy)
- Scénographie (EA Nantes)

DESS COHABILITES

- Aménagement urbain et développement local (EA Paris-La Défense, Université de Paris X)
- Bases scientifiques de l'acoustique architecturale et urbaine (EA Paris-La Défense, Université de Paris VI)
- Jardins historiques, patrimoine et paysage (EA Versailles, Université de Paris I)
- Maîtrise d'ouvrage et projet urbain (EA Strasbourg, Université de Strasbourg I)
- Matériaux pour l'architecture (EA Paris-La Seine, Université technologique de Compiègne)
- Patrimoine archéologique monumental (EA Strasbourg, Université de Strasbourg II)
- Urbanisme et aménagement (EA Grenoble,

Université de Grenoble II)

- Urbanisme opérationnel. Ville en projet (EA Bordeaux, Université de Bordeaux III)
- Villes, architectures et patrimoines. Maghreb et Proche-Orient (EA Paris-Belleville, Université de Paris X)
- Ambiances et confort pour l'architecture et l'urbanisme (EA Bordeaux, Université de Bordeaux I)
- Concevoir et réaliser avec le bois (EA Bordeaux, Université de Bordeaux I)
- Architecture, ville et projet urbain (EA Marseille-Luminy, Universités d'Aix-Marseille I et d'Aix-Marseille III)
- Villes et territoires : espaces, règles et projets (EA Nantes, Université de Nantes)
- Diagnostic et réhabilitation des architectures du quotidien (EA de Normandie, Université du Havre)

Circulaire n° 2001/007 du 20 février 2001 relative à la répartition des dotations pour les fouilles urgentes («FU»).

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

A la demande de la direction de l'administration générale, et pour la dernière année avant la mise en place de l'Etablissement public de l'archéologie préventive (EPA), les crédits nécessaires à l'exécution des fouilles urgentes feront l'objet d'une subvention à l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (A.F.A.N.) à partir du chapitre 66-98 du BCRD.

Les modalités et conditions d'utilisation de ces crédits sont donc strictement identiques à celles des années précédentes (voir pour mémoire les circulaires n° 2000/027 du 30/6/2000 et n° 162 du 4 février 1999).

Chaque région se voit attribuer une dotation, gérée à l'A.F.A.N., selon le tableau joint. Il est précisé que cette dotation est strictement réservée aux fouilles urgentes en raison notamment de la faiblesse des crédits attribués.

Pour l'année 2001, les crédits du chapitre 66-98 «F.U.» ont été, à la demande du ministère chargé de l'économie et des finances, considérablement réduits en prévision de la création de l'EPA. Les dotations pour 2001 sont donc sensiblement inférieures à celles de 2000 et il n'y aura pas de «réserve» gardée en administration centrale.

Pour cette raison, à mi-année, les consommations des différentes régions seront examinées et un redéploiement sera effectué au profit des régions ne disposant plus de crédits et qui auraient besoin de

réaliser des fouilles urgentes.

Il conviendra donc d'être extrêmement attentif car la sous-direction de l'archéologie ne disposera d'aucun crédit supplémentaire pour «complémenter» les dotations. En tout état de cause, dès sa constitution, prévue à l'automne 2004, le nouvel EPA prendra en charge directement les fouilles urgentes.

La directrice de l'architecture et du patrimoine
Wanda Diebolt

Régions	Dotation nette 2001 (en F) (HT) (*)
ALSACE	186 000
AQUITAINE	232 000
AUVERGNE	158 000
BOURGOGNE	212 000
BRETAGNE	148 000
CENTRE	316 000
CHAMPAGNE-ARDENNE	372 000
CORSE	10 000
FRANCHE-COMTE	167 000
ILE-DE-FRANCE	344 000
LANGUEDOC-ROUSSILLON	250 000
LIMOUSIN	186 000
LORRAINE	390 000
MIDI-PYRENEES	279 000
BASSE-NORMANDIE	195 000
HAUTE-NORMANDIE	176 000
NORD-PAS-DE-CALAIS	93 000
PAYS-DE-LOIRE	232 000
PICARDIE	148 000
POITOU-CHARENTES	240 000
PROVENCE ALPES COTE-D'AZUR	260 000
RHONE-ALPES	220 000
MARTINIQUE	23 000
GUADELOUPE	23 000
GUYANE	51 000

(*) la TVA et les frais de gestion ont déjà été retirés au profit de l'A.F.A.N.

DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THEATRE ET DES SPECTACLES

Charte de l'enseignement artistique spécialisé en danse, musique et théâtre.

L'éducation artistique est le premier vecteur de la démocratisation culturelle. Elle permet de former le sens esthétique et de développer la sensibilité et l'éveil à travers le plaisir de l'expérimentation et la connaissance d'œuvres de référence.

La formation artistique est reconnue aujourd'hui comme constitutive de l'éducation des enfants et des jeunes. Elle participe à la formation de leur personnalité, développe leur culture personnelle et leur capacité de concentration et de mémoire. Elle prépare ainsi les jeunes à tenir un rôle actif dans un espace de vie en constante mutation en confortant l'intuition de l'échange et la réalité de la pratique collective.

Cette éducation artistique, de par sa spécificité, ne doit pas être seulement dispensée dans des structures spécialisées qui en auraient l'exclusivité. Elle s'appuie, bien évidemment sur les établissements d'enseignement artistique, mais requiert la participation d'autres acteurs :

- l'éducation nationale qui reconnaît de plus en plus l'importance de l'éducation artistique et s'ouvre aux partenariats avec les artistes et les structures culturelles,
- les structures culturelles et les artistes qui, s'engagent dans de nombreuses actions de sensibilisation, d'initiation et de formation des jeunes en complémentarité de leur travail de création et de diffusion,
- les très nombreuses associations qui offrent aux jeunes la possibilité, à travers des ateliers, des stages ou des cours réguliers, de bénéficier d'activités en rapport avec les arts, les artistes et la culture.

C'est dans le cadre d'un partenariat généralisé entre les Ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, les collectivités territoriales et les artistes que doit s'organiser le développement de l'éducation artistique. C'est en effet au travers d'une approche territoriale et en s'appuyant sur toutes les énergies disponibles qu'il pourra être progressivement remédié aux inégalités particulièrement marquées dans ce domaine.

Les établissements à statut public d'enseignement en danse, musique et théâtre occupent une place particulière : ils ont été les premiers à affirmer, en marge de l'enseignement général, l'importance d'un enseignement artistique offrant, sur des cycles

d'apprentissages gradués, l'ensemble des cursus indispensables à une formation artistique de qualité, dans la diversité des styles, des époques et des modes d'apprentissage.

Parce qu'elles en attendent un lien plus étroit avec les pratiques de leurs concitoyens et avec la vie culturelle locale, les collectivités territoriales ont joué un rôle décisif dans l'émergence, le suivi, le rayonnement de ces établissements dont elles ont fait un des dispositifs essentiels de leurs politiques culturelles.

Au regard de leur origine et de leur mode de structuration différents de celui de l'enseignement général public, ces établissements demeurent toutefois inégalement répartis sur le territoire. L'ensemble des disciplines artistiques, et particulièrement le théâtre, mais aussi la danse contemporaine et les musiques nouvelles y sont inégalement représentés, ne permettant pas de prendre en compte la totalité des besoins de formation.

En tant que pôles de structuration d'un enseignement artistique fondamental, ces établissements de référence doivent aujourd'hui être renforcés. Il est nécessaire de mettre en cohérence leur fonctionnement avec les demandes identifiées, les contextes dans lesquels ils évoluent et les orientations qu'ils reçoivent.

Les établissements d'enseignement de droit privé, surtout associatifs, ont largement contribué à l'accueil du public. Ils ont été des lieux d'expérimentation dans certaines disciplines artistiques et ont souvent permis l'instauration de relations avec d'autres publics que ceux des établissements d'enseignement artistique gérés directement par les collectivités locales. La qualification de leurs personnels reste cependant trop souvent insuffisante et leur politique tarifaire, parfois mal maîtrisée, contribue à exclure, dans un second temps, les publics nouveaux qu'ils avaient d'abord attirés. Définir leur rôle, en complément des missions du réseau public d'enseignement artistique et en collaboration avec lui est devenu indispensable.

Il est nécessaire aujourd'hui de préciser quelles sont les missions des établissements d'enseignement artistique spécialisés. Il est indispensable également de redéfinir la nature et l'articulation des responsabilités des différentes collectivités publiques.

C'est l'objet de cette charte qui doit permettre ainsi de poursuivre et développer l'effort conjoint de tous, collectivités publiques et établissements, en faveur d'une véritable démocratisation de l'accès aux arts et à la culture.

I - Les missions de service public des établissements d'enseignement en danse, musique et théâtre

Missions pédagogiques et artistiques

Pôles de référence en matière d'enseignement artistique, les établissements d'enseignement en danse, musique et théâtre, ont pour mission centrale la sensibilisation et la formation des futurs amateurs aux pratiques artistiques et culturelles ; certains d'entre eux assurent également la formation préprofessionnelle.

Au terme de chaque cursus, l'établissement met en place des diplômes qui témoignent des compétences, des connaissances et de l'engagement de ceux qui les ont suivis.

Pôles structurants en matière de formation artistique, les établissements d'enseignement en danse, musique et théâtre exercent leur mission pédagogique en cohérence avec les schémas d'orientation proposés par l'Etat et avec le souci de favoriser la transversalité et les temps d'enseignement communs entre les disciplines. Ils sont aussi des lieux d'innovation pédagogique que la qualité et le développement de leur projet peut parfois conduire au-delà des schémas convenus.

Ils contribuent à la politique d'éducation artistique relevant de l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement général et participent, en collaboration avec les services de ce ministère, à l'organisation d'activités d'initiation, par des ateliers annuels ou, mieux, à la mise en place de cursus pluriannuels... ainsi qu'au suivi des interventions dans ce cadre, de musiciens, danseurs et comédiens professionnels.

A ce titre, ils participent à la définition des besoins de qualification et de formation continue des artistes intervenants à l'école.

Pour ce qui concerne la musique, ils sont invités à participer, en particulier, au projet "Musique à l'école", conformément aux orientations de la circulaire interministérielle du 22 juillet 1998.

Cette mission de sensibilisation et de formation ne peut se concevoir sans articulation avec la vie artistique contemporaine. Les établissements dispensent des enseignements riches et diversifiés, proposant, sur un territoire donné, l'ensemble des expressions artistiques d'aujourd'hui. Les œuvres, les artistes sont au cœur de la vie de ces établissements dont le projet doit prévoir, selon des modalités diverses, la présence régulière d'artistes invités.

Une attention et une place constante sont accordées tant à la création contemporaine et aux cultures émergentes, qu'aux patrimoines artistiques, témoignant à la fois de l'histoire, de la vitalité et du renouvellement de chaque discipline.

Les modalités de mise en œuvre de ces missions seront décrites dans les textes juridiques relatifs au classement des établissements d'enseignement à statut public.

Missions culturelles et territoriales

Les établissements d'enseignement en danse, musique et théâtre rayonnent sur un territoire ; ils suscitent et accueillent les partenariats culturels nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Ils travaillent également en étroite collaboration avec les structures relais mises en place conjointement par les collectivités territoriales et l'Etat (associations régionales et départementales, centres d'art polyphonique et missions voix, centres de pratique instrumentale amateur, pôles de musiques actuelles, centres régionaux de musiques et danses traditionnelles etc...).

Ils sont des lieux de ressources pour les amateurs; ils les informent, les aident à définir et éventuellement à assurer leurs formations; ils les accueillent dans leurs locaux et favorisent le développement d'échanges et de collaborations entre groupes amateurs, soit dans les établissements eux-mêmes, soit en dehors de leurs murs.

Ils sont des centres d'animation de la vie culturelle, proposant au public leurs activités (travaux d'élèves) ; ils entretiennent des relations privilégiées avec les partenaires artistiques professionnels et favorisent les échanges avec les structures et associations culturelles, locales ou non.

Ils contribuent à la réduction des inégalités sociales d'accès aux pratiques culturelles au travers d'actions de sensibilisation et d'élargissement des publics.

L'accès de la population à l'ensemble des formations artistiques d'aujourd'hui, doit être facilité par l'organisation des établissements en réseaux non hiérarchisés de réflexion et de collaboration dans le cadre de schémas intercommunaux, départementaux et régionaux.

Les modalités de mise en œuvre de ces missions seront décrites, pour tous les établissements classés dans des projets d'établissement.

Pour les établissements d'enseignement artistique à statut privé, le descriptif de ces missions, constituera l'un des principaux critères d'une reconnaissance par l'Etat, au titre de la loi de 1988 sur les enseignements artistiques.

II - Les responsabilités du ministère de la culture et de la communication

Le ministère de la culture et de la communication définit les orientations générales des enseignements

artistiques en danse, musique, et théâtre, veille à la cohérence globale de leur mise en œuvre par les multiples partenaires concernés (Etat, collectivités territoriales, acteurs associatifs), et assure le contrôle pédagogique de cet ensemble et de ses différentes composantes.

- il définit par décret l'ensemble des missions à remplir pour le classement des établissements à statut public;
- il fixe par arrêté les modalités de classement de ces établissements et prend les arrêtés par lesquels les établissements sont classés ;
- il définit par décret les conditions de reconnaissance des établissements à statut privé et met en place les commissions de reconnaissance ; il prend les arrêtés par lesquels ces établissements sont reconnus.

Dans le cadre de sa mission de contrôle pédagogique des établissements classés, l'Etat définit les schémas d'orientation pédagogique en danse, musique et théâtre en cohérence avec l'enseignement artistique dispensé dans l'enseignement général, et fixe en matière de locaux et de matériels techniques les conditions de leur bon fonctionnement.

- il diligente des missions d'inspection de sa propre initiative, à la demande des collectivités territoriales, ou, pour un établissement de droit privé, sur demande conjointe de l'établissement et de la collectivité territoriale d'implantation. Ces missions d'inspection peuvent être chargées :
 - de l'évaluation du projet global d'un établissement, de sa pertinence par rapport à l'environnement social et culturel, de son inscription dans les réseaux d'enseignement artistique et de sa mise en œuvre en matière d'organisation administrative,
 - de l'évaluation du projet pédagogique de l'établissement, de sa cohérence avec le projet général et les schémas d'orientation pédagogique ;
 - de la réalité de sa mise en œuvre (qualification des personnels, collaboration avec les services de l'éducation nationale)
 - de l'évaluation des qualités professionnelles des enseignants.
- il veille à la validité et l'homogénéité au plan national des diplômes délivrés par les établissements classés.

Le ministère de la culture et de la communication est l'interlocuteur du ministère de l'intérieur et du Centre national de la fonction publique territoriale pour ce qui concerne les personnels des établissements d'enseignement artistique à statut public.

A ce titre :

- il assure la formation initiale, artistique et pédagogique, des personnels d'enseignement et d'encadrement et contribue à la formation des intervenants en milieu

scolaire, avec la collaboration des conseils généraux et régionaux, en prenant appui sur diverses structures ayant vocation à la formation.,

- il participe à la définition des cadres d'emplois et de rémunération des personnels des établissements publics d'enseignement spécialisé,
- il participe à la définition des modalités de recrutement de ces personnels,
- il veille à ce que la définition des fonctions et des compétences des personnels soit conforme aux exigences de la présente charte et aux projets des établissements,
- il participe à la définition et la mise en œuvre des programmes de formation continue,
- il donne son avis sur le recrutement des directeurs d'établissements classés, et apporte son conseil technique, chaque fois qu'on le sollicite, sur l'ensemble des recrutements des établissements d'enseignement artistique.

Il organise les examens et délivre les diplômes nationaux donnant accès aux concours d'entrée dans la fonction publique.

Il organise la réflexion autour de la réforme des examens menant aux diplômes d'enseignement en musique et en danse, et à la mise en place de nouveaux examens et diplômes en théâtre.

Le ministère de la culture et de la communication assure la responsabilité des formations supérieures professionnelles en danse, musique et théâtre, et du développement de la recherche pédagogique.

Il veille à une bonne répartition, sur l'ensemble du territoire et par région, des enseignements initiaux et des enseignements supérieurs en danse, musique et théâtre.

Il encourage l'organisation des établissements en réseaux permettant, sur l'ensemble du territoire, la répartition des responsabilités et des charges.

III - Les responsabilités des collectivités territoriales

Les lois de répartition des compétences de 1983 et 1986 précisent que les établissements d'enseignement public de musique, de la danse et de l'art dramatique relèvent de l'initiative et de la responsabilité des communes, des départements et des régions. Cette compétence générale se décline suivant plusieurs axes.

Les collectivités apprécient l'état des besoins de leur population en matière d'enseignement en danse, musique et théâtre, en tenant compte de l'enseignement artistique initial conduit dans

l'enseignement général et de la réalité culturelle locale.

Les collectivités définissent un projet d'établissement d'enseignement artistique susceptible de répondre aux besoins recensés, et prévoient des partenariats avec les institutions de formation, de création et de diffusion existant à proximité.

Elles recrutent, conformément aux règles en vigueur et en tenant compte notamment du niveau de classement de l'établissement, un directeur et l'ensemble des personnels nécessaires à la mise en œuvre du projet défini..

Elles fixent les droits d'inscription selon un barème permettant l'accès le plus large possible à toutes les populations concernées, y compris les plus défavorisées.

Elles sont responsables de la formation continue des personnels et définissent, sur proposition du directeur de l'établissement, dans le cadre du projet d'établissement, un plan de formation pluriannuel, précisé chaque année avec le Centre national de la fonction publique territoriale.

Elles s'engagent avec d'autres collectivités dans la définition de plans conjoints de formation.

Les collectivités publiques et notamment les départements, avec le soutien de l'Etat, favorisent la mise en réseau des établissements et mettent en œuvre les conditions d'une coopération intercommunale efficace.

Elles peuvent participer au développement des établissements d'enseignement artistique à statut privé en danse, musique et théâtre, en favorisant l'émergence d'un projet d'établissement sur une aire géographique déterminée, en veillant à la mise en place d'une équipe pédagogique qualifiée et en favorisant, chaque fois que c'est possible, le cheminement vers un établissement à statut public.

Pour tous ces processus, les collectivités territoriales peuvent, en tant que de besoin, faire appel au conseil ou à l'expertise du ministère de la culture et de la communication, et en particulier des directions régionales des affaires culturelles.

IV - Les responsabilités de l'équipe pédagogique

Responsabilités du directeur

Conformément au statut particulier du cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique, le directeur est responsable de l'établissement et de son fonctionnement, que sa délégation soit d'ordre public ou privé.

Il s'appuie sur une équipe de direction administrative, pédagogique et culturelle, dans laquelle les différentes spécialités artistiques sont représentées.

Il conçoit, organise et s'assure de la mise en œuvre de l'ensemble du projet d'établissement, en concertation permanente avec l'équipe pédagogique et tous les partenaires externes concernés ; il propose un programme de formation continue des enseignants en lien avec le projet. En outre,

- il organise les études et les modalités de l'évaluation des élèves,
- il suscite la réflexion et l'innovation pédagogiques,
- il définit les actions de diffusion et de création liées aux activités d'enseignement et de sensibilisation,
- il met en œuvre les partenariats dans le domaine culturel, éducatif et social, sur l'aire de rayonnement de son établissement,
- il participe à la concertation entre établissements d'enseignement, dans le cadre des réseaux d'écoles,
- il assure, en tant que chef de service, la relation avec les élus et les autres services de la collectivité territoriale,
- il détermine les besoins de son établissement en personnel et propose le recrutement de tous les agents, notamment des enseignants.

Responsabilités des enseignants

A travers leur activité personnelle en tant qu'artistes, interprètes, créateurs, ou théoriciens de l'art, les enseignants contribuent à l'enrichissement des enseignements et à l'inscription du projet pédagogique dans la vie artistique.

Ainsi les activités de créateur, de concertiste en soliste ou en musique de chambre, de chef d'orchestre ou de chœur, de danseur ou de chorégraphe, d'artiste dramatique ou de metteur en scène, de chercheur, de critique, de formateur, de membre de jury lié à l'enseignement ou à la diffusion, participent à l'équilibre artistique de l'enseignant et bénéficient, directement ou indirectement, à la structure pédagogique.

Ces activités s'effectuent en accord avec le règlement intérieur de chaque établissement et dans le respect des règles de cumul d'emplois.

Dans ce cadre, les enseignants :

- enseignent la pratique artistique correspondant à leurs compétences, leur statut et la définition de leur fonction,
- participent, en dehors du temps de cours hebdomadaire imparti, aux actions liées à l'enseignement, considérées comme partie intégrante

de la fonction (concertation pédagogique, conseils de classe, auditions d'élèves, jurys internes),

- veillent à leur formation permanente, notamment dans le cadre de stages de formation continue,
- participent à la définition et à la mise en œuvre du projet de l'établissement,
- participent à la recherche pédagogique et à sa mise en œuvre,
- participent, dans le cadre du projet d'établissement, à la mise en œuvre des actions s'inscrivant dans la vie culturelle locale,
- tiennent, auprès des praticiens amateurs, un rôle de conseil et d'aide à la formulation de projets.

V - L'articulation des responsabilités dans le cadre d'un partenariat généralisé

Les établissements d'enseignement artistique en danse, musique et théâtre ont largement contribué à l'essor de la formation artistique. Ce développement a été permis grâce à une étroite articulation des compétences croisées de l'Etat et des collectivités locales. C'est dans le cadre de ce partenariat qu'ont pu être assurés les missions et le bon fonctionnement des établissements.

Dans le cadre des orientations définies dans la présente charte et en référence aux textes juridiques qui vont préciser la procédure de classement des établissements, il est aujourd'hui nécessaire de mieux formaliser ce partenariat entre l'Etat et l'ensemble des collectivités locales concernées.

C'est pourquoi l'enseignement spécialisé en danse, musique et théâtre est l'un des domaines essentiels retenus par le ministère de la culture et de la communication pour préfigurer une nouvelle étape de décentralisation culturelle.

La voie choisie est celle de la concertation et de l'expérimentation par la signature de protocoles de décentralisation destinés à initier de nouveaux partages de la responsabilité publique tout en développant ces établissements pour mieux les rapprocher des besoins et de la demande des citoyens.

Concernant dans un premier temps un nombre limité de régions, cette démarche est destinée à s'étendre progressivement sur le territoire.

Précédé d'un travail d'élaboration de cartes pédagogiques régionales prenant appui sur des réseaux territoriaux d'établissements, le protocole de décentralisation scellera ainsi un nouveau partenariat en redéfinissant le rôle et les conditions d'exercice de chaque collectivité ainsi que les nouvelles clés de répartition financière.

DELEGATION GENERALE A LA LANGUE FRANCAISE

Circulaire n° 2001/003 du 30 janvier 2001 relative à l'Année européenne des langues 2001 - Points plurilinguisme - «Le français comme on l'aime, semaine de la langue française et de la francophonie» (17-23 mars 2001).

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de régions (directions régionales des affaires culturelles).

J'attire votre attention sur la nécessité de mettre en œuvre sans tarder les opérations «points plurilinguisme» et «Dix mots pour les langues du monde».

L'Année européenne des langues 2001, décidée par l'Union européenne, vise à promouvoir le plurilinguisme en Europe et à encourager l'apprentissage des langues tout au long de la vie. Par sa lettre du 3 août 2000, le directeur du cabinet vous a indiqué que la ministre attachait beaucoup d'importance à cette initiative qui va dans le sens de la politique de la France pour le plurilinguisme et souhaitait qu'elle donne lieu à de nombreuses actions aux niveaux national et régional. Il indiquait également que l'Année européenne des langues devait être l'occasion de promouvoir la langue française et de renforcer le lien avec les pays francophones. Il précisait enfin que «le français comme on l'aime» prendrait en cette année un relief particulier.

I - Opération «Points plurilinguisme»

Les Points plurilinguisme, ont été lancés par la circulaire du 3 août 2000, constituent une initiative importante pour le développement de l'apprentissage des langues.

Je vous transmets ci-joint deux fiches relatives à ces Points plurilinguisme.

L'une est spécialement destinée aux Espaces culture multimédia (ECM), seuls organismes à pouvoir bénéficier d'une subvention de la délégation générale à la langue française pour l'installation ou le renforcement d'une unité de ce type. Il s'agit de poursuivre et de replacer dans le cadre de l'Année des langues l'opération lancée en 2000 par la DGLF avec le soutien logistique de la DDAT.

L'autre s'adresse sans distinction à tous les lieux culturels qui disposent d'un équipement informatique. Vous voudrez bien en assurer une large diffusion, en mettant en évidence l'enjeu que représente le plurilinguisme pour l'avenir de la construction européenne et de la diversité culturelle, qui est plus que jamais le fil directeur de l'action de la ministre.

En liaison avec la direction du livre et de la lecture, la DGLF se charge elle-même de la diffusion à l'ensemble des réseaux de bibliothèques, en leur demandant d'adresser leurs projets aux DRAC.

Je vous demande de favoriser la création de ces Points plurilinguisme et de me transmettre les projets qui vous seront adressés, assortis de votre avis et d'un ordre de priorité, en distinguant les ECM, qui sont susceptibles de bénéficier d'une subvention, et les Points plurilinguisme implantés dans d'autres lieux, qui pourraient se voir attribuer un label.

Cette transmission devra se faire dans la mesure du possible de manière groupée afin de tenir compte du déroulement des temps forts de l'année : les dossiers retenus parvenus à la centrale début mars pourront ainsi recevoir leur label pour «le français comme on l'aime» (17-23 mars) ; en vue d'une annonce à l'occasion de la Semaine européenne pour l'apprentissage des langues par les adultes (5-11 mai), un second train pourrait être envoyé fin avril ; la troisième échéance, fixée à début juin, concerne en particulier les ECM : ne pourront être subventionnés que les projets présentés avant cette date ; enfin, un dernier délai début septembre permettra d'inscrire le lancement de Points plurilinguisme dans la Journée européenne des langues, le 26 septembre.

Je rappelle que toutes les langues, d'Europe ou d'ailleurs, ont vocation à entrer dans l'offre d'un Point plurilinguisme. Le français langue étrangère devra toujours y être présent. Un intérêt particulier sera porté aux langues régionales dans leurs zones d'expression.

La création de nombreux Points plurilinguisme dans votre région doit être tout au long de l'année un objectif prioritaire pour l'action des conseillers sectoriels correspondants de la DGLF. Il leur appartiendra d'utiliser les temps forts de l'Année des langues comme caisse de résonance pour le lancement des unités d'apprentissage, et au-delà de cet aspect événementiel de l'opération, de travailler à en faire des outils de proximité à vocation durable, dans une perspective d'aménagement culturel du territoire en profondeur et de constituer un réseau national.

C'est pourquoi il importera de dresser un bilan de l'expérience. Vous veillerez, à l'issue de cette année de lancement, à ce que le maximum d'informations utilisables sur l'activité des Points plurilinguisme remontent à la DGLF, aussi bien en termes de fréquentation que du point de vue des utilisateurs.

La mission formation et pratique linguistique se tient à votre disposition pour vous apporter les précisions qui pourraient vous être utiles (André Catillon, au 01 40 15 36 61 - Michel Alessio, au 01 40 15 36 62).

II - «Le français comme on l'aime» - Opération «Dix mots pour les langues du monde».

Comme il vous l'a été indiqué dans la circulaire du 16 novembre dernier, la sixième édition du «français comme on l'aime, la semaine de la langue française et de la francophonie», organisée conjointement par le ministère de la culture et de la communication et le ministère des affaires étrangères, s'articulera pleinement avec la dynamique de l'Année européenne des langues dont elle constituera un des moments forts. Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale, le ministère de la jeunesse et des sports et le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles s'associent cette année à l'opération qui a reçu un soutien de l'Union européenne. Le principe des dix mots, qui anime «le français comme on l'aime» depuis trois ans, sera étendu à l'ensemble de l'Année européenne des langues et axé sur la diversité linguistique sous le titre «Dix mots pour les langues du monde».

Je vous confirme que j'attache une grande importance à votre mobilisation pour assurer une bonne coordination de cette opération qui, sur ce thème fédérateur, doit associer différents services de l'Etat (Culture, Education nationale, Jeunesse et sports, Affaires sociales, Affaires étrangères...)

RAPPEL DES OBJECTIFS

Cette année, les manifestations seront plus particulièrement axées sur la valorisation de la diversité linguistique, qu'il s'agisse des langues de France, des langues de l'Union européenne et des langues parlées dans le monde, ainsi que sur la promotion du plurilinguisme et de l'importance de connaître au moins deux langues en sus de la langue maternelle.

Cette année encore, je le rappelle, dix mots *beauté, encore, flamme, inspiré, kyrielle, nuance, oiseau, quelqu'un, utopie* et *voyager* ont été sélectionnés par un comité de pilotage et parrainés par des personnalités. Ces «Dix mots pour les langues du monde», qui seront les fils conducteurs des manifestations organisées dans le cadre du «Français comme on l'aime» seront aussi présents tout au long de l'Année européenne des langues ; ils seront traduits dans de nombreuses langues et auront vocation à être des passerelles entre le plus grand nombre de langues possibles.

LE ROLE DES DRAC

J'insiste sur la mobilisation des DRAC dont le rôle est toujours de susciter des actions de la part de partenaires locaux : établissements culturels et scolaires, organismes privés, artistes, collectivités locales, associations et instituts.

Les actions menées sur le thème du plurilinguisme se dérouleront tout au long de l'année 2001 et «Le

français comme on l'aime» peut être, je le rappelle, un point d'aboutissement, l'occasion d'un lancement d'opération ou encore une étape marquante d'un projet qui s'étalerait sur l'année.

Les établissements scolaires devraient être sollicités en début d'année par une circulaire du ministre de l'éducation nationale sur la sensibilisation au plurilinguisme, à la langue française et à la francophonie. De même, les services déconcentrés du ministère la jeunesse et des sports et du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) seront informés de l'opération et il serait donc particulièrement utile qu'une collaboration s'établisse, dès maintenant, entre les DRAC et ces services pour envisager des actions communes.

La délégation générale à la langue française fédérera ces initiatives et fera parvenir aux médias, en mars, un dossier de presse présentant les principales manifestations et les enjeux du «Français comme on l'aime». Préalablement, elle conduit une action de communication dans le cadre du Salon Expolangues (31 janvier - 4 février 2001) dont l'invitée d'honneur est l'Année européenne des langues.

Afin que je sois en mesure de constituer le programme national pour le public ainsi que le dossier de presse national qui permettra de faire connaître aux médias les principales manifestations en France et à l'étranger, je souhaiterais que vous me fassiez parvenir dès que possible les informations dont vous disposerez. La totalité des informations d'intérêt national devra m'être adressée avant le 20 février 2001. Il vous appartient de prendre contact avec la presse régionale pour lui faire connaître l'ensemble de votre programme.

D'autre part, la délégation générale à la langue française mettra à la disposition des services un matériel d'information et de communication (affiches, papier à lettre, chemises, autocollants, dossiers...) propre d'une part à l'Année européenne des langues, d'autre part à la campagne «Le français comme on l'aime». Elle diffuse également à la demande un livret «Dix mots pour les langues du monde» ainsi que des documents de sensibilisation sur la langue française et les langues en général..

Vous trouverez ci-joint deux fiches de demande de matériel que vos services voudront bien nous renvoyer courant janvier pour préciser leurs besoins.

Je me tiens à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions dont vous pourriez avoir besoin. Vous pouvez contacter la cellule communication de la délégation générale à la langue française au 01 40 15 36 81.

La déléguée générale à la langue française
Anne Magnant

LES POINTS PLURILINGUISME, DES LIEUX DE PROXIMITE POUR L'APPRENTISSAGE DES LANGUES

ANNEE EUROPEENNE DES LANGUES 2001

Le Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ont déclaré 2001 Année européenne des langues.

L'Union européenne a fait le choix du plurilinguisme. L'Année des langues a pour objectifs de sensibiliser la population à la richesse linguistique et culturelle de l'Europe ainsi que d'encourager le plurilinguisme et l'apprentissage des langues à tout âge de la vie. La France adhère totalement à ces orientations qui constituent un principe majeur de sa politique linguistique. Elle considère qu'il est essentiel pour la construction européenne que les citoyens parlent au moins deux langues vivantes en plus de leur langue maternelle.

Les «Points plurilinguisme» dont la délégation générale à la langue française (DGLF) propose la création sont conçus comme des instruments contribuant à la réalisation de ces objectifs. Le ministère de la culture encourage vivement les institutions culturelles à participer à l'Année européenne des langues en créant un *Point plurilinguisme*.

Un *Point plurilinguisme* est un lieu de proximité pour favoriser l'apprentissage des langues. C'est une unité d'apprentissage individuel des langues qui fait appel aux nouvelles technologies, à l'heure où les nouvelles techniques de stockage et de transmission des connaissances donnent un vigoureux développement aux méthodes d'auto-apprentissage, particulièrement dans le domaine des langues. Il peut facilement être installé dans les lieux à vocation culturelle disposant d'équipement informatique. Il est doté de méthodes de langues, quel que soit le support (cédérom, cassette, abonnement en ligne, ainsi que les livres qui les accompagnent), et offre un large choix de méthodes d'apprentissage, quel que soit le niveau de l'apprenant, pour les langues étrangères, les langues de France, et, dans tous les cas, pour le français langue étrangère, l'expérience de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou (BPI) montre en effet que c'est ce secteur qui fait l'objet de la plus forte demande.

Pour créer un *Point plurilinguisme*, transmettez à la direction régionale des affaires culturelles un dossier précisant :

- le contenu de votre projet ;
- les langues concernées, et les méthodes d'apprentissage mises à disposition ;
- le régime juridique de cette mise à disposition ;
- les équipements informatiques disponibles ;

- l'implantation, et les conditions d'accès au *Point plurilinguisme*.

Le dossier sera transmis par le directeur régional des affaires culturelles, avec son avis, à la délégation générale à la langue française. Celle-ci le soumettra au comité national français pour l'année des langues qui décerne les labels.

La BPI a bien voulu s'associer à la création de *Points plurilinguisme* et a réalisé un recueil de fiches pratiques : «des fiches pour des langues», destiné à en faciliter la mise en place et le développement. Ce jeu de fiches, qui traite des aspects techniques, juridiques et financiers de l'opération, sera mis à la disposition des demandeurs par la DGLF. Il est accessible en ligne sur les sites respectifs de la DGLF <http://www.dglf.culture.gouv.fr> - et de la BPI - <http://www.bpi.fr>. Par ailleurs, en s'appuyant sur son expérience en matière d'auto-apprentissage, la BPI est disposée à assurer une fonction de conseil méthodologique.

Les Points plurilinguisme créés en 2001 bénéficieront du label de l'Année européenne des langues. Ce label leur permettra d'utiliser le logo de l'Année européenne des langues et son slogan, des objets promotionnels pourront être mis à leur disposition. Il leur permettra également de figurer sur la liste des opérations réalisées au titre de la manifestation et d'être inclus dans les campagnes de communication qui seront réalisées au cours de cette année. A travers ces campagnes de promotion, des informations sur la création des Points plurilinguisme les plus originaux seront diffusées, aussi bien en France qu'à l'échelon européen.

La création des *Points plurilinguisme* devra faire l'objet d'une opération de lancement dont la DRAC et la DGLF devront être informées, destinée à rendre aisément visible l'existence de l'unité d'apprentissage dans le lieu où elle sera installée (affichage du logo «Année européenne des langues») et faire connaître sa création à l'extérieur.

Pour donner plus de visibilité à la création des *Points plurilinguisme*, il est suggéré d'inscrire leur lancement dans le cadre des moments forts de l'Année européenne des langues (AEL) :

- Salon Expolangues à Paris (30 janvier-4 février 2001), dont l'AEL est l'invité d'honneur ;
- Lancement officiel de l'AEL en Suède (Etat assurant la présidence de l'Union européenne), 19-20 février ;
- Semaine «Le français comme on l'aime», avec l'opération «Dix mots pour les langues du monde» (17-23 mars) ;
- Manifestation nationale française (4 avril) ;

- Semaine européenne pour l'apprentissage des langues par les adultes (5-11 mai) ;
- Journée européenne des langues (26 septembre).

L'opération *Points plurilinguisme*, lancée à l'occasion de l'Année européenne des langues en 2001, a vocation à perdurer. Elle a pour objectif, à plus long terme, d'offrir sur l'ensemble du territoire un réseau d'outils efficaces de proximité pour favoriser l'apprentissage des langues à tout âge de la vie. Dans cette optique, et dans un premier temps, un annuaire des *Points plurilinguisme* sera réalisé par la DGLF avant la fin de l'année et un échange d'expériences entre les participants sera favorisé. Des séances de formation pourront être organisées si le besoin s'en fait sentir. En outre, afin de dresser un premier bilan de l'expérience, la DGLF souhaiterait recueillir à la fin de l'année toute information sur l'activité des *Points plurilinguisme* en termes de fréquentation, globalement et langue par langue, et connaître le point de vue des utilisateurs et des organisateurs sur ce nouveau service.

LES POINTS PLURILINGUISME DANS LES ESPACES CULTURE MULTIMEDIA

ANNEE EUROPEENNE DES LANGUES 2001

Le Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ont déclaré 2001 Année européenne des langues.

L'Union européenne a fait le choix du plurilinguisme. L'Année des langues a pour objectifs de sensibiliser la population à la richesse linguistique et culturelle de l'Europe et d'encourager le plurilinguisme et l'apprentissage des langues à tout âge de la vie. La France adhère totalement à ces orientations qui constituent un principe majeur de sa politique linguistique. Elle considère qu'il est essentiel pour la construction européenne que les citoyens parlent au moins deux langues vivantes en plus de leur langue maternelle.

Les «Points plurilinguisme» dont la délégation générale à la langue française (DGLF) propose la création sont conçus comme des instruments contribuant à la réalisation de ces objectifs. Le ministère de la culture encourage vivement les institutions culturelles à participer à l'année européenne des langues en créant un Point plurilinguisme.

Un Point plurilinguisme est un lieu de proximité pour favoriser l'apprentissage des langues. C'est une unité d'apprentissage individuel des langues qui fait appel aux nouvelles technologies, à l'heure où les nouvelles techniques de stockage et de transmission des connaissances donnent un vigoureux développement aux méthodes d'auto-apprentissage, particulièrement

dans le domaine des langues. Il peut facilement être installé dans les lieux à vocation culturelle disposant d'équipement informatique. Il est doté de méthodes de langues, quel que soit le support (cédérom, cassette, abonnement en ligne, ainsi que les livres qui les accompagnent), et offre un large choix de méthodes d'apprentissage, quel que soit le niveau de l'apprenant, pour les langues étrangères, les langues de France, et, dans tous les cas, pour le français langue étrangère, l'expérience de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou (BPI) montre en effet que c'est ce secteur qui fait l'objet de la plus forte demande.

La BPI a bien voulu s'associer à la création de points plurilinguisme et a réalisé un recueil de fiches pratiques destinées à en faciliter la mise en place et le développement. Ce jeu de fiches, qui traite des aspects techniques, juridiques et financiers de l'opération, sera mis à la disposition des demandeurs par la DGLF. Il est accessible en ligne sur les sites respectifs de la DGLF - <http://www.dglf.culture.gouv.fr> - et de la BPI <http://www.bpi.fr>. Par ailleurs, en s'appuyant sur son expérience en matière d'auto-apprentissage, la BPI est disposée à assurer une fonction de conseil méthodologique.

Les Espaces culture multimédia qui créeront un Point plurilinguisme en 2001 pourront recevoir le soutien de la DGLF sous forme de subvention à l'achat de méthodes de langues. L'aide peut porter aussi bien sur la phase d'installation d'unités d'apprentissage que sur leur développement. Elle représente au maximum 50 % des dépenses.

Les Points plurilinguisme créés en 2001 bénéficieront du label de l'Année européenne des langues. Ce label leur permettra d'utiliser le logo de l'Année européenne des langues et son slogan, des objets promotionnels pourront être mis à leur disposition. Il leur permettra également de figurer sur la liste des opérations réalisées au titre de la manifestation et d'être inclus dans les campagnes de communication qui seront réalisées au cours de cette année. A travers ces campagnes de promotion, des informations sur la création des points plurilinguisme les plus originaux seront diffusées, aussi bien en France qu'à l'échelon européen.

La création des Points plurilinguisme devra faire l'objet d'une opération de lancement, dont la DRAC et la DGLF devront être informées, destinée à rendre aisément visible l'existence de l'unité d'apprentissage dans le lieu où elle sera installée (affichage du logo «Année européenne des langues») et faire connaître sa création à l'extérieur.

Pour donner plus de visibilité à la création des Points plurilinguisme, il est suggéré d'inscrire leur lancement

dans le cadre des moments forts de l'Année européenne des langues (AEL) :

- Salon Expolangues à Paris (30 janvier-4 février 2001), dont l'AEL est l'invité d'honneur ;
- Lancement officiel de l'AEL en Suède (Etat assurant la présidence de l'Union européenne), 19-20 février ;
- Semaie de la langue française et de la francophonie, avec les opérations «Le français comme on l'aime» et «Dix mots pour les langues du monde» (17-23 mars) ;
- Manifestation nationale française (début avril) ;
- Semaine européenne pour l'apprentissage des langues par les adultes (5-11 mai) ;
- Journée européenne des langues (26 septembre).

L'opération *Points plurilinguisme*, lancée à l'occasion de l'Année européenne des langues en 2001, a vocation à perdurer. Elle a pour objectif, à plus long terme, d'offrir sur l'ensemble du territoire un réseau d'outils efficaces de proximité pour favoriser l'apprentissage des langues à tout âge de la vie. Dans cette optique, et dans un premier temps, un annuaire des Points plurilinguisme sera réalisé par la DGLF avant la fin de l'année et un échange d'expériences entre les participants sera favorisé. Des séances de formation pourront être organisées si le besoin s'en fait sentir. En outre, afin de dresser un premier bilan de l'expérience, la DGLF souhaiterait recueillir à la fin de l'année toute information

sur l'activité des points plurilinguisme en termes de fréquentation, globalement et langue par langue, et connaître le point de vue des utilisateurs et des organisateurs sur ce nouveau service.

Pour créer un *Point plurilinguisme*, les ECM transmettront à la direction régionale des affaires culturelles un dossier précisant :

- le contenu de leur projet ;
- les langues concernées, et les méthodes mises à disposition ;
- un budget de l'opération ;
- les équipements, informatiques disponibles ;
- un n° de *SIRET* et un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- le régime juridique de la mise à disposition ;
- l'implantation, et les conditions d'accès au Point plurilinguisme.

Le dossier sera transmis par le directeur régional des affaires culturelles, avec son avis, à la délégation générale à la langue française. Celle-ci le soumettra au comité national français pour l'année des langues qui décerne les labels.

(pièces jointes pages suivantes)

FICHES DEMANDE DE MATERIEL

Année européenne des langues 2001,

et

Le français comme on l'aime (17-23 mars 2001)

Deux types de matériel disponibles

➔ «Année européenne des langues 2001», édité par la Commission européenne et utilisable durant toute l'année 2001.

➔ «Le français comme on l'aime», édité par la Délégation générale à la langue française pour les opérations organisées spécifiquement dans ce cadre.

**Fiches à renvoyer à Astrid MOITRIEUX par télécopie (01 40 15 36 76) ou par
mél (astrid.moitrieux@culture.gouv.fr)**

DRAC : _____

Contact : _____

Adresse : _____

2001

ANNEE EUROPEENNE DES LANGUES

MATERIEL DISPONIBLE

AFFICHES 60x90

- Affiches quantité :

AUTOCOLLANTS par planches de 16

- Autocollants quantité :

LOGO Année européenne des langues 2001 (format électronique tif)

- Couleur quantité :
- Noir et blanc quantité :

DOSSIER DE PRESENTATION de l'Année européenne des langues

- Dossier de présentation quantité :

LE FRANÇAIS COMME ON L'AIME DU 17 AU 23 MARS 2001

MATERIEL DISPONIBLE

AFFICHES

Les affiches «Le français comme on l'aime» sont disponibles en deux format.

D'autre part, une version existe pour chacune d'entre elles sur laquelle on peut repiquer des dates spécifiques.

- | | |
|---|------------|
| • <u>Affiche 40x60</u> | quantité : |
| • <u>Affiche 40x60 à repiquer</u> | quantité : |
| • <u>Affiché 120x176</u> | quantité : |
| • <u>Affiche 120x176 à repiquer</u> | quantité : |
| • <u>Ektachromes de l'affiche</u> | quantité : |
| • Le visuel de l'affiche est disponible sous format électronique html par mél ou sur disquette | |

oui - non

MATERIEL D'EDITION reprenant le logo de la campagne 2001 :

- | | |
|--|------------|
| • <u>Papier à en-tête</u> , logo aligné à gauche avec les dix mots | quantité : |
| • <u>Papier à en-tête</u> , logo agrandi et centré sur page | quantité : |
| • <u>Chemises de dossier de presse</u>
avec logo et coordonnées nationales (DGLF) | quantité : |

EDITIONS

- | | |
|---|------------|
| • <u>Livret 10 mots</u> | quantité : |
| • <u>Le français terre d'accueil</u> , par Henriette Walter | quantité : |
| • <u>La langue française à travers les âges</u> , par Nina Catach | quantité : |
| • <u>Documents pédagogiques</u> | quantité : |
| • <u>Jeux de mots</u> | quantité : |

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 2 février 2001 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de l'industrie cinématographique et notamment ses articles 19 à 22 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du code susvisé.

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont habilités, conformément à l'article 14 du décret du 23 février 1990 susvisé, les agents ci-après désignés :

ALBERTELLA Xavier	KHUN Bernard
BAICHE Laurent	LE GAL Gérard
BITSCH Richard	MONTEIL Martine
BUSIDAN Eric	ORBILLOT Régis
DAVY Stéphane	PANCIATICI Josiane
DEMICHY Maurice	PELLISSIER Pierre-Louis
DENIS Christine	RAYMONDAUD Hélène
EYNARD Pierre	RENAUD Dominique
FACON-SORET Laetitia	RIALLAND Yves
GAUTIER Philippe	SALIN Bruno
GUITTET Joëlle	VINCENDEAU Françoise
HEBERT Thierry	VINCENT Catherine
JAVON Jean-Pierre	

afin d'effectuer tout contrôle conformément à l'article 12 du même décret.

Art. 2. - Cette décision abroge la décision du 15 février 1999.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Tasca

Décision du 26 février 2001 portant nomination à la commission scientifique des archives du film.

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 69-675 du 16 juin 1969 relatif à la conservation des films par le Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du 20 décembre 1994 portant création d'une Commission des archives du film au Centre national de la cinématographie et notamment son article 3.

Décide :

Article unique :

Est nommé, pour une période de deux ans en tant que personnalité qualifiée et président de la commission scientifique des archives du film :

Monsieur Jean Gili, professeur à Paris I

Le directeur général du Centre national de la cinématographie
Jean-Pierre Hoss

Décision du 26 février 2001 modifiant la décision du directeur général du Centre national de la cinématographie du 20 décembre 1994 portant création d'une commission des archives du film au CNC.

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 69-675 du 16 juin 1969 relatif à la conservation des films par le Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du directeur général du Centre national de la cinématographie du 20 décembre 1994 portant création d'une commission des archives du film au Centre national de la cinématographie.

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 3 de la décision du 20 décembre 1994 susvisé est ainsi modifié :

«Article 3 - Cette commission comprend cinq membres, à savoir :

- président : une personnalité qualifiée nommée pour une durée de deux ans renouvelable par décision du directeur général du Centre national de la cinématographie ;
- le directeur général du Centre national de la cinématographie ou son représentant ;
- le chef du service des archives du film ;
- le directeur de la Cinémathèque Française ;
- l'administrateur de la Cinémathèque de Toulouse.»

Le directeur général du Centre national de la cinématographie
Jean-Pierre Hoss

ANNEXE

Décision du 20 décembre 1994 modifiée, portant création d'une commission des archives du film au CNC.

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 69-675 du 16 juin 1969 relatif à la conservation des films par le Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du directeur général du Centre national de la cinématographie du 20 décembre 1994 portant création d'une commission des archives du film au Centre national de la cinématographie.

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé au Centre national de la cinématographie une Commission scientifique des archives du film.

Art. 2. - La commission scientifique des archives du film établit annuellement le programme des travaux de sauvegarde et de restauration des documents cinématographiques sur support nitré.

La commission contrôle périodiquement l'état d'avancement du programme et rend publics les résultats obtenus à la fin de chaque exercice.

Art. 3. - Cette commission comprend cinq membres, à savoir :

- président : une personnalité qualifiée nommée pour une durée de deux ans renouvelable par décision du directeur général du Centre national de la cinématographie ;
- le directeur général du Centre national de la cinématographie ou son représentant ;
- le chef du service des archives du film ;
- le directeur de la Cinémathèque Française ;
- l'administrateur de la Cinémathèque de Toulouse.

Art. 4. - La décision du directeur général du Centre national de la cinématographie en date du 20 novembre 1992 et relative à la Commission scientifique des archives du film est abrogée.

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,
Jean-Pierre Hoss

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU**Décision n° 151-N du 27 février 2001 portant délégation de signature.**

Le Président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou modifiée par la loi n° 2000-643 du 10 juillet 2000 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou modifié par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret du 26 mars 1999 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 2001 nommant M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel ;

Vu la décision n° 1424 K du 16 octobre 2000 portant délégation de signature

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 4 de la décision n° 1424K du 16 octobre 2000 portant délégation de signature susvisée est modifiée comme suit :

«Article 4 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Païni, directeur du département du développement

culturel, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel, délégation est donnée à Mme Marianne Alphant, chef du service des revues parlées, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, à M. Roger Rotmann, chef du service des forums de société, à Mme Sylvie Pras, chef du service des cinémas, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait».

Art. 2. – A l'article 9 est ajouté l'alinéa suivant :

«En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Martinez, attaché principal chargé de la coordination et de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces».

Art. 3. - Tous les autres articles de la décision portant délégation de signature susvisée restent inchangés et demeurent applicables.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

Décision du 15 février 2001 relative à l'informatisation du fichier relatif aux archives du personnel de la Bibliothèque nationale de France.

Le président de la Bibliothèque nationale de France,
Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 15,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n° 78-1223 du 28 décembre 1978 et n° 79-421 du 30 mai 1979, et n° 80-1030 du 18 décembre 1980,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 31 janvier 2001,

Vu le décret n° 94-3 du 3 janvier 1994 portant création de la Bibliothèque nationale de France,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à la Bibliothèque nationale de France, un traitement automatisé d'informations nominatives.

Ce fichier est intitulé Fichier archives du personnel.

Le traitement du fichier des archives du personnel de la Bibliothèque nationale de France est destiné à permettre la gestion informatisée des dossiers archivés des membres du personnel ayant quitté l'établissement.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives traitées sont les suivantes : identité (nom et prénom, date de naissance), numéro de sécurité sociale, vie professionnelle (date d'entrée et de sortie de l'établissement).

Les données informatiques nominatives sont conservées pendant une durée maximale de 70 ans à compter de la date définitive de sortie de l'établissement de l'intéressé.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont les agents habilités de la Bibliothèque nationale de France, en particulier les membres de la mission des archives, direction de l'administration et du personnel.

Art. 4. - Le droit d'accès prévu par l'article 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la mission des archives, direction de l'administration et du personnel, Quai François Mauriac, 75706 Paris cedex 13.

Art. 5. - Le président de la Bibliothèque nationale de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture.

Le président de la Bibliothèque nationale de France
Jean-Pierre Angremy

Mesures d'informations

Relevé des textes parus au Journal officiel

JANVIER 2001

JO n° 1 des 1^{er} et 2 janvier 2001

Ordre national de la légion d'honneur

Page 5 Décret du 30 décembre 2000 portant promotion (culture : commandeur : M de Royère Lucien).

Page 6 Décret du 30 décembre 2000 portant promotion et nomination (culture, pp. 17-18, dont nos collègues : officier : MM. Jarrige Jean-François et Pattyn Christian ; chevalier : M. Bèguin Gilles, Mme Blanchet Lydia, épouse Chaize, MM. Bouflet Jacques et Dalbera Jean-Pierre, Mme Giraudy Danièle, MM. Latarget Bernard et Martin Stéphane, Mme Perrot Luce.

Patrimoine et décentralisation culturelle : officier : M. Ponnau Dominique ; Chevalier : M. Bengio Abraham, Mmes Durand-Evrard Françoise, Pot Nicole et Bercé Françoise).

JO n° 2 du 3 janvier 2001

Culture

Page 68 Arrêté du 22 décembre 2000 portant nomination à la commission d'aide à la première exposition.

JO n° 3 du 4 janvier 2001

Page 93 Loi n° 2001-1 du 3 janvier 2001 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire.

Page 96 Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi que du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

JO n° 5 du 6 janvier 2001

Economie, finances et industrie

Page 270 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 27 novembre 2000 au 1^{er} décembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Intérieur

Page 285 Arrêté du 26 décembre 2000 portant

agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Culture

Page 301 Décret du 4 janvier 2001 portant nomination du directeur de l'Ecole du Louvre (M. Ponnau Dominique).

JO n° 6 du 7 janvier 2001

Culture

Page 335 Décision du 17 octobre 2000 portant délégation de signature (M. Hoss Jean-Pierre).

Page 336 Décision n° 1 du 4 janvier 2001 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle relative à la rémunération pour copie privée.

Page 367 Arrêté du 4 janvier 2001 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. Rebut-Sarda Michel).

JO n° 7 des 8 et 9 janvier 2001

Fonction publique

Page 400 Arrêté du 29 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 19 juin 1970 modifié instituant un comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat

Premier ministre

Page 400 Arrêté du 27 décembre 2000 portant affectation (administrateurs civils) (M. Hoog Emmanuel).

Culture

Page 406 Arrêté du 6 décembre 2000 portant inscription à un tableau d'avancement (services déconcentrés).

Page 406 Arrêté du 22 décembre 2000 portant nomination (régisseurs de recettes) (M. Pèlerin Laurent).

Page 406 Arrêté du 29 décembre 2000 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (arts décoratifs, métiers d'art et design industriel).

Page 407 Arrêté du 29 décembre 2000 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (photographie).

JO n° 8 du 10 janvier 2001**Economie, finances et industrie**

Page 432 Arrêté du 29 décembre 2000 portant annulation de crédits (culture, titre V : patrimoine monumental).

Culture

Page 447 Décret n° 2001-20 du 8 janvier 2001 modifiant le décret n° 84-969 du 26 octobre 1984 instituant l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

Page 447 Décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001 portant création de l'école d'architecture de Paris-Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris-Conflans, Paris-la-Seine et Paris-Villemin.

Page 448 Décret n° 2001-22 du 9 janvier 2001 portant création de l'école d'architecture de Paris-Malaquais et suppression de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Page 449 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant les catégories, le nombre de bénéficiaires et les taux des indemnités de sujétions spéciales attribuées à certains conservateurs du patrimoine et conservateurs généraux du patrimoine relevant du ministère chargé de la culture.

Page 450 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant les montants de l'indemnité pour travail dominical permanent attribuée aux personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture.

Page 450 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité pour travail dominical permanent attribuée à certains techniciens des services culturels et des Bâtiments de France.

Page 450 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant les modalités d'attribution et les montants moyens de la prime d'encadrement des techniciens d'art du ministère chargé de la culture.

Page 451 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant moyen annuel de la prime fonctionnelle allouée aux directeurs des écoles d'architecture.

Page 451 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant moyen de la prime de sujétion des techniciens d'art du ministère chargé de la culture.

Page 451 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale du directeur du musée d'Orsay.

Page 452 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale du secrétaire général de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 452 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale de l'administrateur général de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 452 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale du président de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 452 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale du délégué général à la langue française.

Page 453 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de charges administratives des professeurs des écoles nationales d'art.

Page 453 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine.

Page 453 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de fonction des fonctionnaires occupant un emploi de directeur régional des affaires culturelles.

Page 454 Arrêté du 26 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité de sujétion spéciale du directeur général de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

JO n° 9 du 11 janvier 2001**Culture**

Page 522 Décret du 10 janvier 2001 portant nomination du directeur de la Bibliothèque publique d'information (M. Grunberg Gérald).

Economie, finances et industrie

Page 551 Arrêté du 29 décembre 2000 relatif aux redevances de procédures perçues par l'Institut national de la propriété industrielle.

JO n° 10 du 12 janvier 2001**Premier ministre**

Page 566 Arrêté du 11 janvier 2001 portant nomination du président de la Commission générale de terminologie et de néologie (M. de Broglie Gabriel).

Conventions collectives

Page 586 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 11 du 13 janvier 2001**Economie, finances et industrie**

Page 626 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 11 au 15 décembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Intérieur

Page 639 Arrêté du 2 janvier 2001 relatif au budget de la fondation Singer-Polignac pour l'exercice 2000.

Fonction publique

Page 658 Arrêté du 3 janvier 2001 fixant le nombre

de places offertes au cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.
Page 658 Arrêté du 29 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 19 juin 1970 modifié instituant un comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat (rectificatif).

Conventions collectives

Page 675 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 12 du 14 janvier 2001

Emploi et solidarité

Page 702 Arrêté du 3 janvier 2001 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (culture, p. 703 : Sciences Com' à Nantes).

JO n° 13 des 15 et 16 janvier 2001

Economie, finances et industrie

Page 785 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 4 au 8 décembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Intérieur

Page 795 Décret n° 2001-41 du 12 janvier 2001 fixant le montant en euros de la subvention reçue à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations.

Culture

Page 799 Arrêté du 2 janvier 2001 portant attribution d'ensembles immobiliers.

Page 807 Arrêté du 2 janvier 2001 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Rabaté Laurent).

Page 807 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 14 du 17 janvier 2001

Premier ministre

Page 859 Circulaire du 8 janvier 2001 relative aux directives nationales d'orientation.

Culture

Page 876 Arrêté du 19 décembre 2000 fixant la liste des bibliothèques dans lesquelles peuvent être créés plusieurs emplois de conservateur territorial des bibliothèques ainsi que la liste des établissements dans lesquels peuvent exercer un ou plusieurs conservateurs en chef territoriaux des bibliothèques.

Page 890 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 15 du 18 janvier 2001

Présidence de la République

Page 928 Décret du 17 janvier 2001 portant nomination du président et de membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (président : M. Baudis Dominique).

Page 928 Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

Culture

Page 964 Arrêté du 27 décembre 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Nancy (M. Vattier Guy).

JO n° 16 du 19 janvier 2001

Culture

Page 1005 Décret du 17 janvier 2001 portant délégation de signature (Mme Hubac Sylvie, M. Rebut-Sarda Michel).

Conventions collectives

Page 1026 Avis relatif à l'extension d'un accord interdépartemental (Côte-d'Or, Saône-et-Loire et Yonne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 17 du 20 janvier 2001

Premier ministre

Page 1048 Décision du 19 janvier 2001 portant attribution du label «Grande Cause nationale» pour l'année 2001 (dont COFAC = Coordination des associations et fédérations culturelles).

Economie, finances et industrie

Page 1054 Circulaire du 1^{er} décembre 2000 relative à la cession gratuite par l'Etat de matériels informatiques sur le fondement des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 69-1 du code du domaine de l'Etat.

Page 1056 Circulaire du 1^{er} décembre 2000 relative à la cession gratuite par les administrations centrales de l'Etat de matériels informatiques sur le fondement des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 69-1 du code du domaine de l'Etat.

Culture

Page 1088 Décision du 10 janvier 2001 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique (Mme Mariani-Ducray Francine, M. de Seauve Mathieu).

JO n° 19 des 22 et 23 janvier 2001

Equipement, transports et logement

Page 1182 Décret n° 2001-62 du 22 janvier 2001 modifiant le décret n° 82-719 du 16 août 1982 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 82-283

du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances.

Culture

Page 1193 Décret du 22 janvier 2001 portant nomination de la directrice des Archives de France (Mme de Boisdeffre Martine).

JO n° 20 du 24 janvier 2001

Economie, finances et industrie

Page 1218 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 18 au 22 décembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 1235 Arrêté du 22 décembre 2000 relatif à l'institution d'une régie d'avances et de recettes auprès de la Réunion des musées nationaux.

JO n° 21 du 25 janvier 2001

Culture

Page 1283 Arrêté du 23 janvier 2001 portant délégation de signature (Mme de Boisdeffre Martine).

Fonction publique

Page 1288 Arrêté du 16 janvier 2001 fixant le montant de la subvention versée aux organisations syndicales représentatives de fonctionnaires de l'Etat.

Conventions collectives

Page 1299 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 1299 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 1299 Avis relatif à l'élargissement d'un accord interdépartemental (Drôme, Loire, Rhône et Savoie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 22 du 26 janvier 2001

Culture

Page 1385 Arrêté du 11 janvier 2001 relatif au budget de l'école d'architecture de Paris-Malaquais pour l'exercice 2001.

Page 1385 Arrêté du 11 janvier 2001 relatif au budget de l'école d'architecture de Paris-Val de Seine pour l'exercice 2001.

Page 1398 Arrêté du 11 janvier 2001 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Mariotte Jean-Yves).

Conventions collectives

Page 1399 Arrêté du 17 janvier 2001 portant extension de la convention collective nationale des professions de la photographie.

JO n° 23 du 27 janvier 2001

Economie, finances et industrie

Page 1462 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 25 au 29 décembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 1475 Arrêté du 17 janvier 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Toulouse : *Nicolas Tournier*).

Page 1475 Arrêté du 18 janvier 2001 modifiant les modalités du contrôle financier sur l'Ecole nationale du patrimoine.

Page 1488 Arrêté du 12 janvier 2001 portant promotion (services déconcentrés).

Page 1488 Arrêté du 18 janvier 2001 portant nomination du directeur du projet pour l'enseignement et la recherche de l'Etablissement public du musée du quai Branly (M. Desvaux Emmanuel).

Page 1489 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Conventions collectives

Page 1491 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 25 des 29 et 30 janvier 2001

Fonction publique

Page 1613 Arrêté du 3 janvier 2001 fixant le nombre de places offertes en 2001 au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

JO n° 26 du 31 janvier 2001

Page 1652 Loi n° 2001-84 du 30 janvier 2001 autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières (ensemble 11 annexes).

Page 1653 Loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000) (rectificatif).

Economie, finances et industrie

Page 1656 Arrêté du 19 janvier 2001 portant fixation du salaire de référence et de la valeur du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire des assurances sociales institué par le décret n° 70-1277

du 23 décembre 1970 (IRCANTEC).

Culture

Page 1673 Arrêté du 26 janvier 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement de chefs de travaux d'art (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 1673 Arrêté du 26 janvier 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 1674 Arrêté du 26 janvier 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 1674 Arrêté du 26 janvier 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

FEVRIER 2001

JO n° 28 du 2 février 2001

Culture

Page 1817 Arrêté du 2 janvier 2001 portant nomination au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M. Païni Dominique).

JO n° 29 du 3 février 2001

Culture

Page 1890 Décret du 1^{er} février 2001 portant nomination de la directrice des musées de France (Mme Mariani-Ducret Francine).

Page 1890 Arrêté du 19 janvier 2001 portant promotion (services déconcentrés).

Page 1890 Arrêté du 22 janvier 2001 portant nomination au conseil scientifique du musée de la musique.

JO n° 30 du 4 février 2001

Economie, finances et industrie

Page 1925 Arrêté du 25 janvier 2001 portant transfert de crédits (culture, tableau A, titre III : participation aux charges de pensions).

Fonction publique

Page 1932 Décret n° 2001-99 du 31 janvier 2001 portant modification du décret n° 68-756 du 13 août 1968 pris pour l'application de l'article L. 28 (3^e alinéa) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Culture

Page 1968 Décret du 2 février 2001 portant nomination de la directrice générale de la Bibliothèque nationale de France (Mme Saal Agnès).

Page 1968 Arrêté du 2 février 2001 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (Mme Saal Agnès).

JO n° 31 des 5 et 6 février 2001

Intérieur

Page 2015 Arrêté du 18 janvier 2001 modifiant l'arrêté du 21 août 1970 fixant les modalités d'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

Conventions collectives

Page 2034 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des laboratoires cinématographiques et du sous-titrage.

Page 2034 Avis relatif à l'extension d'un accord interdépartemental (Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Finistère) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 32 du 7 février 2001

Culture

Page 2085 Arrêté du 1^{er} février 2001 portant création de la commission nationale «culture-handicap».

Page 2086 Arrêté du 2 février 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés, spécialité Bâtiments de France (femmes et hommes,) du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 33 du 8 février 2001

Economie, finances et industrie

Page 2151 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (modification du tableau publié au Journal officiel du 13 janvier 2001).

Culture

Page 2178 Arrêté du 29 janvier 2001 portant révision des charges d'une donation (donation Madeleine Kemeny).

Page 2178 Liste de élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Page 2179 Liste de élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

Conventions collectives

Page 2182 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 34 du 9 février 2001**Culture**

Page 2225 Arrêté du 30 janvier 2001 relatif aux modalités des élections des représentants des usagers au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France.

Page 2237 Arrêté du 7 février 2001 portant cessation de fonction au cabinet de la ministre (M. Métoudi Gérard).

JO n° 35 du 10 février 2001**Intérieur**

Page 2270 Arrêté du 1^{er} février 2001 relatif au budget de la fondation Singer-Polignac pour l'exercice 2000.

Page 2270 Arrêté du 1^{er} février 2001 relatif au budget de la fondation Singer-Polignac pour l'exercice 2001.

Culture

Page 2295 Arrêté du 24 janvier 2001 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Picquenard Thérèse).

Page 2295 Arrêté du 1^{er} février 2001 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (Mme Hoyet de Boisjolly Dominique).

JO n° 36 du 11 février 2001**Culture**

Page 2334 Décision du 2 janvier 2001 portant nomination à la commission de soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

JO n° 37 des 12 et 13 février 2001**Culture**

Page 2405 Décisions du 16 janvier 2001 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Page 2405 Décision du 29 janvier 2001 portant nomination aux commissions régionales d'encouragement à l'animation et à la diffusion cinématographiques.

JO n° 38 du 14 février 2001**Premier ministre**

Page 2455 Circulaire du 12 février 2001 relative aux montants monétaires figurant dans les textes législatifs et réglementaires.

Economie, finances et industrie

Page 2457 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 2 au 26 janvier 2001 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 2486 Décret du 12 février 2001 portant

nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (Mme Barbaroux Monique).
Page 2486 Décret du 13 février 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Hoog Emmanuel).
Page 2486 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 39 du 15 février 2001**Economie, finances et industrie**

Page 2521 Décret n° 2001-138 du 12 février 2001 fixant le taux d'intérêt légal pour l'année 2001.

Emploi et solidarité

Page 2525 Arrêté du 8 février 2001 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (Industrie et Culture, p. 2526 : Ecole nationale supérieure de création industrielle).

Intérieur

Page 2528 Arrêté du 2 février 2001 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (association Rénovation à Bordeaux).

Equipeement, transports et logement

Page 2531 Arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions d'organisation de l'examen de guide-interprète régional.

Culture

Page 2533 Arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-Conflans.

Page 2533 Arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Page 2534 Arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-la-Seine.

Page 2534 Arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 2535 Arrêté du 6 février 2001 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 2535 Arrêté du 6 février 2001 portant création et délimitation d'un secteur sauvegardé (quartiers historiques de Charleville-Mézières).

Page 2535 Arrêté du 7 février 2001 fixant le montant de la prime de sujétions spéciales attribuée aux personnels qualifiés des parcs et jardins relevant de la direction du patrimoine au ministère de la culture.

Page 2557 Arrêté du 1^{er} février 2001 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Rosenberg Pierre).

Page 2557 Arrêté du 1^{er} février 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs de 1^{ère} classe du patrimoine).

Page 2557 Arrêté du 6 février 2001 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (Franche-Comté : M. Chatauret Pierre).

JO n° 40 du 16 février 2001

Economie, finances et industrie

Page 2575 Arrêté du 29 décembre 2000 fixant les taux maxima des indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux comptables des services de l'Etat dotés d'un budget annexe et aux agents comptables d'établissements publics nationaux.

Culture

Page 2584 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-142 du 14 février 2001 portant approbation de modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés France 2 et France 3.

Page 2584 Décret n° 2001-142 du 14 février 2001 portant approbation de modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés France 2 et France 3.

Page 2585 Arrêté du 8 février 2001 modifiant l'arrêté du 14 septembre 2000 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine (hors concours externe, spécialité archives).

Page 2591 Décret du 13 février 2001 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale (Mme Franceschini Laurence).

Page 2591 Décret du 15 février 2001 portant nomination du président de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Hoog Emmanuel).

JO n° 41 du 17 février 2001

Culture

Page 2680 Décret du 15 février 2001 portant délégation de signature (Mme de Boisdeffre Martine).

Fonction publique

Page 2685 Arrêté du 9 février 2001 autorisant l'ouverture des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration pour l'année 2001 (femmes et hommes).

Culture

Page 2691 Arrêté du 6 février 2001 portant nomination du président du conseil d'administration de l'écoles d'architecture de Languedoc-Roussillon (M. Verdier Thierry).

Fonction publique

Page 2692 Arrêté du 9 février 2001 portant nomination des élèves de la promotion 2001-2003 de l'Ecole nationale d'administration.

JO n° 42 du 18 février 2001

Culture

Page 2723 Décret du 16 février 2001 portant délégation de signature (Mme Mariani-Ducray Francine).

Page 2725 Arrêté du 8 février 2001 portant délégation de signature (Mme Mariani-Ducray Francine).

Page 2725 Arrêté du 15 février 2001 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Etablissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Page 2737 Décret du 16 février 2001 portant nomination du directeur du Théâtre national de l'Odéon (M. Lavaudant Georges).

JO n° 44 du 21 février 2001

Intérieur

Page 2847 Arrêté du 8 février 2001 portant approbation de la modification des statuts et du titre d'un établissement d'utilité publique (Animation Jeunesse, centre d'entraînement aux techniques d'expression et de communication (CETEC)).

Culture

Page 2854 Décret du 14 février 2001 approuvant la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Tours (Indre-et-Loire).

Page 2854 Décret du 19 février 2001 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle Saint-Nicolas d'Harambels à Ostabat-Asme (Pyrénées-Atlantiques).

Page 2854 Arrêté du 31 janvier 2001 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du Pavillon des arts pour une exposition (exposition : *Ani, capitale de l'an mil*).

Agriculture et pêche

Page 2855 Arrêté du 9 février 2001 portant ouverture en 2001 d'un concours commun pour l'admission d'élèves en première année de la formation de paysagiste DPLG à l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles et à l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Culture

Page 2866 Arrêté du 1^{er} février 2001 portant admission à la retraite (chargés d'étude documentaires) (Mlle Célestin Nicole).

Page 2866 Arrêté du 7 février 2001 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 2866 Arrêté du 8 février 2001 portant admission à la retraite (chargés d'étude documentaires) (Mlle Montembault Marie).

Page 2866 Arrêté du 12 février 2001 portant

nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des établissements de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées ou dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées en établissements cinématographiques dont la ou les salles sont classées dans la catégorie art et essai.

Page 2866 Décision du 9 février 2001 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Djache Nzefa Sylvain).

JO n° 45 du 22 février 2001

Culture

Page 2909 Décret du 20 février 2001 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle du château de Cruzille à Châtenoy-le-Royal (Saône-et-Loire).

JO n° 46 du 23 février 2001

Premier ministre

Page 2943 Arrêté du 21 février 2001 relatif à la composition du groupe de travail placé auprès du président de la mission interministérielle pour l'accès public à la micro-informatique, à l'internet et au multimédia.

Equipement, transports et logement

Page 2982 Arrêté du 20 février 2001 instituant le comité du programme d'histoire et d'évaluation des

villes nouvelles françaises.

Culture

Page 2983 Arrêté du 12 décembre 2000 portant modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (Saint-Germain-en-Laye, Yvelines).

JO n° 47 du 24 février 2001

Premier ministre

Page 3041 Décret du 22 février 2001 portant nomination dans le corps des administrateurs civils au tour extérieur 2000 (culture : M. André-Bernavon Philippe, Mme Ibarra Florence).

Page 3042 Arrêté du 21 février 2001 portant nomination au conseil d'administration du groupement d'intérêt public Institut des villes (Mme Trautmann Catherine).

Culture

Page 3050 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 49 des 26 et 27 février 2001

Culture

Page 3130 Arrêté du 12 février 2001 portant création d'un conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques

Page 3152 Arrêté du 19 février 2001 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (Mme Châteauminis Alyette).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO n° 1 du 1^{er} janvier 2001

Réponse aux questions de :

- M. Guy Lengagne sur les mesures qui seront prises pour sauver la pluralité de l'offre cinématographique, garantie par les salles indépendantes, dans le contexte extrêmement concurrentiel des formules d'abonnement pratiquées par Pathé, UGC et depuis peu par Gaumont.
(Question n° 50275-28.08.2000).

- M. Jacques Le Nay sur le montant et la répartition des aides qu'accorde la DRAC Bretagne aux différents festivals de cinéma qui se déroulent en Bretagne chaque année.
(Question n° 52018-09.10.2000).

- M. Léonce Deprez sur l'importance de la publication du décret d'application de l'article 11-1, de la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000 relative à la liberté de communication, concernant le contrôle de la gestion et des comptes des sociétés de perception et de répartition des droits, qui déterminera les modalités d'exercice du droit à communication prévu par l'article 1855 du code civil.
(Question n° 52886-30.10.2000).

- M. Didier Julia sur la fermeture de musées certains jours de la semaine par manque de personnel, cas du château de Fontainebleau dorénavant fermé les matinées des samedis et dimanches, jours les plus fréquentés, une restriction de crédits l'empêchant de renouveler les contrats de vacation mensuels ou bi-mensuels de ses personnels de surveillance, et sur

l'intention de la ministre d'y remédier par des mesures financières ou en leur accordant des surveillants au statut plus pérenne.

(Question n° 52894-30.10.2000).

- M. Didier Chouat sur les mesures qui seront prises pour réaffirmer le statut des journalistes pigistes et faire en sorte qu'il soit réellement appliqué par l'ensemble des organes de presse.

(Question n° 53312-06.11.2000).

- M. Jean-Paul Durieux sur la position de la ministre à l'égard des revendications des enseignants des écoles nationales d'art : pour les professeurs, un statut d'enseignant du supérieurs, pour les écoles, un statut d'établissement d'enseignement supérieur et pour les diplômes délivrés, une reconnaissance à l'échelle nationale et européenne.

(Question n° 53622-13.11.2000).

JO n° 2 du 8 janvier 2001

Réponse à la question de :

- M. Georges Sarre sur les priorités et initiatives défendues par la France en matière de politique culturelle commune au sein de l'Union européenne, les professionnels craignant que le secteur culturel "soit un jour ou l'autre une monnaie d'échange pour la protection d'autres secteurs industriels" étant données les divergences communautaires sur la mise en œuvre de la politique audiovisuelle et culturelle européenne (retard du renouvellement du programme d'aide européen au cinéma «MEDIA» et remise en cause des systèmes nationaux d'aide à la création audiovisuelle), et alors que la Commission européenne a mandat de défendre à l'OMC les acquis européens.

(Question n° 53993-20.11.2000).

JO n° 3 du 15 janvier 2001

Réponse aux questions de :

- Mme Nicole Feidt sur les défaillances, eu égard à la médiocrité des programmes de France 2 et France 3 durant toute la période de l'été 2000, qui ont pu conduire le CSA et l'encadrement de ces chaînes à assumer la responsabilité d'une programmation aussi déficiente.

(Question n° 50557-11.09.2000).

- M. Armand Jung sur les mesures immédiates qui seront prises pour réduire le fossé numérique résultant de la société d'information en pleine croissance, et appliquer les recommandations du Premier ministre en faveur de l'accès du plus grand nombre aux nouvelles technologies.

(Questions n° 50723-11.09.2000).

- M. Aloyse Warhouver sur les modalités qui permettraient aux petites communes placées sous la protection du service départemental d'architecture au titre d'un patrimoine inscrit à l'inventaire

supplémentaire des monuments historiques, et alors qu'elles reçoivent peu ou pas de touristes, d'accueillir et d'implanter des bâtiments techniques de télécommunications pour désenclaver les zones rurales.

(Question n° 52353-16.10.2000).

- M. Jean-Paul Dupré sur l'opportunité d'accompagner d'une compensation financière le projet de la DMF d'étendre aux musées des collectivités territoriales la mesure de gratuité mise en place pour le premier dimanche de chaque mois dans les musées nationaux.

(Question n° 53334-06.11.2000).

- M. Olivier de Chazeaux sur le paradoxe du maintien de France Télévision dans TPS malgré la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000 sur l'audiovisuel qui met fin à l'exclusivité des chaînes publiques sur ce bouquet satellitaire, et alors que le développement de nouvelles chaînes thématiques par le holding public fait concurrence aux intérêts de TPS dont France Télévision est actionnaire.

(Question n° 53713-13.11.2000).

- M. Christian Bourquin sur les mesures qui seront prises pour revaloriser le statut des journalistes pigistes et le faire respecter par l'ensemble des organes de presse.

(Question n° 54678-04.12.2000).

JO n° 4 du 22 janvier 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jean Charropin sur les menaces pesant sur l'émission dominicale «Le jour du Seigneur» diffusée par une chaîne du service public.

(Question n° 44267-03.04.2000).

- M. Bernard Perrut sur l'intention prêtée au Gouvernement français d'accepter, dans le cadre des négociations de l'OMC, l'abandon de la règle de l'unanimité qui prévaut au sein de l'Union européenne, ce qui reviendrait à priver le cinéma, l'audiovisuel et la propriété intellectuelle de la protection qui leur est accordée au titre de l'exception culturelle.

(Question n° 52874-30.10.2000).

- Mme Martine Lignières-Cassou sur les mesures qui seront prises pour améliorer l'accessibilité des lieux de culture (musées, salles de concert ou de spectacle) au public handicapé physique, sensoriel ou mental, le manque d'équipement, dénoncé par un rapport du Conseil économique et social, privant ces personnes d'un accès à la culture indispensable à leur socialisation et nuisant à l'intérêt économique de l'industrie nationale du tourisme et des loisirs.

(Question n° 53961-20.11.2000).

- Mme Michèle Alliot-Marie sur l'opportunité de maintenir le dispositif du guichet unique, obligatoire depuis le 2 novembre 2000 pour les employeurs occasionnels d'artistes et de techniciens du spectacle, eu égard aux effets néfastes et démotivants de ce

système qui, loin d'apporter la simplification administrative escomptée, oblige l'employeur de choisir entre les deux options : vignette ou guichet unique.
(Question n° 54887-04.12.2000).

JO n° 6 du 5 février 2001

Réponse à la question de :

- M. Didier Julia sur le moyen d'obtenir de la SACEM qu'elle ajuste ses tarifs à l'enjeu financier de l'activité pratiquée, le triplement de la redevance exigée des associations organisant des thés dansants, depuis l'instauration en septembre 2000 de nouveaux critères pour le calcul des droits, excédant leurs bénéfices et les amenant à abandonner cette activité.
(Question n° 52895-30.10.2000).

JO n° 7 du 12 février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Armand Jung sur le bilan, et les travaux en cours, du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel créé en 1999 pour démocratiser et décentraliser la culture et rendre plus efficace le partenariat Etat-collectivité.
(Question n° 51461-02.10.2000)

- M. Christian Bourquin sur les dispositions annoncées par la ministre au 55^{ème} congrès des exploitants de salles de Poitiers le 28 septembre 2000 en faveur des petits et moyens exploitants de salles de cinéma confrontés à «la guerre des abonnements illimités» pratiquée par UGC, Pathé, Gaumont et MK2, et sur son intention d'intégrer au projet de loi sur les nouvelles régulations économiques, un encadrement juridique soumettant les cartes d'abonnement à un agrément préalable du Conseil de la concurrence.
(Question n° 53506-06.11.2000).

- M. Yves Cochet sur le maintien de la France, malgré le contexte de la mondialisation, en marge de l'information internationale par le refus du CSA, depuis 1990, d'autoriser la diffusion en France (sauf à Paris) de Radio France Internationale (RFI) sur la bande FM, alors que cette radio publique, financée par les contribuables, dispense des programmes absents des autres radios.
(Question n° 53546-13.11.2000).

- M. Léonce Deprez sur les motifs et conditions du retrait par les autorités marocaines de l'accréditation du directeur du bureau de l'AFP à Rabat et de son expulsion le 6 novembre 2000.
(Question n° 54430-27.11.2000).

- MM. Lionnel Luca et Jean-Marie Demange sur l'opportunité de réformer le financement des CAUE en transformant la fluctuante TDCAUE en ressource fiscale basée sur le foncier bâti procurant des ressources constantes et durables, et sur l'intention

de la ministre d'associer les parties prenantes à la réflexion sur cette réforme.

(Questions n° 55144-11.12.2000 ; 55532-18.12.2000).

- M. Bernard Birsinger sur la situation de l'accueil dans les musées nationaux, un déficit de personnels notamment de surveillance, comme au Louvre où 25 à 30% des salles sont fermées au public, semblant accompagner la résorption de la précarité par titularisation, et sur l'importance de rendre accessible au public notre patrimoine national.

(Question n° 55418-18.12.2000).

- M. André Aschieri sur les mesures qui seront prises pour améliorer l'accueil du public handicapé dans les lieux de culture.

(Question n° 55588-18.12.2000).

JO n° 8 du 19 février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Michel Bouvard sur les moyens budgétaires et humains affectés aux musiques actuelles par le ministère chargé de la culture en 1999 et 2000 et sur l'incertitude que génère la réorganisation de la DMDTS quant au maintien d'interlocuteurs pour l'interfédération des musiques actuelles.

(Question n° 43788-27.03.2000).

- M. Léonce Deprez sur l'importance pour le patrimoine régional du Nord - Pas-de-Calais de sauvegarder et réhabiliter la château délaissé de Pont-de-Briques près de Boulogne-sur-Mer où vécut plusieurs mois Napoléon I^{er} préparant un projet de débarquement en Angleterre et qui pourrait devenir un musée de la coopération franco-anglaise.

(Question n° 52021-09.10.2000).

- M. Alain Juppé sur l'intention du Gouvernement, dans le cadre de l'année européenne des langues, décrétée en 2001 par l'UE et le conseil de l'Europe, de sensibiliser le plus large public au risque actuel d'uniformisation culturelle et linguistique, aux avantages de la francophonie et à ceux du multilinguisme, et de relancer la proposition d'une convention internationale sur l'enseignement obligatoire de deux langues vivantes étrangères (trilinguisme).

(Question n° 53769-20.11.2000).

- M. Léonce Deprez sur la mise en œuvre des engagements du «plan d'action pour les architectes et l'architecture», présenté le 27 juillet 1999, relatifs aux missions de service public et au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et notamment sur la nature, et les perspectives de concrétisation, des réflexions et propositions de la Fédération nationale des CAUE.
(Question n° 54590-04.12.2000).

- M. Guy Lengagne sur l'intention du Gouvernement de remédier aux inconvénients du guichet unique, dispositif créé en 1999 pour faciliter les démarches des associations employeur occasionnel du spectacle, et obligatoire depuis le 2 juin 2000 : distance, engorgement, délais et retards, non assistance à la rédaction des feuilles de paie, etc.
(Question n° 54595-04.12.2000).

- M. Jean de Gaulle sur les raisons du retard pris par la création de la Maison du cinéma (ouverture au public prévue pour fin 2000) dans les locaux de l'ex-American Center à Paris (12^{ème}) et sur l'intention des pouvoirs publics de faire aboutir promptement le projet malgré le renoncement au statut d'établissement public pour adopter celui de GIP.
(Question n° 55617-25.12.2000).

- M. Christian Estrosi sur la possibilité d'envisager le classement des immeubles et meubles meublant des établissements hôteliers français appartenant à l'histoire architecturale de notre pays afin de les protéger et de les conserver dans le patrimoine français, même si leurs propriétaires sont de nationalité étrangère.
(Question n° 55943-25.12.2000).

JO n°9 du 26 février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Hervé Morin sur le moyen de remédier à la mauvaise couverture en modulation de fréquence de certains départements du territoire français qui prive nos concitoyens de l'accès aux chaînes généralistes privées dans des conditions d'écoute satisfaisante.
(Question n° 44910-10.04.2000).

- M. Nicolas Sarkozy sur l'intention de la ministre de prendre des mesures afin de favoriser l'émergence de nouveaux talents dans le monde musical (auteurs et compositeurs).
(Question n° 45504-24.04.2000).

- M. Serge Blisko sur la disparité des aides attribuées aux journaux à faible tirage, notamment à la presse infantine (Le Petit Quotidien, Mon Quotidien, L'Actu) dont la qualité est reconnue et dont l'existence doit être soutenue car elle prépare les jeunes à la vie démocratique.
(Question n° 54536-04.12.2000).

- M. Georges Frêche sur l'intention du Gouvernement d'envisager la création d'une Bibliothèque nationale des personnes aveugles et mal-voyantes et la mise en place de départements spécialisés dans les bibliothèques existantes, afin de leur assurer une égalité des chances en leur facilitant l'accès à la lecture, les livres transcrits en braille étant trop peu nombreux, trop chers et limités aux titres à succès, le seul dictionnaire existant, le Petit Larousse, n'ayant pas

été réactualisé depuis 1956.

(Question n° 54580-04.12.2000).

- MM. Michel Liebgott et Thierry Mariani sur l'opportunité de réformer le financement des 87 CAUE en adoptant la proposition de la fédération nationale des CAUE d'une taxe attachée au foncier bâti, eu égard au rendement moindre, dans le contexte actuel, de la taxe départementale (TDCAUE) les finançant, basée depuis 1977 sur le dynamisme du mouvement constructif, et alors que la politique européenne tend à la disparition des taxes parafiscales.
(Questions n° 56499-15.01.2001 ; 56977-22.01.2001).

SÉNAT

JO n° 1 du 4 janvier 2001

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'état d'avancement de la construction des nouveaux locaux de l'école d'architecture du Languedoc dont les travaux devaient commencer dans le courant de l'année 2000, et si elle sera achevée, comme annoncé, en juin 2001.
(Question n° 28345-12.10.2000).

- M. Paul Dubrule sur le remède qui sera apporté aux conséquences du gel brutal, le 28 septembre 2000, des crédits de recrutements de vacataires saisonniers et de week-end pour le dernier trimestre de l'année 2000, mauvais coup porté aux musées nationaux, et particulièrement au Château de Fontainebleau obligé de fermer les matinées du samedi et dimanche en non respect des horaires publiés et au détriment des activités touristiques de la ville.
(Question n° 28808-02.11.2000).

- M. André Bohl sur les remèdes qui seront apportés à des incohérences de la mise en œuvre, désormais obligatoire, du guichet unique du spectacle occasionnel : l'augmentation des charges sociales pour les associations et les collectivités qui sont amenées à réduire le nombre de spectacles organisés, et la non habilitation de la caisse des congés spectacles à percevoir les cotisations des collectivités locales.
(Question n° 28934-09.11.2000).

JO n° 2 du 11 janvier 2001

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur le projet d'introduire "dans les premiers cycles d'enseignement [...] une éducation à l'image", annoncé lors du Conseil des ministres du 23 juin 1999, et si une telle disposition a bien été mise en œuvre, sur le nombre d'établissements scolaires concernés dans le département du Rhône à ce jour, et prévus pour 2001.
(Question n° 26384-29.06.2000).

- M. Michel Moreigne sur la nécessité que les habitants des départements faiblement peuplés et classés zone d'aménagement et de développement prioritaires, comme la Creuse, bénéficient dans un avenir proche, comme les sites urbains fortement peuplés, des nouvelles technologies DAB de diffusion numérique par voie hertzienne terrestre des émissions de Radio France, et donc de l'installation de nouveaux émetteurs après attribution du spectre hertzien nécessaire par le CSA.

(Question n° 26929-20.07.2000).

- M. René Tréguët sur l'avenir qui sera assuré à la banque de programmes et de services (BPS) née au sein de La Cinquième, cette chaîne éducative ayant été absorbée dans un nouvel ensemble juridique, et dans le contexte, évoqué à Lyon le 11 septembre 2000 au cours du colloque sur les industries culturelles européennes, des débouchés multiples, souvent gratuits, offerts par l'internet, le câble et le satellite qui posent le problème de la rentabilité des offres culturelles.

(Question n° 22713-21.09.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la participation du ministère chargé de la culture à la semaine européenne des technologies de l'information qui s'est tenue à Paris du 28 au 30 mars 2000, sur le bilan de cette semaine et sur ses conséquences quant aux moyens de la France face aux défis des nouvelles technologies.

(Question n° 27800-21.09.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures prises, depuis la recommandation des deux ministres lors de leur conférence de presse du 9 avril 1999 sur les «partenariats éducation-culture», d'encourager dès l'école maternelle la fréquentation régulière des œuvres cinématographiques en salle, et sur les critères de choix des films projetés à l'école, au collège, au lycée.

(Question n° 28346-12.10.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la création progressive "dans tous les lycées, d'ateliers d'expression artistique, animés par des intervenants extérieurs encadrés par des enseignants et couvrant les différentes disciplines artistiques" recommandée dans le cadre des «partenariats éducation-culture» par les deux ministres lors de leur conférence de presse du 9 avril 1999: état d'avancement, résultat, bilan.

(Question n° 28347-12.10.2000).

- M. Serge Mathieu sur l'importance de la publication des décrets d'application de la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000, relative à la liberté de communication, concernant le contrôle de la gestion et des comptes des sociétés de perception et de répartition des droits, qui détermineront les modalités d'exercice du droit à communication prévu par l'article 1855 du code civil.

(Question n° 28840-02.11.2000).

JO n° 4 du 25 janvier 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Donnay sur la restauration de la villa Cavois de Robert Mallet-Stevens à Croix : le coût de la préservation de ce patrimoine du XX^{ème} siècle sera-t-il pris en charge par l'Etat seul, ou les collectivités locales, voire d'autres partenaires, y seront-ils associés, et sur l'affectation qui sera réservée ultérieurement à cette villa. (Question au secrétaire d'Etat).

(Question n° 27878-28.09.2000).

- M. Jean-François Le Grand sur trois points du projet de loi sur l'archéologie qui inquiètent la communauté archéologique : le monopole exclusif confié à un établissement public au détriment du maillage des structures locales existantes, sa mainmise sur la gestion de la redevance payée par les aménageurs et donc sur le pouvoir de décision des conventions possibles, le démantèlement d'un service de l'Etat et des collectivités locales.

(Question n° 29616-07.12.2000).

JO n° 5 du 1^{er} février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Mahéas sur les dispositions qui seront prises pour réprimer les détournements de la liberté d'expression sur les ondes radiophoniques, y compris du service public, l'interview en direct d'auditeurs lors de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Autriche, leur ayant permis d'émettre des idées pro-nazies et de banaliser les idées racistes et xénophobes.

(Questions n° 23029-24.02.2000 ; 27919-28.09.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la concrétisation et le bilan du projet, annoncé le 9 avril 1999 dans le cadre des «partenariats éducation culture», d'étendre à 17 académies en 1999 l'intervention de jeunes ou futurs architectes dans le cycle des collèges «architecture au collège», et sur le nombre d'académies concernées à ce jour.

(Question n° 28510-19.10.2000).

- M. Robert Del Picchia sur l'intention de la ministre d'instaurer une véritable politique de la musique, malgré la disparition de la fonction de directeur de la musique lors de la constitution de la DMDTS en 1998, afin de promouvoir Paris et la France comme scène internationale de prestige, et de corriger nos carences actuelles (14 salles seulement en France contre 140 en Allemagne et aucun chef d'orchestre français).

(Question n° 29280-23.11.2000).

JO n° 7 du 15 février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur l'opportunité de revoir à la hausse les subventions destinées à compenser le coût

élevé du transport des films pour les petits exploitants des arrière-pays ruraux qui assurent une mission de service public local face à la concurrence des multiplexes.

(Question n° 25865-08.06.2000).

- M. Marcel Vidal sur l'état d'avancement du projet, dans le cadre de la coopération entre la FEMIS et les écoles allemandes de cinéma, d'un séminaire qui se tiendrait alternativement en France et en Allemagne.

(Question n° 28806-02.11.2000).

- M. Roger Hesling sur la nature, les perspectives et les échéances de l'action de la ministre visant à conforter le financement et les missions des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) en partenariat avec les représentants des collectivités locales.

(Question n° 29774-14.12.2000).

JO n° 8 du 22 février 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Legendre sur l'importance pour le patrimoine régional du Nord - Pas-de-Calais de sauvegarder et réhabiliter la château délaissé de Pont-de-Briques près de Boulogne-sur-Mer où vécut plusieurs mois Napoléon I^{er} préparant un projet de débarquement en Angleterre et qui pourrait devenir un musée de la coopération franco-anglaise.

(Question n° 28207-12.10.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur l'évolution du projet de création d'un Institut national d'histoire de l'art, annoncé le 9 avril 1999 dans le cadre des «partenariats éducation-culture».

(Question n° 28509-19.10.2000).

- M. Robert Del Picchia sur l'évolution des négociations avec le CSA, et les projets de législation envisagés, pour remédier aux conséquences de la décision du 22 février 2000 du CSA d'autoriser pour 18 mois la publicité télévisée des sites internet

qui avait permis la diffusion de publicités pour des secteurs interdits d'antenne.

(Question 29279-23.11.2000).

- M. Serge Mathieu sur la nature, les perspectives et les échéances de l'action de la ministre concrétisant les réflexions et propositions de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) visant à conforter le financement et les missions des CAUE en partenariat avec les représentants des collectivités locales.

(Question n° 29420-30.11.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le point de vue de la ministre à l'égard de la recommandation (p. 51) du rapport *Refonder l'action publique locale*, remis au Premier ministre le 17 octobre 2000, d'identifier et de classer les "écoles d'enseignements artistiques et musical relevant de l'enseignement supérieur pour une prise en charge par l'Etat et les régions".

(Question n° 29855-14.12.2000).

- MM. Jacques Legendre et Gérard Collomb, Mme Marie-Claude Beaudeau sur les mesures qui seront prises en faveur du statut de l'ensemble des écoles supérieures d'art, la décision de revaloriser les statuts des enseignants des 8 écoles nationales s'avérant dévalorisante pour les 48 établissements des collectivités territoriales, pour leurs enseignants et pour 87% des étudiants qui se forment aux mêmes diplômes en région.

(Questions n° 29959-21.12.2000 ; 29985-21.12.2000 ; 30024-21.12.2000).

- M. Jacques Donnay sur l'importance, pour le devenir de l'enseignement artistique en France, d'assurer un statut unique, sur les bases fournies par le rapport Imbert, à l'ensemble des 56 écoles supérieures d'art nationales et territoriales agréées par le ministère chargé de la culture, qui dispensent le même enseignement à près de 10 000 étudiants.

(Question n° 30211-28.12.2000).

Divers

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle accordées à des œuvres cinématographiques par la ministre chargé de la culture depuis la réforme introduite par le décret n° 2000-1137 du 24 Novembre 2000

Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

COMME UN VOLEUR	M6 Interactions	5 décembre 2000
JE REVAIS DE L'AFRIQUE	Gaumont Columbia Tristar Home Vidéo	5 décembre 2000
P'TITS GENIES	Gaumont Columbia Tristar Home Vidéo	5 décembre 2000
REVELATIONS	Buena Vista Home Entertainment	5 décembre 2000
FANTASIA 2000	Buena Vista Home Entertainment	6 décembre 2000
ISSUE DE SECOURS	Film Office	14 décembre 2000
RACCROCHE	Gaumont Columbia Tristar Home Vidéo ..	19 décembre 2000
POUR L'AMOUR DU JEU	Universal Pictures Vidéo	19 décembre 2000
HUMAN TRAFFIC	M6 Interactions	19 décembre 2000
LA VEUVE DE SAINT-PIERRE	Universal Pictures Vidéo	19 décembre 2000
28 JOURS EN SURSIS	Gaumont Columbia Tristar Home Vidéo ..	21 décembre 2000
THE CROW III	Film office	3 janvier 2001
JANICE BEARD	Film office	3 janvier 2001
L'ENVOL	M6 Interactions	5 janvier 2001
LA VACHE ET LE PRESIDENT	Gaumont columbia tristar home vide	6 janvier 2001
DESTINEES SENTIMENTALES	Pathe video	9 janvier 2001
FORTRESS 2, REINCARCERATION	Gaumont columbia tristar home video	9 janvier 2001
OLD SCHOOL	Opening edition	9 janvier 2001
AMERICAN PSYCHO	Metropolitan filmexport	10 janvier 2001
LES FRERES SŒURS	Studio canal	10 janvier 2001
MEILLEUR ESPOIR FEMININ	Tf1 video	10 janvier 2001
SCREAM 3	Studio canal	10 janvier 2001
DOUBLE JEU	Paramount home entertainment	11 janvier 2001
DROLE DE FELIX	La sept video	12 janvier 2001
LE HAREM DE MADAME OSMANE	La sept video	12 janvier 2001
THE PATRIOT	Gaumont columbia tristar home video	12 janvier 2001
A TOMBEAU OUVERT	Buena vista home entertainment	16 janvier 2001
D'UN REVE A L'AUTRE	Passion of mind prod. corp	16 janvier 2001
MISSION TO MARS	Pathe video	16 janvier 2001
PRINCESSE MONONOKÉ	Buena vista home entertainment	16 janvier 2001
FOUS D'IRENE	Tcfhe france	17 janvier 2001
PIEGE FATAL	Tf1 video	17 janvier 2001
SEXE ATTITUDES	Metropolitan filmexport	17 janvier 2001
TOTAL WESTERN	Film office	17 janvier 2001
LES AIGUILLEURS	Pfc video g.i.e	19 janvier 2001
UN DE TROP	Warner home video	22 janvier 2001

ORDINARY DECENT CRIMINAL	Warner home video	23 janvier 2001
PROMENONS NOUS DANS LES BOIS	Pathe video	23 janvier 2001
LA SECTE SANS NOM	Studio canal	23 janvier 2001
DEUXIEME QUINZAINE DE JUILLET	Studio canal	24 janvier 2001
HYPNOSE	Studiocanal	24 janvier 2001
ON FAIT COMME ON A DIT	Studio canal	24 janvier 2001
LES PIERREAFEU A ROCK VEGAS	Universal pictures video	24 janvier 2001
SAINT-CYR	Universal pictures video	24 janvier 2001
SIMPATICO	Studio canal	24 janvier 2001
LES OPPORTUNISTES	Imatim diffusion	31 janvier 2001
THE SKULLS	Ugc ph	1 ^{er} février 2001
BIG MAMMA	Pfc video g.i.e	6 février 2001
DE QUELLE PLANETE VIENS-TU ?	Columbia tristar home video	6 février 2001
BROADWAY 39EME RUE	Tf1 video	7 février 2001
CECIL B DEMENTED	Studio canal	7 février 2001
LE COUPABLE	Film office	7 février 2001
EXIT	Tf1 video	7 février 2001
GANGSTA COP	Tf1 video	7 février 2001
THE HOUSE OF YES	Film office	7 février 2001
JET SET	Studio canal	7 février 2001
LOVE AND SEX	Film office	7 février 2001
PITCH BLACK	Universal pictures video	7 février 2001
POSSESSED	Tf1 video	7 février 2001
SHANGAI KID	Buena vista home entertainment	8 février 2001
EN PLEINE TEMPETE	Warner home video france	13 février 2001
LAKE PLACID	Pathe video	13 février 2001
SUR UN AIR D'AUTOROUTE	France television distribution	14 février 2001
DANGEREUSE SEDUCTION	Gaumont columbia tristar home video	20 février 2001
FOURTH FLOOR	Opening	20 février 2001
AMAZONE	Studio canal	21 février 2001
LE CELIBATAIRE	Metropolitan filmexport	21 février 2001
LE CŒUR A L'OUVRAGE	Studio canal	21 février 2001
DESTINATION FINALE	Metropolitan filmexport	21 février 2001
DROIT AU CŒUR	Pfc video g.i.e	21 février 2001
HAPPY TEXAS	Studio canal	21 février 2001
HARRY, UN AMI QUI VOUS VEUT DU BIEN ...	Film office	21 février 2001
MOLLY	Pfc video g.i.e	21 février 2001
X-MEN	Pfc video g.i.e	21 février 2001
MISSION IMPOSSIBLE 2	Paramount	22 février 2001
60 SECONDES CHRONO	Gaumont buena vista international	23 février 2001
NURSE BETTY	M6 interactions	28 février 2001
SAUVE MOI	Editions montparnasse	5 mars 2001
10 BONNES RAISONS DE TE LARGUER	Buena vista home entertainment	6 mars 2001
GLADIATOR	Universal pictures video	6 mars 2001
UN COUPLE PRESQUE PARFAIT	Buena vista home entertainment	6 mars 2001

COTTON MARY	Universal pictures video	7 mars 2001
LA FAMILLE FOLDINGUE	Universal pictures video	7 mars 2001
FREQUENCE INTERDITE	Metropolitan filmexport	7 mars 2001
LE PHARE DE L'ANGOISSE	Film office	7 mars 2001
MARS A TABLE!	Film office	7 mars 2001
LA SAGESSE DES CROCODILES	Tf1 video	7 mars 2001
FAUSSES RUMEURS	Warner home video	13 mars 2001
MON CHIEN SKIP	Warner home video	13 mars 2001
APPARENCES	Pfc video	14 mars 2001
LES INITIES	Metropolitan filmexport	14 mars 2001
JOSEPH LEES	Pfc video	14 mars 2001
KIPPOUR	France television distribution	14 mars 2001
MORCEAUX CHOISIS	Metropolitan filmexport	14 mars 2001
O' BROTHER	Studiocanal	14 mars 2001
HOLLOW MAN	Columbia tristar films	20 mars 2001
IL SUFFIT D'UNE NUIT	Universal pictures video	21 mars 2001
PRINCESSES	Film office	21 mars 2001
SUPERNOVA	Pfc video	21 mars 2001
U-571	Studiocanal	21 mars 2001
LA VIERGE DES TUEURS	Studiocanal	21 mars 2001
LA NOCE	La sept video	27 mars 2001
TRIXIE	Opening	27 mars 2001
HIGH FIDELITY	Buena vista home entertainment	3 avril 2001
FAST FOOD FAST WOMEN	Paradis distribution	4 avril 2001
GALAXY QUEST	Universal pictures video	4 avril 2001
TIGRE ET DRAGON	Warner home video	4 avril 2001
TOUT VA BIEN, ON S'EN VA	Editions montparnasse	4 avril 2001
VENGO	La sept video	4 avril 2001
THE VIRGIN SUICIDES	Pathe video	4 avril 2001
YI YI	Film office	4 avril 2001
ACID HOUSE	Studiocanal	4 avril 2001
LE CHOIX D'UNE VIE	Studiocanal	4 avril 2001
FURIA	Studiocanal	4 avril 2001
ESTHER KAHN	Studiocanal	4 avril 2001
AU NOM D'ANNA	Buena vista home entertainment	11 avril 2001
DANSE TA VIE (CENTER STAGE)	Gaumont columbia home video	11 avril 2001
URBAN LEGEND 2	Gaumont columbia home video	11 avril 2001
LES AVENTURES DE TIGROU	Buena vista home entertainment	18 avril 2001
THE CELL	Metropolitan filmexport	18 avril 2001
TITAN AE	Fox	18 avril 2001
WOMAN ON TOP	Fox	18 avril 2001
JEU DE ROLES	France television distribution	19 avril 2001
LUMUMBA, RETOUR AU CONGO	France television distribution	19 avril 2001
CIRCUS	Gaumont columbia home video	25 avril 2001
DANCER IN THE DARK	Film office editions	25 avril 2001

DEUXIEME VIE	M6 interactions	25 avril 2001
JESUS' SON	Ctv international	25 avril 2001
LE PETIT VAMPIRE.....	Metropolitan filmexport	25 avril 2001
PRESQUE RIEN	Ctv international	25 avril 2001
LA ROUTE D'ELDORADO.....	Universal pictures video	25 avril 2001
UN AUTOMNE A NEW YORK	M6 interactions	1 ^{er} mai 2001
SPACE COW BOYS.....	Warner home video	9 mai 2001
ROAD TRIP	Universal pictures video	10 mai 2001
LES AVENTURES DE ROCKY & BULLWINKLE...	Universal pictures video	23 mai 2001
PLANETE ROUGE.....	Warner home video	5 juin 2001
50 DEGRES FAHRENHEIT	M6 interactions	6 juin 2001
LITTLE NICKY	Metropolitan filmexport	6 juin 2001
L'EXORCISTE VERSION INTEGRALE.....	Warner home video	1 ^{er} octobre 2001

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x **120 F** = pour l'année
soit **18,29 €**

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3 rue de Valois, 75001, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.